

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE



## Guadeloupe : grève générale *"Plus rien ne sera comme avant"*



Pointe-à-Pitre,  
le 27 février.  
Le LKP vient d'annoncer  
la signature d'un accord  
partiel  
avec le gouvernement  
français.

**Etats-Unis : six semaines  
après l'investiture de Barack Obama**

N° 65 nouvelle série (n° 671) - février 2009 - Prix : 4 euros - 8 FS

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## SOMMAIRE

- **Notes éditoriales** ..... p. 3
- **Guadeloupe : grève générale.  
"Plus rien ne sera comme avant".....** p. 7  
(Par Robert Stéphan)
- **Etats-Unis :  
six semaines après l'investiture  
de Barack Obama** ..... p. 17  
(Par Alan Benjamin)
- **La guerre de Gaza,  
élément constitutif  
de la "solution" à deux Etats** ..... p. 41  
(Par François Lazar)
- **Sous les coups de la crise mondiale,  
l'Union européenne  
se disloque** ..... p. 55  
(Par Christel Keiser)
- **Le mouvement ouvrier allemand  
à un tournant** ..... p. 67  
(Par Werner Uhde)

- **L'Inde dans la crise mondiale.  
Le mouvement ouvrier indien  
à un carrefour** ..... p. 75  
(Par François Forge)
  
- **L'origine du crime organisé  
dans les Balkans** ..... p. 85  
(Par Pavlusko Imsirovic)
  
- **Document historique :  
Impérialisme et révolution  
au Proche et Moyen-Orient** ..... p. 91  
(article paru dans *La Vérité*, n° 509,  
jeudi 11 septembre 1958)  
(Par Pierre Lambert)

# Notes éditoriales

A l'heure où ce numéro va sous presse, le G 20 (sommet des dirigeants des 20 Etats les plus puissants de la planète) se prépare activement. Dans le cours de la préparation de ce sommet, Obama a affiché des signes d'une apparente modification de la politique internationale des Etats-Unis. Là où l'administration Bush prétendait parler au nom de l'ensemble du "monde civilisé" face au "terrorisme" et imposer ainsi ses orientations, Obama s'y prend autrement. Commenant ostensiblement par sa rencontre avec le président Lula, il entend associer tous et chacun à la préparation du G 20. Il affirme sa volonté de coopérer étroitement avec les dirigeants des Etats européens, notamment ceux de l'Union européenne. Pour spectaculaires que soient ces démonstrations — auxquelles il faudrait ajouter la volonté affichée de dégager une "solution politique" au Moyen-Orient fondée sur deux Etats après les massacres de Gaza (*lire page 41*) ou encore d'engager un dialogue avec le gouvernement iranien ou syrien —, ces modifications dans la forme valent-elles modifications sur le fond ?

Comme le montre le dossier publié dans ce numéro de *La Vérité* (*page 17*), les premières semaines de l'administration Obama l'ont d'emblée confronté à la profondeur d'une crise sans précédent du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Crise qui ne cesse de s'accélérer. En mars, on comptait officiellement 25 000 suppressions d'emplois chaque jour aux Etats-Unis. Pour le seul mois de février, l'économie américaine a perdu 650 000 emplois, faisant grimper le taux de chômage à son niveau le plus élevé depuis 25 ans. Quel est le contenu social des orientations de l'administration Obama ? La politique de renflouement de la classe capitaliste se poursuit à grande allure, comme le montre l'interview du professeur Rasmus (*page 32*). De même que la politique d'intervention militaire à l'échelle internationale. Dans ces conditions, l'administration Obama concentre sur elle toutes les contradictions du capitalisme international, ce qui accroît la fragilité politique de cette administration élue dans les conditions que nous savons (*voir les derniers numéros de La Vérité*). Le monde entier — y compris le Premier ministre chinois, dont l'économie finance le gigantesque endettement public nord-américain et porte à bout de bras le dollar — s'interroge sur la fragilité de l'économie des Etats-Unis.

Comment l'administration Obama entend-elle faire face à cette situation ? Au plan intérieur, par l'intégration des organisations de la classe ouvrière. Au plan international, elle cherche à faire retomber le fardeau de la crise sur le monde entier, à commencer par la Chine et l'Europe (*lire page 55*).

A la veille du G 20, l'administration américaine a tapé du poing sur la table, dénonçant la participation insuffisante des Européens à l'effort de relance. Comme en écho, le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, a martelé :

*"Les plans de relance ne suffisent pas (...), il n'y aura pas de reprise tant que les banques n'auront pas été débarrassées de leurs actifs à risque et recapitalisées."*

Le message est clair : faire payer les classes ouvrières du monde entier, pomper les ressources et richesses disponibles sur toute la planète pour renflouer les spéculateurs faillis, qui, tels le tonneau des Danaïdes, engloutissent des sommes gigantesques sans pour autant parvenir à se remettre à flot.

Dès lors, les questions ne peuvent être abordées que sous l'angle de leur contenu de classe. C'est ce que font nos camarades américains dans la campagne de Workers Emergency Recovery Campaign (*lire page 25*). Sous des formes qui varient d'un continent à l'autre et d'un pays à l'autre, toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale sont confrontées à cette exigence. Rappelons cette affirmation du *Programme de transition*, programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale :

*“La tâche stratégique de la IV<sup>e</sup> Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie.”*

Le contenu même de la crise est spectaculairement illustré par ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire “AIG”. Les projecteurs des médias du monde entier ont été braqués sur l'affaire Madoff, escroquerie indiscutable. Mais Madoff serait-il un escroc isolé dans un système sain ? Revenons sur AIG. Cet assureur — le troisième assureur du monde — a garanti les investissements hasardeux de la plupart des grandes banques et fonds de pension américains et internationaux :

*« Lorsque qu'une assurance garantit contre le risque de catastrophe naturelle, elle doit provisionner les sommes afférentes. Dans le cas de titres boursiers totalement “dérégulés”, AIG a cru pouvoir s'en priver. La notation de sa dette par les sociétés spécialisées était la plus haute imaginable — AAA, équivalent quasiment à un risque zéro —, offrant aux swaps (contrats d'échanges) qu'il plaçait une supposée fiabilité hors norme. Ses commissions étaient extrêmement élevées. C'est ainsi que les banques, les fonds de pension et de placements et les hedge funds ont acquis les swaps d'AIG. Ils estimaient ainsi réduire, sinon couvrir entièrement leur risque en le transférant à l'assureur. AIG empochait, mais ne provisionnait pas la couverture du risque. Il suffisait d'utiliser une faille du système qui permette de s'y soustraire. Quel risque prenait-il, puisque le marché boursier haussier n'aurait jamais de fin ? En réalité, provisionner eût signifié la perte de tout l'intérêt de l'opération. Au pic de son activité, AIG détenait pour 450 milliards de dollars de titres de ce type » (Le Monde, 4 mars 2009).*

450 milliards de dollars ! Un montant supérieur au budget annuel d'un pays comme la France ! La suite ? Elle était prévisible :

*« Le jour où la bulle immobilière a explosé, entraînant l'effondrement de nombre d'autres produits financiers “à risques”, AIG a été confronté à sa propre insolvabilité, ayant garanti des centaines d'organismes financiers dans le monde entier face aux risques de pertes. S'il n'assume pas ses engagements, toute la finance mondiale craint un effet dominos dévastateur, des faillites de banques et de fonds en cascades. Voilà pourquoi l'Etat américain est pieds et poings liés. Pour éviter un désastre pire encore, il devra honorer les engagements d'AIG » (ibidem).*

“Pour éviter un désastre pire encore” ? Un désastre pour qui ? Pour les classes ouvrières des Etats-Unis et du monde entier, le désastre est déjà là. 180 milliards de dollars ont d'ores et déjà été accordés par le Trésor américain et la Réserve fédérale pour renflouer AIG. Mais quel montant total sera en définitive celui des “actifs toxiques” garantis et compensés par AIG ? La presse évoque un montant de 250 milliards de dollars... En réalité, personne n'en sait rien. Un désastre pour qui ? L'argument avancé est que la faillite en chaîne des banques, des assurances, etc., aurait des conséquences incalculables pour l'économie. Mais ces centaines de milliers de milliards qui sont ainsi “investis” dans des trous sans fond ne peuvent favoriser en aucune manière la moindre reprise économique, puisqu'ils ne servent qu'à reconstituer le capital de l'ensemble de ces institutions capitalistes et spéculatives faillies. En revanche, c'est au nom de ce renflouement que les travailleurs se voient dans le monde entier imposer les plans de destruction en masse, et en particulier les plans de licenciements.

Bien sûr, on entend beaucoup parler dans les sommets gouvernementaux capitalistes de “moralisation” du capitalisme. Après avoir fait verser des centaines de mil-

liards à AIG, Obama a suggéré que soient limités les versements de bonus aux dirigeants d'AIG. Soit ! Mais le scandale du bonus des dirigeants peut-il être distingué de la vaste escroquerie internationale qui aboutit à faire supporter par les peuples du monde entier le coût des centaines de milliards de dollars ainsi partis en fumée ? Les mêmes dirigeants capitalistes et gouvernementaux parlent de "nationaliser". Ils ne cachent même pas leurs objectifs : il s'agit, par la nationalisation (temporaire et partielle) des institutions financières faillies, de les remettre à flots, avec l'argent public, et ensuite... retour à la case départ : reprivatization, respéculation, redestruction des forces productives, etc. Professeur renommé d'économie à l'université de New York, Nouriel Roubini ne s'en cache pas :

*"Comme beaucoup, je suis en faveur des nationalisations. Mais il ne faut pas le faire pour toutes les banques. Et le contrôle à long terme de l'Etat sur un établissement de crédit est une mauvaise idée. Une nationalisation doit être temporaire, le temps de nettoyer le bilan de l'établissement"* (Les Echos, 2 mars).

A nouveau, nous voici revenus au programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale :

*« Le programme socialiste de l'expropriation, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa domination économique, ne doit en aucun cas nous empêcher, dans la présente période de transition, de revendiquer, lorsque l'occasion s'en offre, l'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires (...).*

*La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de "nationalisation" consiste en ce que :*

*1. – Nous repoussons le rachat ; 2. – Nous prévenons les masses contre les charlatans du Front populaire, qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en fait les agents du capital ; 3. – Nous appelons les masses à ne compter que sur leur propre force révolutionnaire ; 4. – Nous relions le problème de l'expropriation à celui du pouvoir des ouvriers et des paysans (...).*

*L'impérialisme signifie la domination du capital financier. A côté des consortiums et des trusts, et souvent au-dessus d'eux, les banques concentrent dans leurs mains le commandement réel de l'économie. Dans leur structure, les banques reflètent, sous une forme concentrée, toute la structure du capitalisme contemporain : elles combinent les tendances du monopole aux tendances de l'anarchie. Elles organisent des miracles de technique, des entreprises gigantesques, des trusts puissants ; et elles organisent aussi la vie chère, les crises et le chômage. Impossible de faire un seul pas sérieux dans la lutte contre le despotisme des monopoles et l'anarchie capitaliste, qui se complètent l'un l'autre dans leur œuvre de destruction, si on laisse les leviers de commande des banques dans les mains des rapaces capitalistes.*

*Afin de réaliser un système unique d'investissement et de crédit, selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts du peuple tout entier, il faut fusionner toutes les banques dans une institution nationale unique. Seules, l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'Etat mettront à la disposition de celui-ci les moyens nécessaires réels, c'est-à-dire matériels et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique.*

*L'expropriation des banques ne signifie en aucun cas l'expropriation des petits dépôts bancaires. Au contraire : pour les petits déposants, la **banque d'Etat unique** pourra créer des conditions plus favorables que les banques privées. De la même façon, seule, la banque d'Etat pourra établir pour les fermiers, les artisans et les petits commerçants des conditions de crédit privilégiées, c'est-à-dire à bon marché. Néanmoins, plus important encore est le fait que toute l'économie, avant tout l'industrie lourde et les transports, dirigée par un état-major financier unique, servira les intérêts vitaux des ouvriers et de tous les autres travailleurs.*

*Cependant, l'étatisation des banques ne donnera ces résultats favorables que si le pouvoir d'Etat lui-même passe entièrement des mains des exploitateurs aux mains des travailleurs (...).* »

L'expropriation du capital, la socialisation des moyens de production — solutions incontournables dans la vague d'effondrement actuel — supposent donc l'action indépendante sur leur terrain de classe des masses exploitées et opprimées. Mais cette mise en mouvement elle-même exige que la classe ouvrière dispose d'organisations indépendantes.

44 jours durant, le monde entier a braqué son regard sur la grève générale en Guadeloupe. L'unité réalisée des organisations ouvrières et populaires de Guadeloupe dans le LKP (Liyannaj kont pwofitasyon — alliance contre l'exploitation forcenée) — unité au centre de laquelle se trouvent les organisations syndicales, et singulièrement la centrale syndicale indépendante UGTG — a abouti par la grève à la satisfaction de l'ensemble des revendications contre la vie chère — tout particulièrement les 200 euros pour tous. Le gouvernement Sarkozy et le patronat français et sa branche locale — largement dominée par les descendants des propriétaires d'esclaves — ont été contraints de signer un accord garantissant toutes les revendications, sur la base d'un protocole dont nous citons en particulier un extrait du préambule :

*“Considérant que la situation économique et sociale actuelle existant en Guadeloupe résulte de la pérennisation du modèle de l'économie de plantation.*

*Considérant que cette économie s'appuie sur des rentes de situation de monopole, des abus de position dominante qui génère des injustices.”*

Organe combiné d'expression du front unique ouvrier et de front unique anti-impérialiste, le LKP, rassemblant toutes les organisations représentatives de la nation opprimée, a fait reculer le pouvoir oppresseur. Mais si le peuple guadeloupéen est un peuple opprimé qui combat pour sa souveraineté et pour s'émanciper de la domination coloniale française, il n'en reste pas moins que son mouvement de classe a eu d'énormes répercussions en France même, comme un encouragement dans les luttes de classe qui se développent en France contre la politique du gouvernement Sarkozy. C'est dans ce contexte que sont amenées à agir les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui, à l'échelle de toute l'Europe (*lire page 55*), participent, dans le cadre de l'Entente européenne des travailleurs, à la campagne commune pour l'interdiction des licenciements sur tout le continent, ouvrant la voie au combat politique pour les Etats-Unis socialistes d'Europe libérés des chaînes de l'exploitation et de l'oppression.

Car dans un vieux monde qui s'effondre — celui du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production —, à travers les luttes de classe les plus difficiles et les plus âpres, l'issue reste, plus que jamais, le combat pour le socialisme !

**La Vérité**

# Guadeloupe : grève générale "Plus rien ne sera comme avant"

Par Robert Stéphan

C'est un sentiment partagé par tout le peuple guadeloupéen une semaine après le démarrage de la grève générale (20 janvier 2009), après qu'il eut assisté, en direct, aux débats des premiers jours de négociations retransmis par plusieurs télévisions, dont RFO. Dès lors, nous comprenons aisément les fortes mobilisations qui s'en sont suivies : 25 000 manifestants le 20 janvier, 40 000 le 24 janvier, 65 000 et 100 000 le 9 février, soit environ 20 % de la population. Nous comprenons que le représentant de l'Etat ait interdit toute retransmission en direct.

Au moment où nous écrivons cet article, la grève générale est suspendue, après 44 jours, suite à la signature d'un protocole d'accord, le 4 mars dernier, entre le LKP (1), les collectivités et l'Etat, qui fait suite à l'accord régional interprofessionnel sur les salaires signé le 26 février 2009 (voir annexe 1).

---

## LA SITUATION AVANT

---

### Sachez :

— qu'en Guadeloupe, plus de 100 000 personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté sur une population d'environ 450 000 habitants ;

— que le chômage touche près de 60 000 Guadeloupéens, et singulièrement les jeunes (un sur deux) ;

— que 1 000 jeunes quittent le système scolaire chaque année sans aucun avenir ;

— que 80 % des chômeurs ont un niveau à peine équivalent au CAP-BEP ;

— que des dizaines de familles sont constamment menacées d'expulsion.

Tandis qu'une caste de békés (2) continue d'exploiter et de discriminer notre peuple : propos illustrés par une intervention d'Elie Domota, porte-parole du LKP, le 28 janvier 2009 :

---

(1) "Liyannaj kont pwofitasyon" ("Ensemble contre l'exploitation"), collectif regroupant 49 organisations, parmi lesquelles tous les syndicats et les associations populaires et culturelles de la Guadeloupe. Constitué à l'initiative de l'UGTG après les premières mobilisations de décembre 2008 contre la vie chère, il a dirigé la grève générale, rendant compte à chaque étape de son mandat dans des assemblées générales qui ont réuni jusqu'à plusieurs milliers de grévistes.

(2) Descendants des propriétaires esclavagistes. Lors de l'abolition de l'esclavage, ils ont été grassement indemnisés, ce qui leur a permis d'accaparer toute la richesse de l'île et de se maintenir au pouvoir économique et politique, reléguant toute la population noire et métisse à un statut de "citoyens de seconde zone".

**“La société guadeloupéenne s’est construite sur des rapports de races et de classes depuis 400 ans.**

*Au sommet de la pyramide, on retrouve les Blancs et les Européens, au bas de l’échelle se situent les nègres et les Indiens, c’est un constat (...). La paix sociale ne peut exister dans un pays quand la majorité d’un peuple est exclue. Et aujourd’hui, en Guadeloupe, 99,99 % des chômeurs sont des Guadeloupéens d’origine africaine ou indienne.”*

---

## ORIGINE DE CETTE UNITÉ

---

**Travayè é Pèyizan** (3) l’exprime de la façon suivante dans une déclaration publiée le 18 décembre 2008, à la suite des deux premiers jours de mobilisation d’aver-tissement des 16 et 17 décembre 2008 :

*“Certains s’interrogent sur le sens de cette unité retrouvée et sur le sens de cette forte mobilisation du peuple guadeloupéen, notamment des masses oppri-mées de Guadeloupe.*

*Pour les militants de Travayè é Pèyi-zan, cette mobilisation n’est pas une sur-prise. C’est le signe que les travailleurs, les jeunes, le peuple de Guadeloupe en ont assez de la situation de misère et d’op-pression qui leur est imposée (chômage, licenciements, discrimination à l’embauche, répression antisyndicale, menaces d’expulsion pour des dizaines de loca-taires, etc.). Situation imposée par le pa-tronat, le pouvoir colonial français et les élus à leur solde (...).”*

Pendant des années, les travailleurs et le peuple de Guadeloupe ont résisté.

Après la dislocation du “Front d’unifi-cation de libération nationale de la Guade-loupe” (FULNG) à la fin des années 1980, l’UGTG (4), après avoir refusé de sacrifier la lutte de classe à la lutte de libéra-tion nationale, se retrouve quasiment seule à porter la double espérance des travail-leurs et du peuple de Guadeloupe : le combat combiné contre l’oppression socia-le et contre l’oppression nationale. Combat initié au début des années 1970, et qui a permis la création et le développe-ment du mouvement national jusqu’au milieu des années 1980 (voir annexe 2).

Depuis une dizaine d’années, les tra-vailleurs de Guadeloupe, soutenus par une

bonne partie du peuple et par quelques organisations politiques de classe, ont résisté aux coups assénés par le patronat et à la répression antisyndicale. Cette ré-sistance s’est exprimée à travers :

- le combat pour l’indépendance des organisations de classe ouvrière, les syn-dicats en particulier, contre le dialogue social de compromission, contre la colla-boration de classes à travers les forums sociaux ;

- le combat pour le respect du 27 mai symbolisé par le combat pour la libération de Michel Madassamy fin mai et début juin 2001 ;

- des conflits longs et difficiles comme ceux de la banane, de Carrefour-Destrel-land, de Danone, où les travailleurs et leurs organisations se trouvent toujours confrontés au mépris des patrons békés soutenus par le pouvoir colonial, qui n’hésite pas à mettre systématiquement des dizaines de policiers et de gendarmes mobiles à leur disposition ;

- le combat aux côtés des ex-salariés de la Ferme de Campêche pour la préser-vation de leur outil de travail et la préser-vation des terres agricoles de Guade-loupe ;

- le combat pour l’**Union libre des peuples libres de la Caraïbe** impulsé par l’Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe (ATPC), créée en dé-cembre 2002 en Guadeloupe, symbolisé notamment à travers le combat pour la souveraineté du peuple d’Haïti (“*Défen-dre Haïti, c’est nous défendre nous-mêmes*”) (5) ;

- la révolution en marche en Améri-que du Sud, en Bolivie, au Venezuela, en Équateur, etc.

En 2008, les travailleurs et leurs orga-nisations syndicales passent à l’offensive.

Cette offensive intervient quelques mois après les élections municipales et

---

(3) Travailleurs et paysans, organisation constituée le 20 janvier 1998 à l’initiative des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale en commun avec d’autres mili-tants d’origines et d’expériences politiques diffé-rentes,

(4) Union générale des travailleurs guadeloupéens, centrale syndicale indépendante.

(5) Thème de la troisième conférence Caraïbe, qui s’est tenue les 12 et 13 décembre 2008 à Port-au-Prince, en solidarité avec le peuple d’Haïti.

cantonales du mois de mars, au cours desquelles tous les candidats ont promis "le développement économique de la Guadeloupe, du travail et la santé pour tous". Travayé é Pèyizan écrit à ce sujet :

*"Subitement, ils étaient tous devenus des responsables avec pouvoir le temps des élections. Mais comment donc donner du travail et permettre l'accès à la formation des jeunes Guadeloupéens dans le carcan des institutions coloniales ?"*

Avec la crise, les travailleurs et peuple voient leur situation se dégrader. Le pouvoir colonial et les élus déclarent : nous n'y pouvons rien, c'est la faute à la crise, c'est la faute à...., alors que les spéculateurs reçoivent des milliers de milliards d'euros et les entreprises des dizaines de milliers d'euros.

La réponse des élus est un aveu d'impuissance. Cet aveu se manifeste plusieurs fois lors des négociations :

*"Nous ne sommes pas entendus au Parlement (...). Le mouvement initié par le LKP est parvenu à obtenir ce que les parlementaires se sont épuisés en vain à demander au gouvernement, en particulier un contrôle renforcé des prix des carburants"*,

affirme le président de la région, Victorin Lurel, lors de la signature du protocole d'accord de suspension de la grève générale, le 4 mars 2009, intervention reprise par le quotidien *France Antilles* (6 mars 2009).

La réponse de l'Etat français a toujours été d'accorder des exonérations de charges sociales aux patrons et de mettre à leur disposition ses forces de répression et sa justice aux ordres.

En juillet 2008, démarre la campagne de préparation des élections prud'homales, au cours de laquelle les organisations syndicales développent leurs plates-formes.

La participation est plus forte qu'en 2002. L'UGTG, dont la plate-forme comporte la défense des salariés de la Ferme de Campêche, conforte sa place de premier syndicat ouvrier de Guadeloupe, obtenant 52 % des suffrages, contre 47 % en 2002.

Dès lors, les travailleurs et le peuple de Guadeloupe confient une mission aux

organisations syndicales, et il revenait à l'UGTG d'en prendre l'initiative. Ainsi, l'UGTG invite les organisations syndicales, mais aussi les organisations populaires, à une réunion le 5 décembre pour discuter des initiatives à prendre pour sortir les travailleurs et le peuple de cette situation.

Après débat, la vingtaine d'organisations présentes, pour la plupart des syndicats, décident d'appeler ensemble à une journée de mobilisation le 16 décembre, qui sera reconduite le 17 décembre, journée qui sera précédée de plusieurs rencontres de préparation du 16 décembre et au cours desquelles une quinzaine d'autres organisations et associations ont décidé de se joindre à ce mouvement.

Ces organisations, après avoir tiré le bilan de ces deux journées de mobilisation et devant le mépris affiché par l'Etat, les collectivités, les patrons, décident d'appeler à la grève générale à partir du 20 janvier.

Cette grève générale est préparée par des assemblées générales communes des syndicats dans toutes les entreprises, par des distributions de tracts et des meetings dans toutes les régions de Guadeloupe, et par des réunions régulières avec l'ensemble des organisations partie prenante qui constituent le LKP. De plus en plus, il devient la chambre de résonance de toutes les souffrances du peuple. Ainsi, tantôt à leur initiative, tantôt à l'initiative du LKP, toutes les composantes de la population qui souffrent de cette situation de misère et d'oppression peuvent s'exprimer.

Plusieurs rassemblements-débats avec les membres du LKP ont lieu, avec à chaque fois la participation de centaines et de centaines de travailleurs : rencontre avec les petits patrons qui a entraîné leur structuration, leur participation aux négociations et la signature de l'accord sur les salaires, rencontre avec la jeunesse qui a amené un plan d'urgence pour les jeunes de 16 à 25 ans dans le projet de protocole d'accord, rencontre avec les artistes, rencontres avec les femmes, rencontre avec les contrats aidés qui aboutit à une réunion avec l'Etat et les collectivités en vue de la résorption du travail précaire.

---

## LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS ET DU PEUPLE DE GUADELOUPE ET LA QUESTION DU POUVOIR

---

Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale de Guadeloupe écrivaient fin janvier 2009 :

« Cette mobilisation intervient sur fond de ce que tout un chacun appelle “crise financière, crise économique”. **Pour les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, il s’agit d’une crise sans précédent du système capitaliste, qui risque d’emporter la civilisation tout entière.** Les premiers effets sont là : des centaines de milliers de licenciements dans l’automobile ; l’OIT, l’Organisation internationale du travail, prévoit 20 millions de chômeurs de plus dans les mois à venir ; cent millions d’êtres humains seront touchés par la misère.

*Ce ne sont pas les milliers de milliards de dollars offerts aux banques et aux patrons, payés d’ailleurs par les travailleurs, qui vont changer quoi que ce soit.*

*Cette mobilisation, qui, selon nous, pose la question du pouvoir, du droit du peuple guadeloupéen à disposer de lui-même, n’est pas sans rapport avec le combat du peuple haïtien pour sa souveraineté, avec la lutte pour la levée de l’embargo des Etats-Unis contre Cuba.*

*Elle met à l’ordre du jour, de façon concrète, le combat pour l’Union libre des peuples libres de la Caraïbe et la solidarité avec les peuples de Bolivie, du Venezuela, etc., qui luttent pour la souveraineté de leurs nations. »*

Ce mouvement a reçu des dizaines et des dizaines de messages de soutien de par le monde, notamment de la Caraïbe et du continent : de la Dominique, de la République dominicaine, de Sainte-Lucie, de Trinidad, de Martinique, de Guyane, de Cuba, d’Haïti, etc., des Etats-Unis, du Mexique, du Brésil, d’Equateur, de France, de Belgique, etc. L’ATPC et l’Entente internationale des travailleurs y ont pris une part active.

Ils poursuivent :

*“Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale affirment : seul le front unique des travailleurs avec leurs organisations peut empêcher le système capitaliste d’emporter la civilisation tout entière ; seul le front unique des travailleurs et de leurs*

*organisations dans le cadre du combat pour la rupture avec le système d’exploitation, pour la mise en place de plans d’urgence et de sauvegarde de la population laborieuse, et pour la souveraineté des nations, peut frayer le chemin de la victoire.*

*C’est dans ce contexte et sur cette base que les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale combattent et préparent le Septième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale prévu en octobre 2009.”*

Ce qui se passe depuis le 20 janvier en Guadeloupe nous donne raison. C’est un mouvement typique de lutte de classe. Partant d’une plate-forme précise de 146 revendications établie par elles-mêmes, les masses ont réalisé l’unité de leurs organisations syndicales et des organisations populaires, culturelles, politiques, d’associations de défense des consommateurs, dont la place particulière est donnée par l’oppression coloniale que subit encore aujourd’hui le peuple guadeloupéen (et celui de toutes les dernières colonies françaises en Martinique, en Guyane, à la Réunion...).

C’est dans ces conditions que s’est constitué le collectif Liyannaj kont pwofitasyon, organe du front unique anti-impérialiste combinant la lutte contre l’oppression nationale et l’oppression sociale, qui réalise l’unité des principales organisations engagées dans la grève et que les masses reconnaissent comme leur direction dans la lutte.

Répétons-le, ce combat met à l’ordre du jour la question du pouvoir. La classe politique et l’Etat français commencent à s’agiter autour des propositions d’états généraux ou des assises du peuple guadeloupéen.

Le mouvement initié le 20 janvier nous démontre que le peuple, les travailleurs ont besoin à leurs côtés d’élus à leur service, d’élus responsables devant eux, qu’ils peuvent contrôler et révoquer à tout moment. Nous disons que seule une Assemblée nationale constituante peut répondre à ce besoin. Pour mener à bien le combat pour cette Constituante, il est nécessaire de disposer d’un outil qui œuvre en ce sens, il est nécessaire de construire un parti indépendant.

C’est à cette tâche que s’attellent les militants de Travayè é Péyizan.

**Dernière minute** : la justice française vient d'ouvrir une enquête judiciaire contre Elie Domota, secrétaire général de

l'UGTG et porte-parole du LKP (voir annexe 4).

**Robert Stéphan**

## Annexe 1

Les négociations ont bien repris le 23 février 2009 en présence des organisations patronales, des syndicats et du représentant de l'Etat, le préfet accompagné des médiateurs du ministère du Travail et de la Direction du travail de Guadeloupe.

Un accord sur l'augmentation des salaires est intervenu dans la nuit du 26 au 27 février, qui prévoit :

- 200 euros pour les salariés percevant entre 1 321 euros et 1 849 euros brut ;

- 6 % d'augmentation pour les salariés touchant entre 1 849 euros et 2 113 euros brut ;

- 3 % minimum d'augmentation pour ceux touchant plus de 2 113 euros brut ;

C'est accord s'appelle **accord Jacques Bino**, à la mémoire du syndicaliste mort au cours du mouvement.

Parallèlement à l'accord sur les salaires, toute une série de mesures ont été prises par l'Etat et les collectivités : amélioration et création des prestations sociales, attribution de primes exceptionnelles, etc.

Les négociations se sont poursuivies sur les autres revendications immédiates de la plate-forme du LKP entre le 27 et le 1<sup>er</sup> mars 2009. Elles se sont terminées dans la nuit du 28 février au 1<sup>er</sup> mars avec la satisfaction de la plupart des revendications, entre autres :

- baisse du prix des carburants ;

- baisse du prix de l'eau de 6 % en moyenne ;

- recrutement dans l'Education de 22 Guadeloupéens en listes d'attente ;

- indemnisation par le conseil général et l'Etat des transporteurs laissés pour compte suite à la réorganisation du transport urbain et interurbain à raison de 40 000 euros par transporteur ;

- mise à la disposition réelle des salariés de la Ferme de Campêche par les

conseils général et régional, avec une aide complémentaire de l'Etat de 40 000 euros ;

- différentes dispositions en faveur des agriculteurs, dont la réserve d'au moins 64 000 hectares de surface agricole incompressible, et des pêcheurs, dont une subvention de 350 000 euros pour la modernisation et le renouvellement des matériels de pêche des professionnels ;

- un véritable plan d'urgence pour la jeunesse (emploi et formation pour les 8 000 jeunes de 16 à 25 ans concernés) s'appuyant sur un renforcement des mesures comprises dans la loi pour le développement de l'Outre-mer (LODEOM) ; le LKP a rencontré les jeunes en difficulté à Pointe-à-Pitre le mercredi 25 février : près d'un millier de jeunes étaient présents ; ces jeunes ont exprimé leur désespoir, mais aussi leurs espoirs et leurs attentes ; ils ont réaffirmé leur soutien au LKP ;

- différentes dispositions contre la discrimination à l'embauche, dont la signature d'une "charte de l'embauche locale de Guadeloupéens" et "d'un observatoire sur l'égal accès à l'embauche à tous les niveaux d'emploi, dans lequel le LKP sera représenté" ;

- baisse des tarifs des services bancaires sur certains produits ; la négociation s'est poursuivie entre le LKP et les représentants de toutes les banques le mardi 2 mars au matin à la préfecture et a déjà abouti à l'annulation des agios, des éventuels interdits bancaires, des frais divers qui pourraient être générés par la situation de crise, et ce entre le 20 mars et le 8 avril 2009 ; ces dispositions ont été négociées pour les particuliers et les petites entreprises ; la négociation se poursuit vendredi 6 mars sur d'autres sujets tels que la baisse des taux d'intérêt ;

- différentes mesures d'aide au logement : gel du loyer, prévention des expulsions ;

— maintien d'une activité hôtelière sur le site de l'hôtel Kalenda liquidé en 2008 afin d'éviter la spéculation foncière et immobilière ; le préfet installera dans les plus brefs délais un comité de coordination des financeurs ;

— concernant les droits syndicaux et les libertés syndicales, l'Etat invitera les organisations professionnelles et organisations syndicales de salariés à s'engager sur les questions relatives notamment à l'abaissement du seuil de désignation des représentants du personnel ;

— désignation de médiateurs, sous-préfet et secrétaire général de la préfecture, pour la résolution de conflits spécifiques : RFO, Air France, Aéroport, etc. ;

— dispositions pour le développement de la culture.

Des grèves se poursuivent dans différents secteurs et entreprises, notamment là

où les syndicats patronaux, Medef et CGPME, n'ont pas signé l'accord sur les salaires : à l'usine sucrière de Gardel, dans les hypermarchés appartenant aux békés (Carrefour, etc.).

Un secteur important du Medef vient de signer l'accord sur les salaires : il s'agit de la Fédération du bâtiment et des travaux publics de Guadeloupe (FBTPG), qui compte environ 6 000 salariés. Un autre, l'ASSOCANE, qui organise la filière sucre rhum, s'apprête à faire de même mardi 10 mars 2009. D'autres entreprises viennent de signer. Il s'agit de l'hôtel Novotel-Fleur d'épée et des Leader Price de Guadeloupe.

A la demande du collectif, l'Etat vient d'engager la procédure d'extension de l'accord suite à l'initiative prise par le syndicat CGT-Force ouvrière.

## Annexe 2

### Extrait du projet de plate-forme de Travail à Péyizan

*“Au plan culturel.*

***La culture au service de la lutte de libération nationale et sociale de notre peuple. Il ne saurait en être autrement sans sombrer dans le doudouïsme, le folklore, la mode, la démagogie.***

*Un peuple sans racine est un peuple sans avenir.*

*La Guadeloupe est un pays peuplé très majoritairement de Noirs petits-fils et petites-filles d'esclaves, ces derniers arrachés de leurs terres d'Afrique (de leurs racines), mis en esclavage par la France, et de Noirs d'origine indienne importés aussi par la France.”*

### Mémoire : quelques dates

1635 : début de la colonisation française ;

1793-1802 : lutte victorieuse du peuple haïtien contre l'esclavage, précurseur des luttes et victoires futures dans la Caraïbe et en Amérique latine ;

21 octobre 1801 : premier gouvernement guadeloupéen ;

1802 : soulèvement des Guadeloupéens (mawon, esclaves, affranchis) et épopée de Delgrès, Ignace, Massoteau, Palerme pour s'opposer par la lutte et les armes au rétablissement de l'esclavage ordonné par Napoléon Bonaparte depuis la France ;

Février 1952 : assassinat d'une dizaine de travailleurs au Moule par l'armée et les gardes mobiles français ;

1967 : massacre de plus de 100 Guadeloupéens par l'Etat français les 26, 27 et 28 mai, suite à la grève des ouvriers du bâtiment ;

1970-1973 : naissance du syndicalisme national ;

1970 : création de l'Union des travailleurs agricoles, UTA.

1973 : création de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe, UGTG.

## La place du kréyol (créole) et du gwoka (tambour guadeloupéen) dans la lutte du peuple guadeloupéen

Sans faire de développement sur l'histoire de la langue kréyol, il convient de rappeler que ces hommes et ces femmes arrachés de leurs racines, de langues différentes, ont été amenés à créer un outil de communication : le kréyol. Cette langue, qui a puisé dans le français, était aussi utilisée par les maîtres pour communiquer avec les esclaves.

Pour les esclaves, le kréyol (créole), plus qu'un outil de communication, est un outil de combat (konba a neg mawon, "des esclaves libres par eux-mêmes") qui contribue à la formation du peuple, du patrimoine et de la mémoire du peuple guadeloupéen.

Il en est de même du gwoka (tambour de Guadeloupe), qui a été un moyen fondamental de résistance de nos ancêtres, patrimoine commun qu'ils pouvaient partager. C'est aussi un moyen de communion, on zouti pou pwan fôs, pou bay' fôs ("un outil pour galvaniser, pour donner du courage").

C'est la raison pour laquelle le gwoka était interdit par les esclavagistes et par les maîtres.

Aujourd'hui, le kréyol et le gwoka, après avoir été interdits par des familles guadeloupéennes sous l'influence de préjugés divers (lékol sé fwansé yo ka palé, kréyol é gwoka sé biten a vyéneg, "à l'école, c'est le français qu'on parle, le créole et le gwoka, ce sont des noms de vieux nègres"), sont devenus incontournables dans la vie en Guadeloupe. Tout le monde parle kréyol, joue ou participe aux manifestations autour du ka (tambourin) (festival, lewoz [rythme lent], groupes à peau). Le pouvoir colonial a été contraint de s'adapter à cette nouvelle situation : introduction timide du kréyol à l'école en le confinant dans le régionalisme. Le kré-

yol n'est pas le breton, ni l'alsacien. Le kréyol n'est pas une langue régionale.

Kréyol, lang a pèp Gwadeloup ! Kréyol, lang nasyonal Gwadeloup !

"Créole, langue du peuple de Guadeloupe ! Créole, langue nationale de Guadeloupe !"

Kréyol, lang a konba a pèp Gwadeloup !

"Créole, langue guerrière du peuple de Guadeloupe !"

Le kréyol a joué un rôle fondamental dans l'émergence du sentiment national et la formation du mouvement national en Guadeloupe.

Il devient un outil incontournable dans la création d'organisations nationales guadeloupéennes, et notamment du syndicat national. Dans les luttes qui vertèbrent le combat des ouvriers agricoles et qui amènent à la formation du premier syndicat national, **l'Union des travailleurs agricoles (UTA)**, et de **l'Union des paysans pauvres de Guadeloupe (UPG)**, le kréyol joue un rôle déterminant. C'est la rupture avec le paternalisme syndical, le bureaucratisme syndical et le syndicalisme de collaboration (avec les usiniers, notamment). Les travailleurs étaient exclus des négociations, qui avaient lieu à huis clos entre les bureaucrates et les usiniers, sous prétexte qu'ils ne savaient pas parler le français.

Un des fondements du syndicalisme national devient l'appropriation du syndicat par les ouvriers, qui, dès lors, participent aux négociations qui se font en kréyol.

Tanbou fos é résistans adan lit a travayè ! ("Tambour, force et résistance au cœur de la lutte des travailleurs !")

Le ka, symbole de résistance, est présent dans toutes les luttes des travailleurs, en particulier sur les piquets de grève.

## Annexe 3

## Communiqué de presse relatif au mouvement de mobilisation des organisations de travailleurs, de jeunes et du peuple de Guadeloupe

Les organisations soussignées suivent avec beaucoup d'intérêt le mouvement de protestation des organisations syndicales, politiques, des organisations de jeunes et du peuple de Guadeloupe contre la cherté de la vie, contre les multiples souffrances et les intimidations dont est l'objet actuellement le peuple guadeloupéen. Elles apportent leur solidarité à ce mouvement de mobilisation, qui vise entre autres : la défense et la création d'emplois ; la défense et le développement de la production ; la baisse des loyers ; le relèvement immédiat et significatif des salaires, etc. Elles appuient particulièrement la grève lancée par ces diverses organisations guadeloupéennes en vue d'exprimer leur mécontentement et leur ras-le-bol contre cette situation inacceptable. Elles les félicitent pour la réussite des différentes manifestations de rue ayant réuni à Pointe-à-Pitre de 25 000 à 40 000 personnes.

Elles demandent aux organisations en lutte de continuer à tenir haut le flambeau de la mobilisation et de poursuivre le mouvement jusqu'à la pleine satisfaction de leurs justes et légitimes revendications.

Elles demandent, en outre, au patronat, aux élus et aux représentants de l'Etat de prendre toutes les mesures nécessaires en

vue d'apporter des réponses appropriées aux justes demandes formulées par ces différentes organisations et de ne pas céder à la tentation de réprimer. Avant de demander aux travailleurs "*d'être raisonnables et de reprendre le travail*", les patrons et élus doivent se montrer d'abord raisonnables en favorisant l'ouverture dans l'immédiat des négociations, afin de trouver un terrain d'entente.

Elles invitent les organisations syndicales, politiques et populaires du monde à apporter leur solidarité au mouvement de protestation du peuple guadeloupéen.

Vive la lutte du peuple guadeloupéen !

Vive le mouvement ouvrier mondial !

Vive la solidarité internationale !

**CATH, ADFEMTRAH, GIEL, GRAHLID, FEMAH, RONA, OFVS, MJ, COAMEDH, GAPAPNA, MOFARENH, KOREKEN, UNAPFEH, ACDIMDFED, UNA, FHVC, CHASS, GROSOL, FOS, CRICHP, MOFADEV, OPLB, CTSP, FEDSENSEN, STGM, PEDISEG, FETRAGA, SECPAM**

**Haïti, le 27 janvier 2009**

## Message de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

**URGENT !**

Paris, le 29 janvier 2009

**Soutien aux travailleurs de Guadeloupe en grève générale avec leurs organisations.**

**Que les autorités françaises cessent de faire obstruction aux négociations et donnent satisfaction aux revendications.**

Depuis dix jours, les travailleurs, la population laborieuse et la jeunesse de Guadeloupe sont en grève générale dans l'unité avec leurs organisations, incluant toutes les organisations syndicales, pour des mesures d'urgence face à la vie chère et aux licenciements. Ils réclament notam-

ment une augmentation de 200 euros du Smic, une augmentation également de tous les minima sociaux et 146 revendications urgentes définies par la population laborieuse elle-même avec les 47 organisations qui composent le collectif de grève.

L'Entente internationale des travailleurs et des peuples, qui, dès le début, leur a apporté son soutien et appuyé leur demande d'ouverture de véritables négociations, porte à la connaissance de tous les travailleurs et de toutes les organisations ouvrières et démocratiques les faits suivants, dont elle vient d'être saisie.

Hier, 28 janvier, alors que des négociations étaient engagées depuis deux jours, le préfet de Guadeloupe a lu devant les délégués des 47 organisations à l'initiative de la grève une lettre du secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-mer, M. Yves Jégo, une lettre qui constitue en réalité une pure et simple fin de non-recevoir qui a choqué profondément les représentants des syndicats et des organisations présents, et les dizaines de milliers de Guadeloupéens qui assistaient en direct à la radio et à la télévision aux négociations en cours.

Menaçant les grévistes et les organisations de "sanctions judiciaires", exigeant l'arrêt de la grève avant toute ouverture d'une concertation "dans un calendrier contraint" (dont le préfet de Guadeloupe, qui a lu cette lettre, a fixé la durée à "quatre mois"), le secrétaire d'Etat Jégo a énoncé les propositions de l'Etat français pour cette "concertation" :

— en réponse à la revendication de l'augmentation de 200 euros du Smic, M. Jégo offre "une prime de 200 euros dès le mois d'avril (valable pour toute l'année) aux 40 000 foyers guadeloupéens qui touchent les plus bas revenus" ;

— en réponse à la revendication de la "titularisation de tous les emplois précaires publics et privés", il offre au contraire au patronat "8 284 contrats aidés, soit 1 550 de plus qu'en 2008" ;

— en réponse à la revendication de l'augmentation générale des salaires et des minima sociaux, M. Jégo offre "l'assurance donnée à toutes les entreprises de Guadeloupe qu'elles ne paieront aucune charge sociale sur tous les salaires jusqu'à 1,4 Smic (et même 1,6 Smic pour certains secteurs comme le tourisme)".

Sur cette base, qui marque un refus d'une quelconque prise en compte des revendications formulées par les travailleurs en grève et leurs organisations, le préfet a décidé de quitter la séance de négociations, tandis que des renforts de gendarmes mobiles arrivaient en Guadeloupe dans deux avions Transal en provenance de Guyane.

Décision immédiatement rejetée par les délégués présents et qualifiée d'"inadmissible" par le député apparenté PS, M. Galton, et par le président du conseil général de Guadeloupe.

L'Entente internationale des travailleurs et des peuples le réaffirme : ce n'est pas par la répression, ce n'est pas par le déploiement de forces de police et de gendarmerie que l'on résoudra le conflit social en cours.

La seule solution ouvrant une issue à la grève générale dans laquelle sont engagés les travailleurs, les jeunes et toute la population laborieuse de Guadeloupe passe d'abord et avant tout aujourd'hui par la reprise de véritables négociations, le retour du préfet de Guadeloupe et des autres représentants de l'Etat français à la table de négociations.

L'Entente internationale appelle tous les travailleurs, les militants, les organisations ouvrières et démocratiques à apporter leur soutien aux travailleurs et aux organisations guadeloupéennes en lutte, et à exiger des autorités françaises qu'elles renoncent à faire obstruction à la libre négociation et donnent satisfaction à leurs justes revendications.

**Daniel Gluckstein**

## Annexe 4

## Communiqué de l'Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe (ATCP)

### A propos des attaques contre Elie Domota, porte-parole du LKP

Chers camarades, chers amis,

Dans un appel au mouvement ouvrier et démocratique international du 27 janvier dernier, le collectif Liyannaj kont pwofitasyon (LKP) écrivait :

*“Le pouvoir colonial français s’apprête à réprimer les travailleurs, la jeunesse, le peuple de Guadeloupe avec leurs organisations.”*

Cela n’a pas tardé.

Quelques jours après avoir imposé à l’Etat, au patronat, aux collectivités la signature d’un protocole d’accord, après 44 jours de grève générale, après avoir déjoué les provocations des 2 000 gendarmes mobiles dépêchés en Guadeloupe par l’Etat français, la justice française vient d’ouvrir une enquête contre Elie Domota pour prétendue *“provocation à la discrimination, à la haine et à la violence contre des personnes ou des catégories de personnes en raison de leur origine ou en raison de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, visant notamment et spécifiquement les personnes désignées par le vocable béké et les entreprises que ces personnes dirigent”*.

A travers cette attaque contre Elie Domota, cette répression, c’est son syndicat, l’UGTG, qui est visé, ce sont les

organisations syndicales, fer de lance de la grève générale, qui sont visées, c’est le LKP qui est visé.

L’Etat français, avec sa justice aux ordres, poursuit ce qu’il a toujours fait depuis 400 ans : apporter son soutien, en toutes circonstances, à la caste béké qui détient les rênes de l’économie de Guadeloupe.

L’Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe (ATPC) dénonce avec force cette nouvelle agression contre les dirigeants syndicaux, cette tentative de faire reculer le mouvement initié le 20 janvier 2009 à travers la grève générale.

Les esprits rétrogrades, le patronat, l’Etat et les élus qui prennent sa défense sentent le sol se dérober sous leurs pieds. Et cela, ils ne l’acceptent pas.

Qu’ils le veuillent ou non, plus rien ne sera comme avant : c’est ce qu’affirme tout un peuple, le peuple de Guadeloupe.

L’ATPC demande aux syndicalistes, à tous ceux qui se réclament du monde ouvrier, aux démocrates, de dénoncer ces attaques contre Elie Domota, porte-parole du LKP, et de lui apporter votre soutien.

**Pour l’ATPC, Robert Fabert**

**Guadeloupe, le 9 mars 2009**

# Etats-Unis : six semaines après l'investiture de Barack Obama

*Par Alan Benjamin*

Ce qui paraissait n'être qu'une possibilité il y a quelques mois est désormais devenu réalité : la crise financière qui a balayé Wall Street s'est étendue à tous les secteurs de l'économie à une cadence qui alarme même les analystes les plus prudents.

Les économistes disent désormais ouvertement que la récession sera plus profonde et durera plus longtemps que les neuf récessions que l'on a connues précédemment depuis 1945. Le professeur Jack Rasmus, dans une interview que nous publions à la fin de cet article, nous dit en signe d'avertissement :

*"Il se pourrait que l'économie américaine soit précipitée dans une totale dépression au début de l'année 2010."*

Les licenciements croissent de jour en jour à un rythme hallucinant. Selon les statistiques officielles du gouvernement, au cours de chacun des trois derniers mois, 500 000 travailleurs ont perdu leur emploi — la perte la plus importante d'emplois en trois mois depuis 1931.

Si l'on considère l'année qui vient de s'écouler, le nombre de chômeurs a officiellement augmenté de 3,2 millions. Mais si l'on prend en compte les travailleurs "découragés" — ceux qui ont renoncé à chercher un emploi —, le nombre total frise les 5 millions d'emplois perdus.

Les économistes prédisent que si la récession se poursuit au rythme actuel en 2009, on comptera 7 millions de travailleurs de plus laissés sur le carreau, ce qui représenterait une fourchette de 8 à 12 millions d'emplois perdus entre 2008 et 2009, un chiffre qui pourrait s'élever à 20 millions d'ici à 2010. La situation est devenue intolérable pour les travailleurs. De toute part, le pays est confronté à une situation catastrophique : aux pertes massives d'emplois s'ajoutent les plus de 2 millions de personnes dont les maisons ont été saisies — et l'on estime que de 5 à 7 millions de personnes supplémentaires risquent de voir leurs maisons saisies dans les 18 mois à venir. Une vaste majorité de ceux qui perdent ainsi leur habitation sont Noirs ou Latino-Américains.

Parallèlement, partout, sont démantelés les services sociaux en raison du déficit sans précédent qui frappe les budgets des Etats et des administrations locales. En Californie, c'est en vertu d'un déficit de 16 milliards de dollars que l'on supprime des dizaines de milliers d'emplois dans l'enseignement et la santé.

La particularité du moment présent de la situation réside dans la simultanéité de deux bouleversements historiques : une crise d'effondrement économique sans précédent et l'élection pour la première

fois dans l'histoire des Etats-Unis d'un président noir, élection dont la signification sociale et politique était soulignée en ces termes dans un article publié par le précédent numéro de *La Vérité* :

*« De toute part, les journaux publient des articles sur le "changement" qu'ils prédisent sous la présidence de Barack Obama. Après huit années d'administration Bush, les travailleurs, tant aux Etats-Unis qu'à travers le monde, poussent un soupir de soulagement et espèrent que les choses vont s'améliorer.*

*Il y a de quoi espérer. L'élection du 4 novembre a été une élection historique. Des millions de Noirs, de Latino-Américains, de jeunes, de travailleurs de tous horizons se sont saisis de cette élection pour dire : assez, c'est assez, le racisme et l'oppression doivent cesser immédiatement. Dans un contexte d'approfondissement de la crise économique, cette élection a permis aux travailleurs de tous horizons de clamer haut et fort : nous n'acceptons pas la destruction de nos emplois, de nos habitations, de nos services publics, de nos quartiers ; nous ne sommes pas responsables de cette crise, ce n'est pas à nous de la payer.*

*Les jeunes, et en particulier les jeunes Noirs, se sont adressés aux radios et aux reporters de tout le pays pour dire que c'était la première fois qu'ils avaient voté, parce qu'ils sentaient que leur vote pouvait faire la différence, parce que Obama avait promis de créer des emplois pour les jeunes des zones urbaines, de débloquer des fonds publics permettant à chaque jeune de faire des études supérieures. Il avait promis de mettre fin à la guerre en Irak, ce qui ferait que s'engager dans l'armée pour des raisons économiques cesserait d'être le seul choix possible.*

*C'est un jeune de Harlem, à New York, interviewé le 4 novembre par Democracy Now, qui a le mieux exprimé les aspirations de millions de Noirs lorsqu'il a déclaré : "Avec Obama, tout va changer. On va enfin être libres et égaux. On va enfin retrouver notre dignité !". »*

Dans ce contexte, du point de vue des millions d'opprimés et d'exploités qui ont voté pour Obama, l'ampleur de la crise économique met à l'ordre du jour un programme de préservation et de création d'emplois dépassant tout ce qui a déjà été vu dans l'histoire des Etats-Unis, y compris lors du New Deal, c'est-à-dire une réorganisation totale de l'économie à tra-

vers un "plan de sauvetage des travailleurs".

Ainsi donc, au lendemain de l'élection du 4 novembre, la question de la direction à suivre pour la classe ouvrière se pose d'une manière immédiate et avec urgence. Il est clair que chaque jour qui passe voit s'aggraver le fardeau qui pèse sur la classe ouvrière et la pousse à se tourner de plus en plus résolument vers Obama et son administration, dont ils attendent une réponse en termes de mesures d'urgence de préservation, de protection et de sauvetage.

Obama continue d'appeler au "changement" — et nombreux sont, parmi ceux qui l'ont soutenu, ceux qui demeurent persuadés qu'il honorera ses promesses. Selon eux, tous les hommes de droite qu'il a nommés à des postes ministériels ainsi que la vigoureuse offensive visant à promouvoir le partenariat entre les deux partis importent peu. Tout cela est inévitable et ne signifie pas grand-chose. Obama est "aux commandes" et il fera faire ce qu'il voudra à tous les patrons.

Mais cela sera-t-il vraiment le cas ?

Prenons la question de la guerre. Obama a apporté son soutien au SOFA (convention sur le statut des forces), qui maintient les bases et troupes américaines en Irak jusqu'en 2011 et au-delà. Il a insisté sur le fait qu'il était nécessaire d'envoyer 20 000 à 30 000 hommes en Afghanistan afin d'y mener la "bonne guerre" contre Al-Qaïda et le "terrorisme". Il a augmenté le budget du Pentagone de 20 milliards de dollars, au-delà du budget de Bush. Quant à son silence face à l'offensive meurtrière d'Israël contre le peuple Palestinien à Gaza, il a été largement perçu à travers le monde comme un signe d'acquiescement et de... complicité.

Obama a insisté sur la nécessité de renflouer encore plus les spéculateurs de Wall Street et de faire bénéficier les entreprises d'exonérations supplémentaires comme moyen de "stimuler l'économie". Les premières mesures prises par l'administration Obama (le budget, le plan de relance de 787 milliards de dollars approuvé par le Congrès et le programme visant à stabiliser le système bancaire) suscitent naturellement des interrogations et des débats dans le mouvement ouvrier.

Ces plans sont-ils de nature à préserver l'emploi, maintenir les services publics, garantir la protection sociale ? Ou bien ne font-ils que répondre aux exigences des capitalistes et des spéculateurs en aggravant la situation des travailleurs ?

En réalité, dans le contexte marqué, répondons-le, par les conditions de l'élection d'Obama, l'examen pratique des mesures qu'il préconise conduit de larges secteurs du mouvement ouvrier à chercher la voie d'une action de classe indépendante pour mettre un coup d'arrêt au renflouement des patrons et pour exiger un plan de sauvetage économique au bénéfice des travailleurs américains et des opprimés.

Les éléments rassemblés dans ce dossier permettront de mieux saisir les caractéristiques contradictoires de la situation qui se noue aux Etats-Unis dès les premières semaines de l'administration Obama. On soulignera, dans ce contexte, l'importance de la campagne engagée à l'initiative du journal *The Organizer* pour un plan d'urgence et de sauvetage des travailleurs (Workers Emergency Recovery Campaign [WERC]), une campagne qui recueille du soutien venant de tout le pays, y compris de la part de dirigeants syndicaux de premier plan et de dirigeants nationalement reconnus de campagnes politiques progressistes (*lire les articles ci-dessous*).

## Nos priorités politiques et organisationnelles : extraits de la résolution adoptée par la X<sup>e</sup> Convention nationale de Socialist Organizer

**On trouvera ci-dessous des extraits de la résolution politique adoptée par la X<sup>e</sup> Convention nationale de Socialist Organizer, section américaine de la IV<sup>e</sup> Internationale, le lundi 16 février 2009.**

(...) A partir de l'été 2008, la crise financière s'est aggravée et s'est étendue à tous les secteurs de l'économie, déclenchant une récession à l'échelle mondiale, qui se transforma bientôt en dépression. Le château de cartes financier s'est écroulé.

Cette réalité — qui se traduit par la destruction de millions d'emplois, les saisies de logements, le saccage de l'enseignement public, du système de soins et des services sociaux..., ainsi que l'oppression accrue, en particulier des Noirs et des Latino-Américains — doit retenir toute notre attention et être au centre de notre activité politique.

Le *Programme de transition*, texte fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous fournit l'armement politique permettant de faire face à la situation d'aujourd'hui. La plate-forme en 10 points de la Workers Emergency Recovery Campaign (WERC) (Campagne pour un plan d'urgence et de sauvetage des travailleurs) (1) énumère des revendications qui relèvent, pour la plupart, de la transition. Elles répondent aux aspirations et aux besoins immédiats des travailleurs. Elles appellent les dirigeants du mouvement ouvrier — à commencer par ceux des syndicats — à dé-

(1) Voir plus loin.

fendre ces revendications, afin que la population laborieuse ne fasse pas les frais de la crise capitaliste.

Et surtout, elles mettent en avant la nécessité d'une action de masse de grande ampleur et d'une intervention politique indépendante pour la satisfaction de ces revendications. Elles mettent en avant la nécessité d'une rupture avec les démocrates, les républicains et le système économique basé sur le profit, puisque ces revendications ne peuvent trouver de débouché dans le cadre du système des deux partis et du capitalisme lui-même (ce qui ne signifie pas que certaines de ces revendications ne puissent pas être satisfaites comme produit d'une pression d'en bas exercée par les masses).

L'alternative socialisme ou barbarie a un caractère immédiat et urgent.

La plate-forme en 10 points de la WERC n'est cependant pas figée ou définitive. Au fur et à mesure que la crise s'approfondit et que la situation politique évolue, certaines revendications de la plate-forme doivent faire l'objet de mises à jour et d'adaptations. En même temps, certaines d'entre elles acquerront une plus grande importance à un moment donné, alors que d'autres passeront au second plan — et deviendront à nouveau centrales à une étape ultérieure. La situation a sa propre dynamique. Ce qu'il faut, c'est employer la méthode du *Programme de transition*.

Cela s'applique à la revendication de l'arrêt des licenciements, du maintien de tous les emplois. Cette revendication — comme celle d'un moratoire sur toutes les saisies de logements — doit, dans la période qui vient, figurer en tête des revendications formulées par la WERC.

Cela soulève aussitôt une question : comment le gouvernement peut-il arrêter les licenciements et les saisies ?

En ce qui concerne les saisies, Obama a les moyens de publier une ordonnance décrétant un moratoire immédiat sur toutes les saisies immobilières. Le gouvernement peut accorder des prêts bon marché à tous les propriétaires qui risquent de perdre leur domicile. Cela exige évidemment que le gouvernement assume la totale propriété et le contrôle de Fannie Mae et Freddie Mac (2), afin que les fonds

soient immédiatement versés aux propriétaires en difficulté (on estime que de 5 à 7 millions de familles pourraient perdre leur logement au cours des 18 mois qui viennent).

Dans le cas des emplois et des licenciements, cela nécessite que le gouvernement adopte immédiatement un programme massif de création d'emplois sur le modèle du projet Manhattan et nationalise les banques, afin d'affecter des crédits au financement de ce programme. La nationalisation du système bancaire, qui n'était pas incluse dans la plate-forme en 10 points, est maintenant une revendication centrale, qui doit être formulée très largement dans toutes nos activités visant à développer la campagne de la WERC.

Certains secteurs de la classe capitaliste de notre pays demandent aujourd'hui la "nationalisation" de la plupart de nos grandes banques. Mais ce qu'ils appellent nationalisation n'a rien à voir avec cela. Ils exhortent le gouvernement à nationaliser les "mauvaises dettes" de ces banques. Ils lui proposent de prendre une majorité de contrôle sur les actifs de ces banques — il s'agit essentiellement des "dettes toxiques" —, afin d'en assurer un renflouement plus important, puis, en sens inverse, de les rendre ensuite à ces mêmes directeurs et administrateurs, ou sinon de vendre la majorité des prises de participation à d'autres banques privées à des prix dérisoires.

Quant à nous, nous devons appeler le gouvernement à reprendre tous les actifs financiers de ces banques — c'est-à-dire à les nationaliser sans indemnités ni rachat. Le gouvernement doit confisquer tous les actifs des banques sans exception. C'est seulement de cette façon que le gouvernement pourra affecter ces fonds à un programme national de relance et de reconstruction.

Préserver tous les emplois et en créer de nouveaux pour les jeunes et tous ceux qui entrent sur le marché du travail exige également que le gouvernement lève un

(2) Surnoms donnés respectivement à la Federal National Mortgage Association (FNMA) et à la Federal Home Loan Mortgage Corporation (FHLMC), deux institutions à capital mixte (public-privé) chargées de racheter aux organismes de prêts les crédits immobiliers, permettant ainsi à ces derniers de faire de nouveaux prêts.

impôt sur les riches en vue de financer un authentique plan de relance pour les travailleurs. Cela nécessite également d'arrêter d'accorder des crédits pour les guerres au Moyen-Orient et dans les autres pays (...).

L'administration Obama se prépare à renflouer Wall Street en ajoutant 2 500 milliards de dollars. Imaginez combien d'emplois pourraient être sauvés avec 2 500 milliards de dollars !

En janvier, l'union locale des syndicats de San Francisco a adopté un rapport sur la crise économique qui affirmait dans son introduction :

*« Le 9 janvier 2009, l'AFL-CIO annonçait sur son blog quotidien que le taux de chômage était en fait supérieur d'environ 13,5 % au chiffre "officiel" du ministère du Travail, qui l'évaluait à 7,2 %. On indique d'autre part que le chômage devrait continuer à augmenter jusqu'en 2010 — et certains économistes prévoient 25 millions de chômeurs en 2010 si le rythme actuel des suppressions d'emplois se poursuit. »*

En supposant que, pour survivre, un salarié ait besoin de 50 000 dollars par an, et si nous multiplions cette somme par le nombre de chômeurs prévu, soit 25 millions, cela nous donne exactement 1 250 milliards de dollars. Cela signifie qu'avec les 2 500 milliards de dollars que l'administration Obama destine à la consolidation des banques — et qui sont financés par nos impôts, en émettant encore davantage d'obligations et-ou en faisant fonctionner la planche à billets —, on pourrait payer les salaires de 25 millions de travailleurs pendant deux années complètes. On ne pourrait pas trouver de meilleur plan de "relance" économique que celui-là.

Il nous faut poser la question devant les travailleurs. L'administration Obama ne devrait-elle pas plutôt consacrer ces 2 500 milliards de dollars à payer pendant deux ans aux 25 millions de chômeurs le salaire minimum reconnu par les syndicats ? N'est-ce pas la meilleure façon de donner un coup de fouet à l'économie ?

Et ce n'est pas le travail qui manque ! Il faudrait maintenir les emplois dans l'industrie automobile, l'enseignement, la santé, construire de nouvelles écoles et de nouveaux hôpitaux, réparer tous nos bar-

rages, nos ponts et nos digues, reconstruire la région du golfe du Mexique afin que les 25 000 familles noires déplacées puissent retrouver leur domicile, leur quartier et leurs amis, introduire de nouvelles techniques dans l'industrie automobile de Detroit afin de développer des moyens de transport collectifs avec des trains rapides, construire des logements de qualité dans le secteur public. La liste est interminable.

Nous devons exiger que soit mis un coup d'arrêt au renflouement de Wall Street et du grand capital, et que tous les fonds précédemment versés en vue du renflouement soient confisqués — pour que la population laborieuse puisse vivre. Et nous devons continuellement utiliser la méthode de la transition dans notre attitude envers l'administration Obama. Autrement dit, nous devons éviter de la dénoncer frontalement (ce qui serait facile à faire, il y a tant de choses à dénoncer). Au lieu de cela, nous devons constamment engager un dialogue avec ceux qui nourrissent des illusions sur Obama (c'est-à-dire l'immense majorité de la population) en discutant de la meilleure façon d'organiser le sauvetage des travailleurs.

Lancer une campagne massive de résistance et de soutien à un plan de reprise pour les travailleurs n'est pas une idée en l'air. Le rapport publié par l'union locale des syndicats de San Francisco le revendique. Et cela va de pair avec l'appel à nationaliser les banques sans indemnités ni rachat, afin que le gouvernement puisse récupérer tous les fonds versés pour assurer le renflouement des banques et les mettre au service d'un plan de relance qui profite à la population laborieuse et aux nationalités opprimées.

Ce qu'il faut répéter sans relâche, encore et encore, c'est qu'il n'est pas possible, d'un côté, de renflouer Wall Street et la finance, et, de l'autre côté, de sauver les travailleurs. Un centime pour Wall Street, pour les guerres, pour les capitalistes, est un centime qui pourrait redonner du travail à quelqu'un, empêcher un licenciement, la saisie d'une maison, reconstruire un logement dans la région de la côte du golfe du Mexique, reconstruire une école, un hôpital ou un pont.

Les dirigeants du mouvement ouvrier et les démocrates de gauche exigent tous

de l'argent pour Wall Street et pour Main Street (3). Ils disent :

*“Les entreprises et les banquiers ont eu leur argent, maintenant la justice veut que nous ayons notre part !”*

Nous devons combattre cette orientation. Nous devons convaincre de plus en plus de gens, dans les syndicats et dans l'ensemble de la classe ouvrière (ils le comprendront facilement), que ce sont les patrons qui nous ont mis dans ce pétrin, qu'ils refusent de nous en sortir et qu'il est donc temps qu'ils cèdent la place. Il est temps de mettre sur pied un plan de relance qui donne la priorité aux intérêts des travailleurs et de tous les opprimés.

Cette campagne de la WERC n'est pas une campagne parmi d'autres. Elle doit être la première campagne politique de toute l'organisation. Elle doit constituer le cadre et l'identité de Socialist Organizer — une campagne menée dans un front unique avec nos alliés de la WERC, qui sont de plus en plus nombreux. Elle doit représenter le cadre à l'intérieur duquel nous réalisons toutes nos autres tâches : notre campagne de front unique pour la défense des travailleurs immigrés, qui aujourd'hui se concentre dans l'appel à arrêter les rafles de la police de l'air et des frontières (ICE) ; notre combat pour une assurance maladie fondée sur le salaire différé ; notre lutte contre la réduction des budgets des Etats et des villes ; notre campagne pour mettre fin à la guerre en Irak, en Afghanistan ou en Palestine ; ou notre action en vue d'exiger la reconstruction, les réparations et la justice pour l'Amérique noire.

Dans la région de la baie de San Francisco, nous préparons pour le 25 avril une conférence-débat sur les principales revendications de la plate-forme de la WERC. Cette conférence-débat sera organisée en commun par la WERC, les unions locales des syndicats de San Francisco et de la région sud de la baie de San Francisco. Notre objectif est qu'un certain nombre de personnalités connues prennent la parole lors de ce rassemblement et puissent intervenir (Cindy Sheehan, Cynthia McKinney, Rose Ann Demoro, Mark Dudzic pour le Labor Party, Nancy Wohlforth, Jack Rasmus, Glen Ford pour le journal *Black Agenda Report*, Nativo López, Al Rojas). Nous prévoyons égale-

ment des interventions de travailleurs licenciés et d'accédants à la propriété dont les maisons risquent d'être saisies. Assurer la réussite de cette journée sera la tâche principale de toutes nos sections dans la région de San Francisco.

Il est urgent d'organiser d'autres conférences-débats de ce type dans d'autres villes. A Los Angeles, le syndicat des enseignants UTLA a approuvé la plate-forme en 10 points de la WERC. Nous avons les éléments nous permettant d'y organiser une réunion significative bénéficiant d'un large soutien. Cela est également valable pour Saint Louis, Seattle, New York et pour d'autres villes où nous avons des adhérents et des sympathisants.

L'élément déterminant pour lancer ces rassemblements est la constitution dès que possible de comités de la WERC. Ces comités peuvent et doivent sortir leurs propres déclarations et pétitions (liant les combats locaux et les questions soulevées dans notre campagne nationale). Ils doivent s'adresser à leurs élus au niveau de la localité, de l'Etat et du Congrès pour leur soumettre les revendications de la WERC et organiser des délégations ou d'autres actions en direction de leurs permanences. Il faudra interpellier et mettre sur le grill tous les élus du Parti démocrate (...). Ils doivent rendre des comptes. C'est ainsi qu'on ouvre la voie à l'action politique indépendante.

Un élément central de cette campagne doit être l'appel incessant au mouvement ouvrier et aux dirigeants des mouvements noirs et latino-américains, des organisations qui se battent contre la guerre ou sur d'autres terrains, afin d'obtenir des prises de position en faveur des revendications de la WERC et des appels à l'administration Obama et au Congrès leur demandant de sauver la population laborieuse, pas Wall Street. Cela doit faire constamment partie de tous nos efforts.

Nous devons exiger que les syndicats prennent la tête de cette lutte. Ils doivent organiser le combat et exiger d'Obama et du Congrès un système d'assurance maladie fondé sur le salaire différé, la fin des crédits de guerre, la nationalisation des

(3) Main Street, c'est-à-dire la rue principale fréquentée par les citoyens, opposée à Wall Street, le temple du capital et de la spéculation.

banques sans indemnités ni rachat, des mesures fiscales pour imposer les riches et les grandes entreprises, etc.

Un autre aspect important de cette campagne de défense des travailleurs est la lutte contre les réductions budgétaires au niveau des Etats et des localités.

En Californie, le déficit budgétaire, qui s'élève à plus de 16 milliards de dollars, va être financé en faisant payer les travailleurs. Les démocrates et les républicains ne s'en cachent pas. Des dizaines de milliers d'enseignants et de personnels de santé vont recevoir leur avis de licenciement au cours des semaines qui viennent. Les services d'incendie sont confrontés à des réductions draconiennes — et ce dans un Etat ravagé par les incendies dus à la sécheresse, qui, pas plus tard que l'été dernier, ont détruit d'immenses étendues.

Le plan de "relance" d'Obama et le nouveau budget fédéral en préparation n'empêcheront pas ces licenciements massifs. Au mieux, ils appliqueront un pansement sur une plaie béante.

En conséquence, au moment où nous nous préparons à lancer cette campagne pour la WERC, nous devons participer activement aux combats contre ces réductions budgétaires. C'est là que nous rencontrerons les syndicalistes et les militants qui seront les plus réceptifs au message plus général que nous faisons passer dans le cadre de la WERC.

En Californie, une manifestation à l'échelle de l'Etat aura lieu à Sacramento le 16 mars. Une des revendications principales est : "*Pas de licenciements ! Pas de réductions dans le budget des facultés !*" La veille, se tiendra une conférence pour la défense des fonctionnaires territoriaux de l'Etat — dans ce secteur, un nombre important d'emplois doivent être liquidés.

Une des revendications de la WERC est particulièrement appropriée au combat mené en Californie : celle demandant un impôt pour faire payer les riches. Dans le cadre de la loi californienne actuelle, toute loi levant un impôt sur les riches requiert une majorité des deux tiers à l'Assemblée de l'Etat suite à l'adoption de la proposition n° 13 dans les années 1980. Pour sauver nos écoles publiques et nos universités, il faut donc que cette proposition n° 13 antidémocratique soit abrogée.

Toutes ces luttes peuvent et doivent se rejoindre le 1<sup>er</sup> Mai 2009, dans la rue, à travers des manifestations puissantes d'ouvriers et d'étudiants, pour la défense des travailleurs immigrés (cela a été au centre des efforts déployés au cours des années passées en vue de reconquérir le 1<sup>er</sup> Mai) et aussi pour défendre nos emplois et la population. Le 1<sup>er</sup> Mai est né aux Etats-Unis dans la lutte pour la journée de huit heures. Aujourd'hui, la lutte de la WERC pour un plan de relance pour les travailleurs relie les revendications essentielles de toute la population laborieuse et opprimée de ce pays.

Progresser dans cette campagne nécessitera la mise en place d'un comité directeur de la WERC sur des bases larges.

Finalement, au moment où nous avançons dans cette campagne de la WERC, nous devons aussi exiger que les organisations syndicales se retirent de la commission présidentielle consultative sur la relance de l'économie, qui s'est constituée récemment et dans laquelle siègent Richard Trumka, secrétaire général de l'AFL-CIO, et Anna Burger, coordinatrice de Change to Win aux côtés de représentants des grandes entreprises et de Wall Street.

Cette commission constitue un piège corporatiste.

Nous devons cependant prendre soin à la manière dont nous abordons cette question dans les syndicats — spécialement dans la période qui s'annonce. A cette étape, de profondes illusions existent sur Obama et sa commission consultative.

Les dirigeants qualifient la présence des syndicats dans cette commission de pas en avant. Ils affirment : "*Les syndicats peuvent finalement s'asseoir autour de la grande table.*" Nous devons souligner les dangers de ce dispositif, où dominent Wall Street et le grand patronat, et poser des questions bien ciblées révélant le piège et mettant en évidence le mandat que devrait défendre le syndicat dans toute situation où sont impliqués le gouvernement et les responsables politiques. Son mandat doit consister à défendre les intérêts de ses adhérents et s'opposer à toute mesure renflouant les millionnaires, donc aux plans de relance destinés à satisfaire les riches qui détiennent le pouvoir.

La question du corporatisme n'est pas une question secondaire. Le corporatisme devient actuellement une caractéristique centrale de la situation politique mondiale. Pour être en mesure d'appliquer leur programme réactionnaire, les patrons et les responsables politiques ont besoin d'intégrer totalement les syndicats et de leur faire prendre en charge l'application de leurs plans destructeurs.

Malgré le degré élevé de bureaucratisation des syndicats, malgré la collaboration de classe et les trahisons, les syndicats n'ont pas encore été intégrés à ce dispositif corporatiste. Il nous faut bien comprendre cette donnée et ne pas nous écarter d'une méthode de front unique pour la défense de l'indépendance syndicale. Il y a une différence fondamentale entre la collaboration de classe et le corporatisme. Les patrons le savent bien, et c'est pour cette raison qu'ils mettent tant d'énergie à propulser des gens comme Andy Stern sur le devant de la scène.

Et nous devons comprendre qu'à tous les niveaux des directions syndicales (y compris au SEIU), cette attaque corporatiste suscite une résistance considérable. La création du Syndicat national des personnels de santé (UHW-W) en est une expression.

Et ce n'est pas seulement à l'intérieur de l'UHW-W qu'on trouve une forte opposition à Stern. La formation du "Mouvement ouvrier pour un système d'assurance santé fondé sur le salaire différé" — qui comprend des dirigeants de premier plan de l'AFL-CIO, tant au niveau local que national — est une autre expression de cette résistance.

La construction de mouvements de syndiqués de base chez les enseignants ou les travailleurs agricoles doit aller de pair avec l'impulsion de notre campagne de front unique à tous les échelons du mouvement syndical — de haut en bas — autour des revendications de la WERC et du combat contre l'intégration corporatiste. Il est impossible de séparer ou d'opposer ces deux dimensions de notre travail à l'intérieur des syndicats.

Nous devons aussi préciser qu'en lançant notre campagne de la WERC, il ne

s'agit pas de négliger ou de minimiser notre rôle dans la construction de campagnes de front unique sur un thème précis. C'est l'inverse. Nous devons être les meilleurs artisans de telles campagnes, dont un grand nombre (pour ne pas dire la majorité) relèvent de la plate-forme de la WERC.

Sur les campus, le combat pour défendre les travailleurs immigrés — en particulier pour s'opposer aux rafles de l'ICE et aux expulsions, qui se sont poursuivies sous Obama — est une lutte centrale que nous devons aider à organiser et à construire. Il est également primordial de préparer les actions nationales contre la guerre prévues le 21 mars. Nous avons joué un rôle dans le regroupement de forces significatives pour la journée du 21 mars et nous devons maintenant assurer le suivi de ce travail dans toutes les villes.

Quand nous travaillons dans ces coalitions, nous devons présenter notre campagne de la WERC et inviter les militants à nous rejoindre, à signer notre dernière pétition, à s'associer à la délégation qui rencontrera les représentants du Congrès, à participer à nos conférences-débats ou à nos manifestations en portant les pancartes de la WERC le 1<sup>er</sup> mai. De cette façon, non seulement nous construirons les mouvements de masse, mais nous associerons de nouveaux syndicalistes, de nouveaux militants à notre campagne de la WERC.

Cette campagne apporte une autre dimension, qui, à son tour, contribuera à favoriser des mouvements autour des revendications et des luttes spécifiques de l'heure. La campagne de la WERC est à la fois une campagne formatrice qui révèle la complicité entre le gouvernement, les fauteurs de guerre et les spéculateurs, et un point d'appui pour l'action de masse. Ce qui va freiner les luttes de masse dans la prochaine période, ce sont les illusions sur Obama et le nouveau Congrès. Notre campagne — qui ne consiste pas à dénoncer de l'extérieur, mais à combattre sur des revendications transitoires ayant pour but d'exprimer les besoins immédiats des travailleurs — est aujourd'hui un élément central d'une stratégie de résistance.

## **La campagne de la WERC (Campagne pour un plan d'urgence et de sauvetage des travailleurs)**

### **Lettre ouverte à Barack Obama (...)**

Le 20 janvier 2009

Cher président Barack Obama,

Le 4 novembre 2008, des millions de Noirs, de Latino-Américains, de jeunes et de travailleurs de toutes origines se sont saisis de l'élection pour dire : cela suffit, il faut mettre fin au racisme et à l'oppression tout de suite. Confrontés à une crise économique qui va en s'aggravant, à travers cette élection, les travailleurs ont alerté : nous ne pouvons pas accepter la destruction de nos emplois, de nos logements, de nos services publics et de nos quartiers — nous ne sommes pas responsables de cette crise, nous n'avons pas à en faire les frais.

Nous, soussignés, vous appelons à soumettre à la discussion du Congrès un plan de relance économique qui assure le sauvetage de la population laborieuse, pas de Wall Street. Nous appelons aussi l'AFL-CIO, Change to Win, les organisations représentant les Noirs, les Latino-Américains, les militants qui luttent contre la guerre, pour les droits des immigrés et la justice sociale, à soutenir et promouvoir la plate-forme en 10 points de la WERC (Campagne pour un plan d'urgence et de sauvetage des travailleurs) :

1) Arrêt du plan de renflouement de Wall Street. Pas un centime de plus pour sauver les banquiers et les spéculateurs. Il est temps de sauver les travailleurs.

2) Moratoire sur toutes les saisies de logements, les coupures de gaz, d'électricité, les expulsions et les augmentations de loyers. Nationalisation des sociétés hypothécaires, y compris de Fannie Mae et Freddie Mac.

3) Adoption du projet de loi HR 676 créant un système d'assurance santé fondé sur le salaire différé. Dehors les compagnies d'assurances privées ! Garantie d'un financement total des retraites. Assurance maladie et prestations sociales pour les retraités.

4) Adoption de la loi sur "le libre choix des salariés" (EFCA), afin que chaque travailleur puisse être représenté par un syndicat.

5) Arrêt des licenciements dans l'industrie automobile et dans tous les autres secteurs d'activité du pays. Nationalisation des trois grands constructeurs automobiles (...).

6) Il faut cesser de traiter les travailleurs immigrés comme des boucs émissaires. Arrêt des rafles et des reconduites à la frontière organisées par le service des douanes et de l'immigration (ICE).

7) Arrêt de tout financement des guerres menées par les Etats-Unis en Irak et en Afghanistan, et rapatriement immédiat des troupes. Les dépenses militaires pour ces seuls pays s'élèvent à 3 000 milliards de dollars. Réaffectation de tous les crédits de guerre à la satisfaction des besoins humains.

8) Mise en œuvre d'un vaste programme de reconstruction nationale et de travaux publics (budget minimum nécessaire : 1 000 milliards de dollars), afin de reconstruire les écoles, les hôpitaux et les infrastructures délabrées de la nation, de redonner du travail à des millions de gens, de leur accorder un salaire au tarif syndical. Attribution de tous les fonds nécessaires à l'adoption d'un authentique programme de reconstruction sur la côte du golfe du Mexique. Mise en œuvre du projet HR

4048 sur les travaux d'utilité publique sur la côte du golfe du Mexique.

9) Défense et extension des droits et des moyens de subsistance pour ceux qui sont en incapacité de travailler. Prestations équivalentes à un salaire permettant de vivre pour les parents isolés, les handicapés, les seniors et les chômeurs. Arrêt des limitations injustes, des sanctions, du refus de formation et du travail forcé non salarié auxquels donne lieu le programme social TANF (assistance temporaire pour les familles en difficulté).

10) Il faut imposer le patronat et les riches — pas les travailleurs — pour financer un plan de relance de l'économie pour les travailleurs. Les riches bénéficient d'un niveau de revenu sans précédent dans l'histoire, alors que leur taux d'imposition est dérisoire. Il faut mettre en place un impôt rétroactif sur les hausses gigantesques des profits pétroliers. Il faut revenir au niveau d'imposition des revenus du capital tel qu'il était en 1981 et rapatrier les 2 000 milliards de profits qui ont trouvé refuge dans des paradis fiscaux.

**La première liste de soutien à cette plate-forme comprend 500 signataires, parmi lesquels (\* indique une signature à titre individuel ; dans ce cas, l'organisation et la qualité ne sont mentionnées qu'à titre d'information) :**

Nancy Wohlforth \* (co-présidente de Pride At Work/AFL-CIO, vice-présidente de la Fédération syndicale AFL-CIO de Californie) ; Cindy Sheehan (Gold Star Mother [Mère d'un soldat mort au combat], militante antiguerre) ; Cynthia McKinney (ancienne membre du Congrès, candidate des Verts à l'élection présidentielle de 2009) ; Donna Dewitt \* (présidente de l'AFL-CIO de Caroline du Sud, Démocrates progressistes d'Amérique) ; Nativio López (Hermandad Mexicana) ;

Colia Clark (vétéran du mouvement des droits civiques) ; Mark Dudzic \* (secrétaire national, Labor Party) ; Dennis Serrette \* (responsable politique du syndicat CWA-télécommunications) ; Bruce Dixon (rédacteur en chef, *Black Agenda Report*) ; Kali Akuno (militant pour la reconstruction de la côte du Golfe) ; Gene Bruskin (militant ouvrier et antiguerre, Washington, DC) ; Larry Pinkney \* (Société des écrivains militants noirs & *The Black Commentator*) ; Al Rojas (coordinateur Frente de Mexicanos en el Exterior) ; Alan Benjamin (rédacteur en chef, *The Organizer*) ; Glen Ford (Black AgendaReport.com) ; Chris Silvera (secrétaire général Teamsters, Local 808, Long Island City, NY) ; Traven Leyshon \* (président de l'union locale des syndicats, Washington - Orange - Lamoille, Vermont) ; Fred Hirsch \* (membre de la commission exécutive du syndicat des plombiers, Local 393, San Jose, CA) ; Rev. Elston K. McCowan\* (responsable du secteur public, SEIU, Local 2000, candidat à la fonction de maire de Saint Louis, Missouri) ; Bill Leumer (Workers Action) ; Jerry Gordon \* (délégué du syndicat de l'alimentation UFCW, retraité, président du Labor Party, Ohio) ; Ed Rosario (coorganisateur du comité de suivi de la Conférence mondiale ouverte) ; Luis Magaña (Organización de Trabajadores Agrícolas de California) ; Tim Kaminski \* (syndicat UAW, Local 110, ancien membre de la commission, retraité) ; Frank Martin del Campo \* (membre de la commission exécutive, union locale des syndicats de San Francisco) ; Jack Rasmus (économiste, professeur au Saint Mary's College) ; Juan Rafael Santos (C.A. du South Central Farm Leadership Council) ; Luis Alberto Rivera (président, PRD en el Exterior) ; Jean Pauline \* (Panthères grises de San Francisco) ; Kristen Zehner \* (syndicat du secteur public AFSCME, sous-section 52).

## Le mouvement ouvrier américain à la croisée des chemins

Par Alan Benjamin

Pour que le mouvement ouvrier américain puisse mener un combat d'ensemble pour la défense des emplois, des droits et des acquis des travailleurs, il est essentiel que les syndicats restent des instruments de lutte indépendants afin de promouvoir les intérêts de leurs adhérents. Autrement dit, ils doivent rester indépendants des patrons et des dirigeants politiques à leurs ordres. Tel est leur mandat.

Les patrons et les banquiers ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour sauver leur peau et conforter leurs propres intérêts de classe. Il n'y a rien d'étonnant à cela. Dans une situation où la récession s'amplifie, ils n'ont d'autre choix que d'accélérer leurs attaques contre les travailleurs.

Mais pour que leurs efforts aboutissent, particulièrement au lendemain d'une élection historique qui a porté Barack Obama à la présidence, les patrons ont besoin d'intégrer les syndicats en les associant à l'application de leurs attaques, au moyen par exemple des "accords de coopération salariés-employeurs", qui ont eu un effet si destructeur sur le mouvement ouvrier international.

C'est dans ce contexte que les militants ouvriers devraient juger extrêmement préoccupants les efforts déployés par Obama en vue de réunifier le mouvement syndical. Oui, l'unité syndicale est essentielle pour repousser les attaques du patronat. Mais tout aussi essentielle est la question de l'indépendance syndicale. Toute stratégie de réunification syndicale qui repose sur une stratégie corporatiste ou de "partenariat" mise en œuvre par le patronat — stratégie qui, hélas ! a été relayée au sein du mouvement ouvrier américain avec une exceptionnelle vigueur par des dirigeants de premier plan tels que Andy Stern, du SEIU — ne constituerait pas un

pas en avant. Ce serait une arme dirigée contre le mouvement ouvrier organisé en tant que tel.

---

### UNE RÉUNION À WASHINGTON

---

Un article publié dans le *New York Times* (8 janvier 2009, sous le titre "Appels à l'unité syndicale après des années de division", montre que nous avons toutes les raisons de nous inquiéter. Les extraits suivants sont révélateurs :

*« Les présidents de 12 des plus grands syndicats du pays ont appelé aujourd'hui à la réunification du mouvement syndical, qui a éclaté il y a trois ans et demi lorsque sept syndicats ont quitté l'AFL-CIO pour former une confédération rivale.*

*Les présidents des syndicats ont lancé leur appel commun après que l'équipe de transition du président Obama a fait savoir qu'elle préférerait avoir affaire à un mouvement uni plutôt qu'à un mouvement divisé où s'expriment souvent deux points de vue concurrents.*

*David E. Bonior, chargé de l'économie au sein de l'équipe de transition de M. Obama (ancien responsable de la discipline du groupe démocrate au Congrès), et qui a renoncé à devenir secrétaire d'Etat au Travail, a contribué à organiser et à superviser une rencontre des présidents des syndicats à Washington. Selon un responsable syndical, ces dirigeants espèrent parvenir pour le 15 avril à se mettre d'accord sur un projet de réunification.*

*Les 12 présidents (parmi lesquels Andy Stern, du SEIU, et d'autres présidents de la coalition Change to Win) ont publié une déclaration qui affirme : "Le but de cette réunion est de créer un mouvement*

syndical uni qui puisse s'exprimer et agir au niveau national sur les questions vitales auxquelles sont confrontés les travailleurs américains. Même si nous représentons les plus gros syndicats, nous devons reconnaître que l'unité exige une large participation."

*Cet appel à la réunification représente plutôt une volte-face pour les présidents du SEIU, des Teamsters et de plusieurs autres syndicats qui ont quitté l'AFL-CIO en affirmant que cette confédération était sclérosée et n'avait pas assez travaillé à inverser le long processus de déclin du mouvement syndical. Les syndicats dissidents ont formé une confédération appelée Change to Win.*

*Pour parvenir à cette réunification, plusieurs dirigeants syndicaux ont appelé à rénover et à moderniser l'AFL-CIO, qui est traditionnellement restée la confédération principale regroupant 56 syndicats. Mais plusieurs dirigeants syndicaux ont appelé à remplacer l'AFL-CIO par un nouveau regroupement plus dynamique.*

*Les dirigeants de plusieurs syndicats se sont prononcés pour que l'AFL-CIO change de nom en raison du fait qu'ils s'étaient promis de ne jamais rejoindre la confédération qu'ils ont quittée. »*

Les mots codés dont il faut se méfier sont contenus dans le passage appelant à "rénover et à moderniser l'AFL-CIO".

---

## QUE SIGNIFIE "MODERNISER" LE MOUVEMENT SYNDICAL ?

---

Quand Andy Stern a organisé la scission de l'AFL-CIO en 2005, il a soutenu que l'AFL-CIO était condamnée à l'échec à cause de sa philosophie "dépassée" fondée sur l'idée que les syndicats et le patronat étaient par nature des adversaires. La nouvelle vision "moderne" de Stern demande aux patrons et aux syndicats de se rassembler pour mettre en œuvre une stratégie "gagnant-gagnant".

Sal Rosselli, le président du Syndicat national des personnels de santé, UHW-W, une section dissidente du SEIU que Stern vient de placer sous administration judiciaire, a décrit la philosophie de Stern de la manière suivante :

*"La priorité de Stern est de syndiquer les salariés à tout prix — en négociant des contrats de travail désavantageux en*

*échange desquels les employeurs ne font pas obstacle à la campagne de syndicalisation du SEIU" (San Francisco Chronicle, 26 janvier).*

Cette formulation minimise l'importance de l'abandon par Stern des fondements du syndicalisme indépendant, lié à son acharnement à "augmenter le nombre de ses cotisants" et à devenir un interlocuteur politique majeur sur la scène politique nationale.

Zev Kvitky, l'un des premiers initiateurs de la fraction dissidente de l'UHW, connue sous le nom de SMART (acronyme de : Adhérents du SEIU militant pour la réforme maintenant — NDT), a décrit dans le bulletin *Unité & Indépendance* un accord de "partenariat" — l'un des plus nocifs — passé entre Stern et les employeurs. D'autres exemples innombrables pourraient être cités. Kvitky explique :

*"Dans le cas de la compagnie Tenet, prestataire de soins de santé, Stern a cherché un accord secret avec la direction, à tel point que les responsables de la section chargés de la négociation ont été exclus des réunions. Cela a abouti à un contrat de sept ans, pour le personnel des maisons de retraite, comprenant une clause antigrevé et l'interdiction faite aux salariés de s'exprimer publiquement au sujet de leurs conditions de travail."*

Au titre de sa stratégie "gagnant-gagnant", Stern s'est engagé auprès des dirigeants de Tenet à faire pression sur le gouvernement afin qu'il accorde plus de crédits aux maisons de retraite. En échange, Tenet a affirmé sa volonté de laisser Stern syndiquer au SEIU le personnel de toutes ses entreprises... dans le cadre des conditions "favorables" décrites ci-dessus. SMART, d'après Kvitky, s'est développé comme produit de la colère des syndiqués de base contre ces contrats de coopération destinés à "renforcer le syndicat à tout prix" et à l'égard des méthodes autoritaires que Stern a dû imposer aux syndiqués pour faire approuver les contrats. L'idée de Stern, poursuit Kvitky,

*« est de transformer le syndicat en une série de centres d'aide aux consommateurs chargés de recueillir les doléances, ce qui prive ainsi les syndiqués de tout pouvoir et entraîne l'usage de méthodes contraires au mouvement syndical... C'est du "corporatisme" à l'état pur. »*

Est-ce là le type de syndicalisme que les partisans de la réunification syndicale appellent de leurs vœux depuis la scission de 2005 ? Certainement pas !

En Californie, Stern a introduit sa stratégie de collaboration sur le terrain politique.

Il s'est allié au gouverneur républicain Arnold Schwarzenegger et aux compagnies d'assurances privées pour encourager une réforme basée sur une sorte de "couverture maladie universelle" qui continuerait à accorder un rôle prépondérant aux assurances privées, en opposition au mouvement qui se développe dans tout l'Etat en faveur d'un système d'assurances santé fondé sur le salaire différé.

A l'occasion d'une réunion au sommet de cet illustre bande de brigands, on a vu la Fédération des syndicats de Californie manifester devant la salle de conférences, tandis que Stern, à l'intérieur, mettait au point un accord avec les représentants de la classe dirigeante et des patrons.

---

## STERN ET OBAMA

---

Stern n'est pas n'importe qui dans cette nouvelle situation politique. Il suffisait de regarder la cérémonie d'investiture à la télévision le 20 janvier pour l'apercevoir dans la tribune officielle à quelques rangs de la famille Obama. Il a travaillé étroitement avec Obama dès l'époque où ce dernier a développé son activité dans les quartiers de Chicago.

Réintégrer le SEIU au sein d'une confédération "rénovée" et "modernisée" sous l'égide du nouveau président pose pas mal de problèmes, surtout si l'on considère les positions de Stern sur les liens entre le mouvement syndical et l'administration Obama.

Stern a donné au magazine *The Nation* une longue interview, dont des extraits sont reproduits dans le numéro du 10 décembre 2008. Les rédacteurs ont résumé les positions de Stern de la façon suivante :

« Stern (...) croit qu'en ce "moment de transformation", les progressistes doivent se demander (au sujet des priorités de politique intérieure) : "Quelles dispo-

sitions devons-nous prendre afin que ce que le président veut mettre en œuvre soit effectivement mis en œuvre ?" »

Dans son interview à *The Nation*, Stern fait bien comprendre qu'il reste profondément attaché aux solutions corporatistes à la crise, aux "accords de coopération entre les employeurs et les syndicats". L'article de *The Nation* remarque :

« Dans cette optique, Stern a envisagé le genre d'élaboration stratégique qui impliquerait de faire "une différence entre l'indépendance et l'interdépendance". "Nous ne pouvons pas nous contenter d'aborder cette période avec nos propres problèmes — il nous faut considérer un ensemble de problèmes et travailler ensemble". »

Il n'est pas possible de satisfaire les revendications des travailleurs dans le cadre d'un partenariat avec Wall Street et les patrons. Le mouvement syndical doit rejeter les conceptions de Stern, que partagent trop de responsables syndicaux à la fois au sein de Change to Win et de l'AFL-CIO, sur "l'interdépendance" avec les patrons et les spéculateurs de Wall Street. Pour obtenir la satisfaction de ses revendications, la classe ouvrière doit préserver son indépendance et combattre pour la solution de ses propres problèmes à elle.

Toute réunification visant à intégrer les syndicats dans un dispositif corporatiste constituera un gigantesque recul pour le mouvement ouvrier.

---

## OBAMA ET L'EFCA (LOI SUR LE LIBRE CHOIX DES EMPLOYÉS)

---

L'EFCA (loi sur le libre choix des employés) est un projet de loi qui donnerait à une majorité de travailleurs, dans une usine ou un bureau, le droit de rejoindre le syndicat de leur choix par le biais d'un accord fondé sur l'obtention d'une majorité de signataires sur une pétition du syndicat.

Cela fait de nombreuses années que les syndicats poussent — sans succès — à un tel accord.

Bien que l'EFCA présente de sérieux points faibles (par exemple, y figure

l'interdiction de faire grève pendant les deux premières années de validité du contrat, tous les conflits étant renvoyés directement à un arbitrage contraignant), les employeurs ont clairement compris que le passage à l'EFCA ouvrirait la voie à une syndicalisation massive à travers le pays. C'est la raison pour laquelle la Chambre de commerce américaine a déjà annoncé qu'elle prévoit de dépenser 200 millions de dollars pour faire obstacle à toute tentative de faire passer l'EFCA.

Pour leur part, les directions de l'AFL-CIO et de la coalition Change to Win ont pressé Obama de tenir les promesses faites aux syndicats quand il a présenté sa candidature. L'AFL-CIO programme une intense campagne de pression et de mobilisation pour qu'Obama mette en œuvre l'EFCA durant les 100 premiers jours de sa présidence.

Mais Obama n'est apparemment pas très pressé de faire adopter l'EFCA. Le 1<sup>er</sup> décembre, son chef de cabinet, Rahm Emmanuel, déclarait au *Las Vegas Sun* que l'EFCA ne "constituait pas une priorité" pour la nouvelle administration et que, compte tenu de la crise économique actuelle, il se pourrait "qu'il ne soit pas possible" d'avancer vers son adoption dans un futur proche.

Hilda Solis, sollicitée pour être la prochaine secrétaire d'État au Travail, a confirmé cette prise de position dans une interview donnée au *Financial Times* le 12 janvier. Elle a expliqué que l'EFCA risque de "créer des divisions" à un moment où "un large consensus" est nécessaire pour développer un plan de relance qui permette de sortir l'économie de la crise actuelle.

Obama lui-même, dans une interview accordée le 16 janvier au *Washington*

*Post*, a indiqué qu'il reculait sur l'EFCA pour essayer de trouver un compromis sur une loi de "réforme des relations au travail" que la Chambre de commerce ainsi que ses alliés du grand patronat trouveraient plus acceptable.

Voici l'explication donnée par Obama :

*« Je pense que le principe essentiel qui consiste à rendre plus facile et équitable l'adhésion des travailleurs qui le souhaitent à un syndicat est important. Je suis en accord avec les lignes directrices qui inspirent le "libre choix des employés", mais je vais également écouter attentivement ce que toutes les parties prenantes ont à dire à ce sujet, aussi bien les travailleurs que le patronat. Et je sais que, pour ce dernier, ce projet représente le mal absolu. »*

*Je vais écouter tous ceux qui sont concernés et voir s'il existe un moyen de les mettre d'accord et de rétablir un équilibre (...). Si les employeurs sont convaincus qu'il existe une façon plus élégante d'y parvenir, ou s'ils proposent des modifications ou des aménagements au concept d'ensemble qu'ils voudraient voir apporter, alors, je crois que c'est un dialogue auquel non seulement moi-même, mais beaucoup dans le monde du travail souhaiteraient participer. »*

Reste à savoir, en revanche, si la nouvelle administration peut réussir à faire reculer les syndicats et à leur faire accepter de remettre à plus tard la mise en application de l'EFCA — ou s'ils accepteront de la voir remplacer par un mauvais succédané.

Il est clair qu'une épreuve de force entre le mouvement ouvrier et d'importants secteurs de la classe capitaliste est en préparation si les syndicats ne baissent pas la garde à propos de l'EFCA — et ils ne le doivent pas.

**Alan Benjamin**

## **L'engagement des syndicats ouvriers accentue la pression sur le Congrès pour soutenir une réforme du système de santé fondée sur la formule "Medicare pour tous"**

**Plus de 150 dirigeants syndicaux venus de l'ensemble des Etats-Unis ont donné le coup d'envoi pour l'organisation d'une campagne syndicale de masse pour un système de santé basé sur le salaire différé.**

Saint Louis — Plus de 150 dirigeants syndicaux venus de 31 Etats se sont rassemblés dans cette ville le week-end dernier pour donner un coup d'accélérateur à une campagne syndicale de masse pour que soit mise en œuvre une réforme complète du système national de santé. Ils proposent un système fondé sur le salaire différé, qui fonctionnerait comme une version améliorée, étendue et universelle du programme Medicare.

La réunion qui donnait le coup d'envoi national de cette campagne était organisée par la campagne "Le mouvement syndical pour un système fondé sur le salaire différé", une campagne impulsée par des dizaines de sections syndicales. Le projet de loi n° HR 676, projet national visant à établir un système d'assurance santé fondé sur le salaire différé — qui devrait être à nouveau présenté au Congrès dans le courant du mois —, bénéficie du soutien de 39 fédérations d'Etat de l'AFL-CIO, de 100 unions régionales et de plus de 400 sections syndicales locales. Le projet de loi est soutenu par 92 membres du Congrès, plus que n'importe quel autre projet de loi de réforme du système de santé.

En 2007, la commission exécutive nationale de l'AFL-CIO, elle aussi, adoptait une résolution pour soutenir la formule "Medicare pour tous".

Parmi les orateurs à la conférence de Saint Louis figuraient trois membres de la commission exécutive nationale de l'AFL-CIO, trois présidents de fédérations d'Etat de l'AFL-CIO, trois présidents d'unions régionales, ainsi que de nombreux dirigeants des principaux syndicats.

Pendant deux jours, les délégués ont passionnément discuté des stratégies à mettre en œuvre pour promouvoir la réforme visant à mettre en place un système fondé sur le salaire différé, tout en élaborant la nouvelle déclaration de la campagne sur ses objectifs, les structures à mettre en place et un plan d'action en direction des syndiqués de base.

*« Les sondages se succèdent et apportent la preuve du succès que remporte la perspective "Medicare pour tous" auprès du public, et pourtant de nombreux décideurs politiques pensent que ce n'est pas politiquement réaliste »,* déclarait Carl Rosen, président régional du Syndicat des électriciens, un de ceux qui avaient pris la tête du récent mouvement d'occupation de l'entreprise "Republic Windows and Door", à Chicago. *"Cependant, l'avenir de notre économie dépend de la justesse des choix qui vont être faits concernant la politique de la santé — et le choix juste, c'est le système fondé sur le salaire différé."*

*"Nos adhérents défendent activement une véritable réforme du système de santé dans pratiquement toutes les municipalités de Californie. J'attends beaucoup des capacités de cette campagne ouvrière à étendre ce que nous avons déjà fait au reste de l'Amérique",* dit Clyde Rivers, membre de la commission exécutive de l'AFL-CIO et ancien président de l'Association des personnels scolaires de Californie.

*"Le président Obama a invité les Américains à participer à un dialogue national sur la façon de résoudre la crise de notre système national de santé. A cela, les mili-*

*tants syndicaux et les simples citoyens apportent une réponse claire. Ils insistent sur le fait que seul un système fondé sur le salaire différé, tel que le propose le projet de loi HR 676, met les familles américaines à l'abri de l'explosion des dépenses de santé et de l'inadmissible refus de soigner auquel elles se heurtent si fréquemment avec le système actuel", expliqua Rose Ann DeMoro, directrice exécutive de l'Association des infirmières de Californie.*

*"Pratiquement chaque fois qu'il y a des négociations contractuelles, les patrons cherchent à reporter le poids des dépenses de santé sur les travailleurs, ce qui aboutit à des accords controversés et à de nombreuses grèves. Pour l'immense majorité des travailleurs qui ne sont pas syndiqués, la situation est encore plus terrible. Un système de santé national, avec un financement public, semblable à notre système Medicare, qui offrirait une couverture santé efficace à tous les Américains, est la seule solution qui permettra de limiter les coûts, facilitera l'accès aux soins au plus grand nombre et améliorera la qualité des soins", a expliqué Jeff Cosby, président de l'union régionale de la côte Nord - AFL-CIO.*

*« Notre campagne se propose de mettre en avant le soutien des adhérents du syndicat pour faire de "Medicare pour tous" la solution à la crise du système de santé. Nous allons faire une vaste campagne d'information et de mobilisation auprès de nos adhérents pour aboutir à des réformes du système de santé éloignant la question des prestations de la table de négociations, ce qui permettrait à nos syndicats de se concentrer sur les problèmes de salaires, de conditions de travail et des autres avantages sociaux importants lors des négociations collectives », a expliqué Nancy Wohlforth, vice-présidente de la Fédération californienne de l'AFL-CIO et membre de la direction de l'OPEIU (syndicat des employés).*

## Entretien avec le professeur Jack Rasmus

Nous publions ci-dessous une interview de Jack Rasmus, professeur d'économie à la faculté St Mary et à l'université de Santa Clara, dans le nord de la Californie. Le professeur Rasmus est membre du tout nouveau comité directeur de la WERC (Campagne pour un plan d'urgence et de sauvetage des travailleurs). L'interview a été réalisée le 2 mars 2009 par Alan Benjamin, organisateur de la WERC.

Comme le lecteur pourra en juger par lui-même, sur un certain nombre de questions, le professeur Rasmus développe un point de vue qui ne recoupe pas exactement celui défendu par les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ses propos relèvent donc de sa responsabilité. Il nous semble toutefois que, tant par les informations qu'elle fournit que par les analyses et propositions qu'elle soumet à la discussion, la contribution du professeur Rasmus trouve toute sa place dans le débat nécessaire dans le mouvement ouvrier sur le véritable contenu de la crise en cours du capitalisme et sur les moyens pour la classe ouvrière d'y faire face.

**WERC :** Quel jugement portez-vous sur le plan de sauvetage de l'économie présenté par Obama ? Pouvez-vous en donner le contenu à nos lecteurs et nous dire si, à votre avis, il va répondre aux

inquiétudes en matière d'emplois et de prestations sociales ?

**Jack Rasmus :** Le plan Obama comporte cinq volets. D'abord, le plan de relance de 787 milliards de dollars

récemment adopté par le Congrès. Les deuxième, troisième et quatrième volets ont pour objet de relancer les marchés financiers. Le deuxième volet, c'est le PPIF (fonds d'investissement public-privé). Le troisième volet est constitué par le TALF (plan pour faciliter les prêts indexés sur les actions) et le quatrième volet est le plan de stabilité permettant l'accession à la propriété. Le cinquième volet, c'est le projet de budget présenté par Obama pour 2009 — qui va certainement faire l'objet d'importantes modifications de la part des républicains avant d'être définitivement adopté.

Quant au plan de relance, comme je l'ai dit à plusieurs reprises, il est insuffisant et vient trop tard. D'abord, ce n'est pas un projet de loi orienté vers l'emploi. Vers la fin de l'année 2009, nous pourrions avoir un total de 20 millions de chômeurs. Actuellement, nous en sommes à 14 millions d'emplois détruits, et cela s'accélère. Ces trois derniers mois, ce sont un million d'emplois qui ont été détruits chaque mois si l'on calcule correctement les pertes d'emplois. Ce plan ne va pas restituer les emplois dont nous parlons — et l'emploi est ce qu'il y a de plus important, car c'est la perte d'emploi qui amène la baisse de la consommation et qui fait chuter l'économie.

Trente-huit pour cent du plan de relance vont servir à fournir de l'aide, c'est-à-dire les allocations de chômage, les tickets d'alimentation, les allocations aux anciens combattants, l'aide médicale COBRA (1) —, ainsi que des subventions aux administrations des municipalités et des Etats. Tout cela est nécessaire, mais ne fait qu'apporter la preuve que ce plan ne sert qu'à amortir la chute et pas à créer des emplois. Toutes ces aides n'auront qu'un impact minime sur la création d'emplois. Quant à l'aide aux administrations locales et d'Etat, c'est une goutte d'eau comparé à ce qui serait nécessaire pour mettre un terme aux énormes pertes d'emplois dans chacun des Etats.

**WERC : C'est très clair. En Californie, le gouverneur républicain, Arnold Schwarzenegger, demande que les fonctionnaires de l'administration de l'Etat prennent deux jours de congé sans solde par mois. Son plan implique**

**également des dizaines de milliers de licenciements dans tout l'Etat.**

**Selon le PSN — Réseau des Etats progressistes —, le plan de relance d'Obama ne couvrirait que moins de la moitié des déficits prévus dans les Etats. Les auteurs du rapport du PSN font remarquer qu'«une nouvelle étude menée par le Centre sur les priorités budgétaires fait état d'une prévision d'un déficit cumulé de 350 milliards de dollars pour les 30 prochains mois. Mais le plan de relance ne comprend qu'environ 150 milliards de dollars qui peuvent servir à combler ces insuffisances de trésorerie, ce qui signifie que 55 à 60 % des déficits d'Etats prévus ne seront pas comblés.»**

**Jack Rasmus :** Tout à fait. Ces insuffisances de trésorerie se traduiront par la destruction de millions d'emplois, de vies, de familles et de quartiers entiers.

Poursuivons avec le plan de relance : 38 autres pour cent du plan, c'est-à-dire 300 milliards de dollars, consistent en réductions d'impôts : réduction de l'impôt sur les sociétés, retour à l'interdiction des exonérations totales d'impôts pour les entreprises et réduction des impôts prélevés directement sur les salaires.

La réduction de l'impôt sur les sociétés n'aura aucun effet sur la relance de l'économie. En fait, certains économistes expliquent que cela aura un effet négatif, car la dépense induite par ces réductions sera inférieure au montant des réductions. Ils appellent cela le «multiplicateur négatif».

Dans une période de ralentissement aussi prononcé, les entreprises économisent l'argent des réductions d'impôts en attendant des jours meilleurs. Elles utilisent cet argent pour, entre autres, payer leurs dettes. Même les réductions de charges n'auront pratiquement aucun effet sur la consommation et la relance de l'économie.

Seuls 24 % du plan de relance, soit 200 milliards, vont aller aux dépenses fédérales, avec seulement 27 milliards alloués cette année à des dépenses pour création d'emplois. Le reste va à des dépenses à long terme pour les technologies liées aux

(1) COBRA : système d'assurance relais qui permet, par exemple, à ceux qui ont perdu leur emploi, donc leur assurance santé, de pouvoir quand même bénéficier de certaines prestations à certaines conditions.

énergies renouvelables et autres projets similaires, qui, toutes, nécessitent beaucoup de capitaux.

On le voit, ce n'est pas un projet de loi tourné vers la création d'emplois. Obama prétend que son plan va permettre de créer entre 3 et 4 millions d'emplois. Mais en combien de temps ? Cela prendra de nombreuses années, en espérant que cela porte le maximum d'effets la deuxième année.

Pour cette année, l'impact de ce projet en termes de dépenses ne sera que de 180 milliards, ce qui équivaut approximativement au plan de relance du budget 2008, l'année dernière, qui n'a eu pratiquement aucun effet, et les conditions sont pires cette année. Nous allons continuer à perdre massivement des emplois au rythme de un demi à un million d'emplois par mois.

Nous serons en très mauvaise posture à la fin de l'année. La toute première cause des saisies immobilières, c'est la perte de l'emploi. Je viens de lire des statistiques indiquant que 72 % de la totalité des prêts hypothécaires accordés entre 2005 et 2007 ne pourront pas être remboursés. En d'autres termes, le pire de l'effondrement des prix de l'immobilier est encore à venir. Les prix de l'immobilier vont encore perdre 20 %. Le bout du tunnel de cette crise n'est pas encore en vue.

Avec 20 millions de chômeurs à la fin de l'année, à quoi il faut ajouter 5 à 7 millions de personnes dont les maisons vont être saisies, le plan de relance est véritablement très insuffisant en ce qui concerne la création d'emplois — à tel point que je prévois qu'il va bientôt falloir envisager un plan de relance n° 2.

Donc, si nous n'avons pas cette année un plan qui s'attaque à cette situation, il y a fort à parier que ce que j'appelle une récession aiguë va se transformer en une dépression mondiale classique en 2010. Actuellement, nous en sommes à deux doigts. Le mouvement nous pousse dans cette direction.

**WERC : Abordons maintenant les autres volets du plan d'Obama. Vous avez indiqué que l'administration place l'essentiel de ses espoirs dans la reprise du système bancaire pour relancer l'économie. Que pouvez-vous dire, par**

**exemple, sur le fonds d'investissement public-privé ?**

**Vers la mi-février, Tim Geithner, secrétaire au Trésor, a annoncé que le Trésor pourrait accorder jusqu'à mille milliards de dollars pour « fournir des fonds aux investisseurs privés pour leur permettre d'acheter des “valeurs titrisées douteuses” ». Geithner explique qu'il s'agit de permettre aux banques de se débarrasser de leurs actifs toxiques, afin de mettre un terme à la contraction du crédit qui entrave l'économie. Quelle est votre position sur le FIPP ?**

**Jack Rasmus :** En fait, il s'agit du deuxième volet du grand plan de sauvetage des banques — et le chiffre de mille milliards avancé par Geithner n'est qu'un début. Il va augmenter de façon importante.

Comme vous l'avez dit, ils veulent utiliser l'argent du contribuable pour aider les banques et les investisseurs à acheter les actifs toxiques qui existent dans ces banques et ces institutions financières. Ce sont ces actifs toxiques qui empêchent les banques de prêter aux entreprises et à ceux qui veulent payer leur maison. C'est ce qui étouffe le système.

Mais le Trésor ne veut pas s'occuper de ces actifs toxiques. Souvenez-vous du plan de sauvetage pour les actifs douteux — le TARP —, de celui qui était à l'époque secrétaire au Trésor, Henry Paulson. Ils ont donné 700 milliards pour renflouer les banques. Mais Paulson n'a pas racheté ces actifs toxiques, ce qui était la justification du plan de sauvetage.

Pourquoi ? Parce que les banques font grève. Les banques ne veulent pas prêter, ou, si elles le font, c'est à des taux ridiculement élevés. Elles ne veulent pas vendre tous leurs actifs toxiques parce que, actuellement, ils ne valent strictement rien, et elles ne veulent pas les vendre à leur valeur actuelle du marché, qui est nulle.

Si elles les vendaient actuellement au prix du marché, elles enregistreraient encore plus de pertes qu'actuellement. Elles ne veulent pas prêter alors que leurs bilans sont aussi négatifs, car, si elles prêtent, elles vont diminuer leurs réserves de liquidités. Et c'est cela qui paralyse le système.

Paulson, avec le TARP, ne pouvait pas les acheter au-dessus de la valeur du

marché parce que le Congrès surveillait ce qui se passait et pouvait dire : *“Hé! qu'est-ce que vous faites, vous subventionnez les banques en leur achetant ces actifs plus cher qu'ils ne valent sur le marché?”*

Alors, Paulson s'est aperçu qu'il ne pouvait rien faire, et il n'a rien fait concernant ces actifs toxiques.

Aujourd'hui, avec le PPIF, nous avons essentiellement la même situation, avec juste quelque chose d'un peu différent. Ce qu'ils essaient de faire avec le PPIF, c'est de créer un prix du marché pour que ces actifs toxiques puissent se vendre, ce qui signifie subventionner non seulement les banques, mais aussi les investisseurs qui les achèteraient. Autrement dit, ces mille milliards sont destinés à inciter financièrement les banques à compenser la différence entre la valeur sur le marché et le prix auquel ils seraient vendus. Donc, ils donnent une manne aux banques pour les encourager à les vendre plus cher que leur valeur sur le marché.

En même temps, ils donnent un signe d'encouragement aux investisseurs, c'est-à-dire qu'ils subventionnent aussi les investisseurs, avec l'argent du contribuable, pour qu'ils viennent les acheter. Ils espèrent que cela va créer une nouvelle valeur sur le marché et créera une dynamique qui fera que l'opération se poursuivra d'elle-même, ce qui permettra de débloquer le crédit. Le démarrage de cette opération va coûter bien plus de mille milliards de dollars et l'on peut vraiment se demander s'il y aura des investisseurs pour vouloir acheter ces actifs toxiques quel que soit le prix.

**WERC : Tous les journaux patronaux disent que les investisseurs ne veulent pas acheter ces actifs même à des prix plus élevés...**

**Jack Rasmus :** C'est vrai. Et si ces mille milliards ne suffisent pas, le gouvernement est prêt à leur offrir encore plus d'argent. Les investisseurs le savent bien. Donc, ils attendent tranquillement, disent que le prix n'est pas encore assez élevé et qu'il leur faut encore davantage de subventions. Le gouvernement est déjà allé très loin en ce sens, il va tout simplement inonder les banques d'argent. Geithner et Obama sont déjà en train de

dire que ce n'est que le début et qu'il faudra peut-être encore bientôt mettre encore plus d'argent dans ce plan de rachat des actifs pourris.

**WERC : Certains économistes, et même certains gourous de la finance particulièrement haut placés, comme l'ancien dirigeant de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, expliquent que le gouvernement devrait tout simplement prendre les choses en main et nationaliser ces actifs toxiques. Ils disent que le plan d'Obama ne peut qu'échouer.**

**Jack Rasmus :** C'est ce qui ferait plaisir aux banques. Il faut bien comprendre qu'Obama et Geithner ne parlent pas de confiscation des actifs toxiques. Ils parlent de les acheter. Mais il faudrait qu'ils les achètent au-dessus de la valeur du marché, parce que les banques ne les vendront pas. Les banquiers ne vendent pas en attendant que les prix augmentent. C'est là le nœud du problème.

Et quand Greenspan et les autres parlent de nationalisation, il faut bien comprendre de quoi il s'agit, car le terme est impropre. Ce qu'ils ont en tête, ce n'est pas la nationalisation. Acheter des avoirs ciblés ou même des avoirs ordinaires, ce n'est pas une nationalisation. C'est seulement une mise sous administration judiciaire partielle ou une opération de subventionnement, aux dépens du contribuable.

Saisir des entreprises privées au nom des investisseurs ne constitue pas une nationalisation. Leur but, c'est d'acheter les actifs toxiques pour les revendre ensuite aux investisseurs au-dessous du prix du marché — le tout aux dépens du contribuable.

**WERC : Pour autant qu'il y ait un accord sur le montant de ces actifs toxiques. A combien se montent-ils ?**

**Jack Rasmus :** Le professeur Rubini, de l'université de New York, estime qu'il y a au moins 3 600 milliards d'actifs toxiques. *Fortune* chiffre à 4 000 milliards. En juin dernier, Geithner indiquait qu'il pensait qu'il y en avait pour environ 6 000 milliards. Donc, pour acheter ces actifs toxiques, il faudrait que le contribuable débourse plus de 6 000 milliards de dollars.

**WERC : C'est un chiffre qui donne le vertige. Cette situation appelle clairement une vraie nationalisation.**

**Jack Rasmus :** Bien sûr. Mais c'est quoi, une vraie nationalisation ? Cela veut dire prendre le contrôle de ces banques et institutions financières — et des actionnaires ou des détenteurs d'obligations. Il ne s'agit pas d'un simple lifting, il s'agit d'une opération chirurgicale. Cela veut dire qu'il faut se débarrasser des dirigeants. Il faut consolider ces banques et les gérer au compte des intérêts de la majorité travailleuse de ce pays. On cesse de verser des dividendes. On ne paie plus les actions, on prend le contrôle jour après jour des opérations et des décisions stratégiques. Il faut gérer et affecter les bénéfices aux investissements publics et non pas les mettre dans la poche des investisseurs privés.

Sans aucun doute, il nous faut un système bancaire totalement nationalisé.

**WERC : Un grand nombre des initiateurs de la Campagne pour un plan d'urgence et de sauvetage des travailleurs demandent la nationalisation des banques sans indemnités ni rachat. Ils disent aussi que les 700 milliards du plan Paulson — ces fonds qui restent dans les coffres des banques en attendant la fin de la récession — devraient être confisqués par le gouvernement et mis au service de la création d'emplois.**

**Aujourd'hui, le gouvernement pourrait nationaliser les banques et utiliser ces mille milliards du PPIF — pour prendre ce seul exemple — pour redonner des emplois. Si l'on considère que le salaire annuel permettant à un travailleur de vivre est de 50 000 dollars, si nous le multiplions par les 20 millions de travailleurs qui devraient se retrouver au chômage, cela nous donne exactement mille milliards de dollars. Le gouvernement Obama ne devrait-il pas réserver ces mille milliards pour fournir pendant un an un emploi avec un salaire — au tarif syndical — permettant de vivre à chacun des 20 millions de chômeurs ? N'est-ce pas le meilleur moyen de relancer l'économie ?**

**Jack Rasmus :** C'est ce que je ne cesse de répéter. On parle beaucoup de la Grande Dépression. Mais qu'est-ce qui

nous a permis de sortir de la dépression ? Pas le New Deal, en tout cas.

Le New Deal n'a en fait produit des effets qu'à partir de 1935. Il a porté un coup d'arrêt à la chute de l'économie, mais n'a pas permis à l'économie de redécoller et, deux ans après, Roosevelt et les autres ont commencé à démanteler le système du New Deal. Une fois qu'ils ont commencé et ont essayé de remettre le budget en équilibre au milieu de l'année 1937, nous sommes tout de suite retombés dans la dépression. Nous n'en sommes pas sortis avant 1942. Pourquoi ? C'est parce que les dépenses gouvernementales, c'est-à-dire l'investissement public, ont augmenté de 20 à 40 % du produit intérieur brut (PIB) les dépenses totales annuelles de l'économie.

**WERC : Comment envisagent-ils de financer le PPIF ? Est-ce que c'est le Trésor qui va s'en charger ?**

**Jack Rasmus :** Oui. Il reste encore environ 190 milliards sur les 700 milliards du fonds TARP et ils vont y ajouter d'abord 810 milliards, à nouveau pour subventionner les investisseurs et les banques, en espérant qu'ils vont venir sur le marché, se mettre à acheter et à vendre les actifs toxiques au-dessus de la valeur du marché. Ils veulent créer un nouveau marché et un prix, et ils espèrent qu'une fois que ce sera fait, tous les investisseurs s'y mettront. Mais cela reste un gros point d'interrogation. Quant à moi, je n'y crois pas.

Maintenant, le deuxième volet du plan financier devrait fonctionner en synergie avec le PPIF, et ça, c'est le TALF (plan pour faciliter les prêts indexés sur les actions), qui sera géré par la Réserve fédérale.

En novembre 2008, la FED disposait de 200 milliards pour ce plan, mais elle n'a rien fait de plus. Maintenant, dans une semaine, ils vont programmer 800 milliards de plus ; donc, ils vont disposer de mille milliards pour le TALF.

**WERC : Est-ce que cela veut dire que la Réserve fédérale va émettre des obligations pour le TALF ?**

**Jack Rasmus :** Pas tout à fait. Il est prévu que la FED prête de l'argent aux investisseurs, surtout ceux qui ont investi dans les fonds spéculatifs, les fonds partagés basés sur la monnaie et les fonds

sur les valeurs boursières — c'est-à-dire tout ce système bancaire virtuel, qui est essentiellement responsable de la spéculation, qui nous a plongés dans le marasme actuel — pour qu'ils puissent racheter les actifs toxiques. Comme vous le voyez, ils prennent les choses des deux côtés.

Mais quels actifs toxiques ? Leur plan consiste à acheter les obligations titrisées et les prêts associés aux crédits à la consommation. Nous sommes au bord d'une deuxième crise semblable à la crise des subprimes, cette fois-ci dans le crédit à la consommation — c'est-à-dire les crédits auto, les prêts aux étudiants, les crédits pour les cartes de paiement et les crédits pour les commerces.

Tout cela part de l'idée que la FED va prêter de l'argent aux fonds spéculatifs et aux fonds sur les valeurs boursières pour qu'ils achètent ces actifs toxiques qui sont sur le point de s'effondrer. On estime que, pour ce qui ne concerne que les cartes de paiement, les défauts de remboursement pourraient atteindre 8 % ou même 10 %, au lieu des 2 à 3 % actuels.

Quand on y pense, ça ressemble à une plaisanterie : le gouvernement va essayer de remettre sur pied, au travers de ce système bancaire virtuel et des marchés titrisés, le système même qui s'est effondré, qui a perdu plus de trois mille milliards de dollars de crédits il y a quelques années et qui a perdu au total quatre mille milliards de dollars. Les fonds spéculatifs ont perdu mille milliards de leur valeur totale, et pourtant nous allons leur donner de l'argent pour racheter tous ces actifs toxiques... tout cela pour essayer de stimuler le crédit aux entreprises, aux commerces, et ainsi de suite.

Cela n'a aucun sens. Cela ne fait que montrer que le gouvernement ne fait absolument pas confiance aux banques commerciales pour amener la reprise.

La question qui se pose est de savoir s'il va se trouver quelqu'un pour revenir vers ces marchés titrisés qui se sont effondrés et racheter ces actifs toxiques même avec de l'argent prêté par le gouvernement. Quelqu'un va-il vouloir encore toucher à ces marchés titrisés toxiques ? Je ne crois pas. Même à coup de prêts... à moins que le gouvernement ne s'y mette aussi et reprenne le marché des

crédits à la consommation et fournisse des prêts directement via la FED pour les marchés de l'automobile, les prêts aux étudiants et les crédits commerciaux et autres. Que la FED fournisse directement les fonds, par exemple à des mutuelles de crédit comme les institutions locales de prêts. Pourquoi faut-il qu'interviennent des intermédiaires qui se prennent les bénéfices au passage ?

Il faut aussi garder en tête que les deux mille milliards qu'ils sont en train de donner aux banques grâce à ce plan ne sont que le début. Tout le monde est en train de tendre la sèbile pour recevoir l'argent du contribuable.

**WERC : Parlons maintenant du plan de stabilité permettant l'accession à la propriété, qui constitue à la fois le troisième plan financier et le quatrième volet du plan de sauvetage d'Obama.**

**Jack Rasmus :** Il est double, il comporte deux parties. D'abord, 200 milliards de dollars vont à Fannie Mae et Freddie Mac, parce qu'ils ont déjà épuisé les 200 milliards que nous leur avons donnés en août 2008. Ils ont racheté les prêts immobiliers toxiques ou les prêts hypothécaires — et, comme leur valeur continue de baisser en suivant la chute des prix de l'immobilier, la valeur des prêts qu'ils ont rachetés s'est effondrée. Donc, ils ont épuisé leurs 200 milliards et il leur faut 200 milliards supplémentaires.

Cela ne va réellement rien arranger de continuer à racheter ces prêts toxiques. Voilà pour ce qui concerne la première partie.

Pour ce qui concerne la seconde partie, il faut se rappeler que Fannie Mae, Freddie Mac et AIG, cette dernière prétendument "propriété du gouvernement", ne constituent que 20 à 30 % du marché de l'immobilier. Il reste 70 à 80 % des prêts hypothécaires toxiques que le gouvernement laisse de côté. Ce sont les problèmes de cette autre part que le plan de stabilité permettant l'accession à la propriété est censé résoudre — mais avec seulement 75 milliards, une somme dérisoire !

De plus, ces 75 milliards visent à subventionner les bailleurs de prêts hypothécaires : autrement dit, c'est encore un système qui donne de l'argent en haut en pensant que cela va aller vers ceux qui en

ont besoin en bas — c'est-à-dire donner de l'argent à ceux qui ont prêté sur hypothèque pour que le gouvernement et les contribuables paient pour faire baisser les taux d'intérêt pour des prêts pour de nouveaux acquéreurs — jusqu'à concurrence de 75 milliards, ce qui ne couvre pas du tout le total des prêts pour l'accession à la propriété.

Et, encore plus honteux, ces prêts ne sont accordés qu'à de nouveaux acquéreurs — pas à ces 5 à 7 millions de débiteurs qui se voient menacés de saisie, de défaut de paiement ou de mise en faillite personnelle. Le gouvernement n'essaie pas de faire quoi que ce soit pour ceux qui perdent leur maison. Ce qu'ils veulent faire, c'est subventionner le marché pour que les créiteurs puissent faire surgir de nouveaux acheteurs solvables, capables d'acheter certaines des maisons saisies.

Ce n'est rien d'autre qu'un cadeau pour amadouer les bailleurs de prêts hypothécaires à qui l'on demande de venir racheter certaines des saisies immobilières et certains stocks de maisons saisies pour les aider à vendre toutes les maisons nouvelles. C'est donc en fait un plan au profit des bailleurs de prêts hypothécaires et des entreprises du bâtiment, qui se retrouvent avec toutes ces maisons neuves qui ne trouvent pas acquéreur sur les bras.

**WERC : Passons maintenant au dernier volet, le budget pour 2009. Certains disent que cette partie du plan est un New Deal et le qualifient même de "socialiste", si l'on en croit Rush Limbaugh.**

**Jack Rasmus :** Il s'agit d'un budget de 3 600 milliards de dollars avec beaucoup de dépenses prévues. Il va être attaqué de toute part. Il suffit de voir les républicains, les chefs d'entreprise et les intérêts bancaires qui sortent du bois. Ils ne vont pas prendre de gants.

C'est là qu'on va voir au grand jour la fracture à l'intérieur de la classe capitaliste, car certaines propositions dans ce plan pourraient faire bouger les lignes concernant les revenus. C'est insuffisant — trop peu et trop tard, encore une fois —, mais cela va certainement dans une meilleure direction.

Voici ce que nous savons de ce budget, jusqu'à présent.

Les impôts vont augmenter pour les 2 % de ménages les plus riches, mais le taux d'imposition ne fera que passer de 35 à 39,5 %. Cela s'adresse à ceux dont le revenu s'élève à plus 250 000 dollars par an. C'est un retour à la période Clinton. Mais l'augmentation d'impôt sur la tranche supérieure ne prendra effet qu'à partir de 2011, c'est-à-dire à la fin des réductions d'impôts de la période Bush. C'est absurde. Il faudrait que cela prenne effet dès 2009. Il ne faut pas le remettre à plus tard alors qu'on a tellement besoin d'argent pour mettre un coup d'arrêt aux licenciements dans l'enseignement, pour empêcher les saisies immobilières ou arrêter les licenciements dans l'automobile.

De plus, il ne parviendront pas à trouver les fonds dont ils ont besoin en se contentant de ramener les profits du capital et les réductions d'impôts sur le capital au niveau des années 1990. Il faudrait revenir aux taux de l'époque antérieure aux années Reagan, aux années 1980. Il faut relever les taux d'imposition pour atteindre les 50 % minimum.

Donc, les taux d'imposition augmentent un peu, mais c'est remis à plus tard et c'est bien inférieur à ce qui est nécessaire. A nouveau, 2009 est une année charnière critique. Si on ne renverse pas le cours de cette situation d'effondrement, on peut vraiment s'attendre à ce que, en 2010, on s'achemine vers une récession mondiale. On ne peut vraiment s'en sortir sans véritable redistribution des revenus, sans renverser le cours suivi depuis 1980, qui a vu une redistribution des revenus des populations laborieuses au profit des investisseurs et des patrons.

Ensuite, en ce qui concerne la santé, le budget prévoit 634 milliards de fonds pour la santé, mais c'est seulement la moitié de ce qui serait nécessaire pour mettre en place un système fondé sur le salaire différé. De plus, si cet argent va vers les compagnies d'assurances privées, comme cela semble être le cas, cela ne résoudra en rien la crise de la santé dans ce pays. La seule solution, c'est un système fondé sur le salaire différé.

Troisièmement, le budget prévoit la "déprivatisation" des prêts aux étudiants. Voilà un bon point pour ce plan.

Les détails de ce plan commencent à apparaître. Il va falloir suivre cela de près.

Mais une chose est certaine : ce qui a été proposé par l'administration Obama va vraisemblablement être modifié en profondeur par les républicains et les députés démocrates modérés. Cela va donner lieu à des discussions très serrées et l'on peut s'attendre à ce qu'il subisse de grands changements.

**WERC : Le gouvernement annonce que ce budget va probablement être en déficit de 1 750 milliards de dollars. Qu'est-ce que cela signifie ? Comment le déficit va-t-il être financé ?**

**Jack Rasmus :** Il faut d'abord noter que le déficit se situera plutôt à 2 250 milliards de dollars en 2010.

Une des solutions envisagées pour régler ce déficit est d'utiliser les crédits carbone. Ce sont des permis de polluer. Le gouvernement en attend un revenu de 526 milliards, mais on peut se demander s'ils vont réussir à lever cette somme. Les gouvernements et les entreprises en Europe voudraient accorder aux entreprises des permis de polluer gratuits. C'est ce qu'ils vont essayer de faire ici aussi.

Ils vont aussi émettre davantage de bons du Trésor et il va tout simplement falloir avoir recours à la planche à billets. Ils ne peuvent pas faire autrement — surtout si l'économie continue de tanguer.

**WERC : Par le passé, vous avez fait un certain nombre de prévisions qui se sont révélées exactes — à l'inverse de pratiquement tous les principaux économistes et experts officiels. Que prévoyez-vous aujourd'hui ?**

**Jack Rasmus :** Nous sommes sur le fil du rasoir, prêts à tomber d'un épisode aigu de récession dans une dépression. Le sauvetage des banques va demander encore davantage de milliards de dollars. Et même là, les effets ne seront qu'à la marge.

La dépression pourrait être déclenchée par un ou plusieurs des facteurs suivants : des faillites d'Etat en Europe de l'Est, l'accroissement de la destruction d'emplois aux Etats-Unis, l'effondrement des marchés des bons du Trésor, l'effondrement des marchés mondiaux des obligations. Voilà quelques-uns des scénarios possibles.

**WERC : Que faire ?**

**Jack Rasmus :** Je viens de définir certaines pistes. Les lecteurs qui souhaitent approfondir cette question peuvent trouver toutes mes propositions sur mon site [www.kyklosproductions.com](http://www.kyklosproductions.com). On peut aussi lire le tout dernier article que j'ai écrit dans le numéro de mars du magazine Z, où je présente toutes mes propositions pour une reprise, comme alternative au plan Obama.



# Palestine : la guerre de Gaza, élément constitutif de la "solution" à deux Etats

*Par François Lazar*

L'année 2009, qui suit le soixantième anniversaire en grande pompe de la création de l'Etat d'Israël, restera marquée par l'offensive militaire la plus brutale et la plus barbare perpétrée contre la population palestinienne depuis la Nakba (1). Les chiffres et statistiques de l'opération intitulée "*Plomb durci*" confirment l'objectif israélien de terroriser une population entière, dont le seul tort est de vouloir exister : plus de 1 400 morts, dont 437 enfants de moins de seize ans, 5 450 blessés (dont 1 890 enfants) ; environ 500 000 personnes, dont 280 000 enfants, ont été forcées de fuir leurs habitations pendant les bombardements. Concernant les infrastructures, ce sont plus de 4 000 bâtiments d'habitation qui ont été totalement détruits, ainsi que 219 usines, représentant tout ce qui restait de l'industrie gazaouie après 18 mois d'asphyxie. Aujourd'hui, au moment où nous écrivons, des milliers de personnes dont les logements ont été détruits vivent sous des tentes, sans accès à l'eau courante ou aux sanitaires. Les bombardements ont touché des écoles, des hôpitaux, des services publics. Cette action militaire, préméditée de longue date comme nous le verrons, soutenue par la "diplomatie internationale", à commencer par les Etats-Unis et l'Union européenne, s'inscrit dans la continuité de la politique du sionisme et de l'impérialisme américain dans cette région.

Maintenir ses positions implique pour l'impérialisme de faire sauter systématiquement toutes les entraves à sa politique de pillage, c'est-à-dire à la domination sans limites du capital financier et des spéculateurs (essentiellement américains).

Cela n'étant en rien contradictoire avec les objectifs propres israéliens, qui visent à écraser tout interlocuteur potentiel qui aurait la moindre velléité d'opposition. Notant que l'attaque était la plus violente contre un territoire palestinien, selon lui depuis 1967, le journal *Haaretz* (27 décembre 2008) expliquait que « *le bombardement sur Gaza est la version israélienne du "choc et de l'effroi"* », cette stratégie américaine déployée en Irak pour écraser psychologiquement les populations civiles par un déferlement inouï de violence.

Comment dans ces conditions oser parler "d'action défensive israélienne" ou "d'action de représailles" lorsqu'on voit ces corps d'enfants déchiquetés ? Leur crime, comme celui de leurs parents et de leurs grands-parents, expulsés brutalement de leurs villages il y a 60 ans, serait-il d'être Palestiniens et de demander l'application de leur droit au retour ?

Quant à l'argument de la trêve rompue par le Hamas, il n'existe que parce qu'il

(1) La "catastrophe" en arabe.

fallait un prétexte, à la manière de ce que furent les prétendues armes de destruction massive pour justifier l'intervention militaire américaine en Irak. C'est toujours la presse israélienne (*Haaretz*, le 28 décembre) qui nous informe qu'Israël préparait son offensive depuis six mois :

« Une préparation de longue date, des renseignements précis, des discussions secrètes, contre-vérités sur l'opération et mensonges publics — voilà tout ce qui se cache derrière l'opération "Plomb durci". »

Il convient de noter ici la réaction de Stéphane Hessel, publiée par le journal français *Libération* (31 décembre). Pour cet ancien résistant, rescapé des camps d'extermination nazis de Buchenwald et de Dora, ancien ambassadeur de France,

*"il est incroyable d'entendre l'ambassadeur d'Israël en France dire (...) que 500 000 Israéliens vivent sous la terreur depuis six ans. Que nous ayons laissé sans sanction internationale le gouvernement israélien ces cinq dernières années et encore tout récemment constitué également un crime contre les droits de l'homme."*

Dès le 30 décembre, la IV<sup>e</sup> Internationale prend position pour l'arrêt immédiat des bombardements et des massacres à Gaza, pour la levée immédiate du blocus et contre l'occupation militaire. Après avoir cité le titre d'un article de la journaliste israélienne Amira Hass, qui affirmait : *"Le bombardement de Gaza n'est pas dirigé contre Hamas, mais contre tous les Palestiniens"* (*Haaretz*, 29 décembre 2008), la déclaration de la IV<sup>e</sup> Internationale précise les éléments suivants :

« Ainsi, depuis soixante ans, depuis la partition en 1947-1948 et l'expulsion brutale et sanglante des Palestiniens chassés de leurs terres, de leurs villages, de leurs foyers, du massacre perpétré par l'armée jordanienne lors du Septembre noir de 1970 à celui commis par l'armée israélienne à Sabra et Chatila au Liban en septembre 1982, de massacres en massacres éternellement recommencés, le peuple palestinien subit les terribles conséquences d'un consensus international entre toutes les grandes puissances impérialistes — au premier rang desquelles l'impérialisme américain — et l'ex-bureaucratie stalinienne du Kremlin, avec l'aval de l'ONU et la complicité des gouvernements bourgeois arabes,

*consensus fondé sur la négation du droit d'un peuple à vivre libre et souverain sur sa terre.*

*Et une fois encore, ceux qui, depuis soixante ans, d'"accord" en "accord", de Camp David à Oslo, ont imposé et mis en œuvre cette politique réactionnaire et désastreuse pour le peuple palestinien et tous les peuples de la région s'évertuent à en préparer l'inéluctable poursuite.*

A Washington, "le président, G. W. Bush, avait été informé à l'avance", rapporte le journal français *Le Figaro*, et il s'est bien gardé "de demander à l'allié des Etats-Unis d'interrompre immédiatement les attaques", *considérant qu'"Israël a le droit de se défendre"*. *C'est avec des F16 et des bombes américaines que la population de Gaza est bombardée.*

*Quant au président élu, Barack Obama, son principal conseiller David Axelrod vient de réaffirmer qu'il maintiendrait "les relations spéciales entre les Etats-Unis et Israël", déclarant qu'"il n'y a pour l'heure qu'un seul président parlant au nom des Etats-Unis, c'est le président actuel, George W. Bush"*.

*A l'ONU, la session d'urgence du Conseil de sécurité, réunissant toutes les "grandes puissances", les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France, l'Angleterre, l'Allemagne... et la plupart des autres pays de l'Union européenne, a débouché sur un texte non contraignant que chacun est libre d'interpréter à la sortie (...).* »

Confirmant l'engagement américain, Dick Cheney, qui était encore vice-président américain pour quelques jours, déclarait sur la chaîne CBS, après le début de l'opération au sol de l'armée israélienne, qu'Israël n'avait pas *"demandé d'autorisation ou d'approbation américaine avant de cibler le Hamas avec une pénétration au sol dans Gaza"*. Israël a donc eu une autorisation américaine pour effectuer les bombardements aériens, comme ce fut le cas pour l'agression contre le Liban en juillet-août 2006.

Quant à Barack Obama, une dépêche de l'agence Reuters (4 janvier) expliquait :

« Au moment même où les Israéliens et les Palestiniens sont plongés dans un profond conflit, le président élu reste silencieux, refusant de bouger de sa règle du il-n'y-a-qu'un-président-à-la-fois (...). Les critiques ont noté qu'Obama avait rejoint la condamnation de Bush de la

*tuerie contre des civils lors des attaques de Mumbai en novembre dernier. Ils auraient aimé qu'il dise quelque chose à propos de la mort des civils palestiniens pris dans les combats (...). "Je ne pense pas qu'il veuille être étiqueté sur ce point soit en supportant la réponse israélienne ou en la condamnant, parce que nos intérêts (américains) sont en quelque sorte déchirés sur cette question", selon un analyste (...). Il n'y a rien dans les déclarations de campagne d'Obama ou d'Hillary Clinton, sa future secrétaire d'Etat, pour suggérer qu'ils auront une orientation différente de celle de Bush. »*

Plus tard, après son élection, dans une de ses premières déclarations sur ses intentions au Moyen-Orient, on entendra Obama déclarer :

*"La politique de mon gouvernement sera activement de rechercher avec agressivité une paix durable entre Israël et les Palestiniens, ainsi qu'entre Israël et ses voisins arabes" (23 janvier 2009).*

Après l'opération "Plomb durci" et le silence médiatique du président américain, il n'est pas difficile de comprendre à qui s'adresse cette menace "d'agressivité" pour parvenir à ses fins. Le journaliste de la chaîne CBS, Bob Wilson, donne une explication du pourquoi d'une telle déclaration, qui ne peut être fondée que sur un large consensus à Washington :

*"Sans un Etat palestinien séparé, les Israéliens ont trois options, mais aucune de bonne. Ils pourraient tenter le nettoyage ethnique, expulser les Palestiniens, ou ils pourraient permettre aux Palestiniens de voter. Ce serait l'option démocratique, mais cela signifierait la fin de l'Etat juif. Ou ils pourraient essayer l'apartheid — obligeant la minorité des Israéliens à contrôler la majorité des Palestiniens, mais les régimes d'apartheid n'ont pas une très longue vie."*

Comme si la ségrégation raciale ne régnait pas déjà en Palestine ! Comme nous l'avons maintes fois souligné, l'Etat d'Israël, implantation impérialiste dans la région, ne saurait dissocier son sort des intérêts stratégiques américains. Dorénavant, il faut faire avec les pays arabes dits "modérés", c'est-à-dire pro-américains, et qui ont de ce fait engagé largement un mouvement de "normalisation" avec l'Etat hébreu. L'impérialisme, qui n'est pas sioniste par nature, mais par intérêt, considère toujours Israël comme son prin-

cipal allié dans la région, mais pour les tenants de l'ordre mondial les alliances sont subordonnées aux résultats attendus. Après que Mahmoud Abbas, à la tête d'une Autorité palestinienne profondément corrompue, a accepté toutes les conditions israéliennes, les dirigeants sionistes cherchent de nouveaux prétextes pour éviter une négociation. Le renforcement de Hamas après l'opération "Plomb durci", tant à Gaza qu'en Cisjordanie, permet à l'Etat israélien d'affirmer une fois de plus qu'il n'y a pas de partenaires pour la paix, de dire que c'est l'intransigeance palestinienne qui fait obstacle à une "solution" à deux Etats, et de faire pression sur les Etats-Unis pour obtenir davantage. La "paix" dont on parle ici étant celle préconisée par l'impérialisme américain, qui, pour l'accomplissement de ses objectifs de pillage dans la région, cherche à montrer sa capacité à régler le "problème" palestinien. L'Etat sioniste, dont le fondement même est de considérer toute présence arabe sur le territoire historique de la Palestine comme un danger pour sa propre existence, cherche à faire valoir ses intérêts, à gagner du temps, tout en affirmant auprès des Etats-Unis que sa capacité de maintien de l'ordre dans la région est intacte.

La constitution d'un prétendu Etat palestinien, quels qu'en soient la forme et le contenu (démilitarisé, soumis aux injections financières internationales, entouré d'un mur et de barrières électroniques...), est un élément du maintien de l'ordre contre-révolutionnaire dans la région. Agent des intérêts américains comme les autres dirigeants sionistes, Avigdor Lieberman, qui prône l'expulsion des Arabes de l'intérieur qui feraient acte d'infidélité vis-à-vis de l'Etat hébreu, vient ainsi d'indiquer au *Washington Post* qu'il serait prêt à quitter son logement dans une colonie de Cisjordanie "en échange de la paix" ... précisant néanmoins qu'il ne la croit pas possible.

S'adressant au gouvernement et au peuple américains dans une tribune publiée par le *Washington Post* le 20 janvier dernier, le président de l'Etat israélien et ancien prix Nobel de la paix Shimon Pérès défend avec ardeur, mais avec de faibles arguments, la solution des deux Etats. Il revendique, bien entendu, et

de fait c'est là son seul argument, que la "terre d'Israël" serait "la terre de (ses) ancêtres". Il s'inquiète du fait qu'une "minorité d'experts du Moyen-Orient ont récemment émergé comme des partisans de la solution à un Etat", s'apant ainsi "la légitimité d'Israël et son droit internationalement reconnu d'exister en tant qu'Etat juif souverain sur la terre de (ses) aïeux".

Nous savons que le droit international est toujours celui du plus fort et que le Conseil de sécurité de l'ONU n'est que l'antichambre du Pentagone. Cela dit, il faut le souligner, lorsqu'un sioniste parle de la prétendue terre de ses ancêtres, il fait référence à toute la Palestine historique. Or le droit international dont parle Pérès n'est jamais allé jusqu'à reconnaître une telle légitimité ! Mais qu'importe, qui oserait faire une telle remarque au prix Nobel ?

Pendant que Pérès écrit ces lignes, les projets d'aggravation de la colonisation de la Cisjordanie ne faiblissent pas. Comme le rapporte Ben White, dans le journal britannique *The Guardian* (20 février), on se saurait évoquer la situation faite au peuple palestinien sans parler de ce qui se passe en Cisjordanie. Si le rôle principal de l'Autorité palestinienne est d'être le suppléant de l'armée israélienne chargé de la police interne, le vol actif des terres, la poursuite de la colonisation sont, eux, directement pris en charge par l'armée d'occupation. Ben White explique en effet que dans les premières semaines de février,

*"il y a eu de très nombreux raids israéliens sur des villages palestiniens, et des dizaines de Palestiniens raflés. De tels raids sont, bien sûr, habituels pour la Cisjordanie occupée, mais ces derniers jours, l'armée israélienne a particulièrement ciblé des endroits où la résistance civile palestinienne contre le mur de séparation est la plus vigoureuse.*

*Pendant trois jours d'affilée la semaine dernière, les forces israéliennes ont envahi Jayyous, un village luttant pour sa survie, puisque ses terres agricoles sont volées par le tracé du mur et la colonie israélienne voisine. Les soldats ont occupé les maisons, détenu les habitants, bloqué les routes d'accès, saccagé les propriétés, battu ceux qui protestaient et installé des drapeaux israéliens sur les toits de plusieurs bâtiments (...).*

*Déjà, au début de cette même dernière semaine, Israël a renforcé encore davantage les restrictions sur les mouvements palestiniens et les droits de résidence à Jérusalem-Est, fermant le dernier passage dans le mur à Ar-Ram, banlieue de la ville. Ce qui signifie que des dizaines de milliers de Palestiniens sont maintenant coupés de la ville et que ceux qui ont l'autorisation devront maintenant entrer dans la ville par le nord, en passant par le check-point de Qalandiya (...).*

*Vus comme un ensemble, ces événements en Cisjordanie sont bien plus significatifs que les questions qui bénéficient de la plus grande attention actuellement, comme les négociations de trêve avec le Hamas ou les discussions sur un éventuel accord d'échange de prisonniers (...).*

*Le Hamas n'est pas le début ni la fin de ce conflit, un mouvement qui n'est là que depuis les trente dernières des soixante années d'Israël. La charte du Hamas n'est pas un manifeste national palestinien, et elle n'est même pas particulièrement centrale pour l'organisation aujourd'hui. Avant que le Hamas n'existe, Israël colonisait les territoires occupés et maintenait un régime exclusivement ethnique. Si le Hamas disparaît demain, la colonisation israélienne ne disparaîtra certainement pas (...).*

Dans la suite de son article, Ben White indique que les Palestiniens n'avaient aucune illusion sur l'issue des élections israéliennes, la totalité des partis israéliens prônant dans leur campagne la poursuite et la consolidation de la colonisation, ce qui fera dire au journal palestinien *al Hayat al Jadidat* que la seule différence entre les partis israéliens est leur nom.

Poursuivant son analyse, Ben White note :

*« (...) La solution à deux Etats est devenue (...) un slogan vide de sens, dissimulant l'absorption par Israël de toute la Palestine-Israël et le confinement des Palestiniens dans des enclaves (...).*

*Le fait que la réalité de la Cisjordanie signifie la fin de l'hypothèse de "deux Etats" a commencé à être repris par des commentateurs libéraux et du courant dominant aux Etats-Unis, dans le sillage des élections israéliennes. Juan Cole, professeur d'histoire et blogueur, a récemment souligné que ne restent actuellement que trois options pour Palestine-Israël : l'apartheid, l'expulsion ou un Etat (...).*

*Il est impossible d'imaginer les Palestiniens acceptant un jour un "Etat" dessiné par les contours du mur d'Israël, déconnecté non seulement de Jérusalem-Est, mais même d'autres parties de lui-même. C'est pourtant l'essence de la "solution" avancée par les dirigeants israéliens, au-delà des programmes des partis. »*

Cette longue citation a plusieurs intérêts : tout d'abord, de confirmer, si besoin était, que la solution intégrant la perspective d'un seul Etat est aujourd'hui largement sur le devant de la scène. D'où, d'ailleurs, la défensive de Shimon Pérès. Cependant, le retrait, la faillite de la prétendue solution des deux Etats — prônée de fait, faut-il le rappeler, depuis 1947 — est-elle uniquement le fruit de la politique d'israélisation de la Cisjordanie ? Ce serait vite oublier les revendications de près de 5 millions de réfugiés palestiniens, ainsi que le combat des Palestiniens de l'intérieur contre les discriminations. Pour la IVe Internationale, le refus de la séparation est lié au refus d'une politique qui vise à diviser les peuples entre eux pour mieux en piller les richesses, à démanteler tous les acquis sociaux consignés dans les statuts, normes, conventions qui empêchent l'exercice sans entrave de l'exploitation capitaliste.

---

#### POURQUOI PARLONS-NOUS DE RÉVOLUTION PALESTINIENNE ?

---

Depuis vingt ans, l'ex-URSS a été disloquée et une partie de son territoire est en situation de guerre. L'Irak a été ravagé par un embargo meurtrier et par l'intervention militaire américaine avec l'objectif de disloquer son territoire en plusieurs micro-Etats "ethniques". La Fédération yougoslave au centre de l'Europe a été détruite par une guerre menée directement par l'OTAN. L'Afghanistan, qui doit subir l'arrivée de 17 000 soldats américains supplémentaires envoyés par Obama, est plongé dans le chaos. Le Pakistan est menacé de dislocation, l'Iran est sous la menace d'une intervention militaire. Mais l'offensive de l'impérialisme se heurte dans tous les domaines à la résistance des peuples. Aux Etats-Unis mêmes, l'immense espoir de changement que la classe

ouvrière a porté dans l'élection d'Obama (et cela indépendamment de la politique libérale prônée par Obama) est une marque de cette résistance. Il en va de même de la situation ouverte en Amérique latine, notamment au Venezuela, en Bolivie, mais également des mobilisations en Europe, comme en Grèce, comme en France, comme en Irlande avec le vote massif en faveur du non au traité de Lisbonne et à l'Union européenne, mais aussi dans les Caraïbes, où la population de Guadeloupe et de Martinique se soulève contre des conditions d'existence issues directement du colonialisme. En cherchant à défendre leur souveraineté nationale, c'est-à-dire le cadre dans lequel sont inscrits et consignés leurs droits et acquis, produits de décennies de lutte de classes, et cadre de la constitution de futurs gouvernements ouvriers et paysans, seuls capables de répondre aux exigences de survie, les classes ouvrières et les peuples se confrontent directement à l'impérialisme. Le mouvement de la révolution palestinienne est une des expressions les plus élevées à l'échelle internationale de cette volonté des peuples de se défendre.

Depuis 60 ans, le mouvement national palestinien représente le combat organisé des réfugiés qui veulent retourner chez eux, ébranlant l'ordre mondial issu de la Seconde Guerre mondiale, dont un des premiers actes, en 1947, fut de voter la partition de la Palestine. Depuis 60 ans, malgré les trahisons et renoncements, les plans de "paix" successifs, les guerres, les massacres, la répression, le peuple palestinien dans sa totalité, qu'il soit à Gaza, en Cisjordanie, dans les frontières de 1948, dans les camps de réfugiés au Liban, en Syrie, en Jordanie, comme dans le monde entier, ne cesse de réclamer son droit à la nation. La question du droit au retour de tous les réfugiés, de la reconstruction des villages détruits depuis le début de la Nakba est indissociablement liée à l'exigence démocratique de la constitution d'un seul Etat sur tout le territoire historique de la Palestine, dans lequel tous les citoyens auraient les mêmes droits. C'est pourquoi, dans le cadre de l'offensive générale de l'impérialisme contre tous les peuples et les classes ouvrières, il faut frapper brutalement, écraser face contre terre le peuple palestinien, pour indiquer à

tous les peuples du monde que le droit à la souveraineté et à la nation est interdit par la domination de l'impérialisme mondial. Comme tous les peuples du monde, le peuple palestinien n'aurait d'autre choix que d'accepter les plans préparés par le gouvernement américain, sous couvert de l'ONU : voter comme il faut, accepter de vivre dans des bantoustans, renoncer à ses droits. Le dernier avatar en date de cette volonté d'étouffement, l'Autorité palestinienne, conformément aux fondements des accords d'Oslo qui lui ont donné naissance en 1993, met en œuvre la défense d'Israël et sombre dans la corruption et la collaboration avec l'occupant sioniste.

Exigeant l'arrêt des massacres et un cessez-le-feu immédiat, la déclaration de la IV<sup>e</sup> Internationale du 30 décembre 2008 se concluait en réaffirmant plusieurs principes fondamentaux :

*« (...) Il n'est pas d'autre voie pour éviter l'engrenage d'une guerre sans fin s'étendant à toute la région, et pour établir enfin la paix fondée sur le respect du droit des peuples, que de revenir sur la partition par la force de la Palestine imposée par l'ONU et tous les gouvernements en 1947-1948.*

*Il n'y aura pas de paix tant que le peuple palestinien sera condamné à l'exil dans des camps disséminés dans toute la région, à être parqué dans ces prisons à ciel ouvert que sont Gaza et la Cisjordanie, ou à n'être que citoyen de seconde zone dans les frontières de l'Etat d'Israël.*

*Le droit au retour du peuple palestinien sur les terres qui sont les siennes est un droit imprescriptible. Un droit qui ne pourra jamais trouver sa place et son accomplissement dans les frontières d'un ou deux prétendus Etats à Gaza ou en Cisjordanie entourée d'un mur de huit mètres de haut et de barbelés, lardée de check-points de l'armée israélienne et grignotée de manière incessante par de nouvelles colonies d'occupation.*

*Un droit incompatible avec l'existence d'un Etat théocratique fondé sur la terreur et la prétention de ne reconnaître qu'aux seuls Juifs le droit de vivre en Palestine. Un Etat qui maintient dans ses frontières 1,5 million de ses habitants comme des individus de seconde catégorie, sans droits parce qu'ils sont Arabes.*

*La position de la IV<sup>e</sup> Internationale, formulée en 1947-1948, revêt aujourd'hui une actualité plus brûlante que*

*jamais : il n'est pas d'autre solution conforme à la démocratie et au droit de tous les peuples à la liberté, l'indépendance et la souveraineté, que le rejet de la partition, "la lutte pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée constituante" (La Vérité, novembre-décembre 1947).*

*La IV<sup>e</sup> Internationale lance un appel à tous les travailleurs, à tous les partisans de la démocratie et du droit des peuples à la souveraineté, à unir leurs forces dans le monde entier pour exiger :*

*Droit au retour de tous les réfugiés palestiniens !*

*Assemblée constituante souveraine !*

*Un seul Etat, une seule Palestine libre, laïque et démocratique réunissant à égalité de droits les composantes arabe et juive ! »*

Nous opposons la seule solution démocratique : un seul Etat pour tous à la séparation ethnique. Tzipi Livni, dirigeante du parti sioniste Kadima, ancienne acolyte d'Ariel Sharon, principale ambassadrice américaine au Moyen-Orient et organisatrice de l'offensive contre la population de Gaza, est présentée comme une "colombe" et parle de paix à travers la mise en œuvre de la "solution" des deux Etats. En Europe, comme dans le monde entier, cette prétendue solution est invoquée comme la seule issue possible par la totalité des gouvernements et forces politiques liées aux régimes en place. Pourquoi ? Parce que la partition comme toutes les formes de dislocation des nations sont les instruments de la politique de l'impérialisme, qui cherche à diviser les peuples entre eux pour mieux en piller les richesses. L'exigence d'un seul Etat sur tout le territoire de la Palestine, avec les droits égaux pour ses citoyens quelle que soit leur origine "ethnique", pose de manière concrète la question de la nation souveraine, qui est contradictoire avec le maintien de la domination de l'impérialisme. Cette question se trouve posée pour tous les pays, dans tous les continents, et c'est en ce sens que la question palestinienne se trouve au cœur des développements mondiaux et nationaux.

---

**LE COMMUNAUTARISME  
ET L'UNITÉ NATIONALE  
CONTRE LES TRAVAILLEURS  
ET LA JEUNESSE DU MONDE ENTIER**

---

A Tel-Aviv, le 3 janvier, à l'appel de 27 organisations, plus de 10 000 Juifs israéliens manifestaient pour un cessez-le-feu immédiat et pour la levée de l'embargo. Selon les organisateurs, eux-mêmes surpris par le nombre important de manifestants,

*"Une semaine après la dernière guerre du Liban (été 2006), nous ne parvenons qu'à mobiliser 1 000 manifestants. Le fait est qu'aujourd'hui 10 000 sont venus, prouvant que l'opposition à la guerre est plus forte à présent."*

Dans le même temps, 100 000 Palestiniens de l'intérieur, avec de nombreux Juifs israéliens, manifestaient à Sakhnin, en Galilée, pour les mêmes revendications. A Ramallah et dans toute la Cisjordanie occupée, plusieurs milliers de Palestiniens manifestaient pour soutenir leurs frères de Gaza. Les protestations contre l'opération militaire israélienne ont connu une ampleur sans précédent, notamment auprès de militants, intellectuels, citoyens d'origine juive refusant que de tels actes de barbarie se fassent en leur nom. Il ne s'agit pas dans cet article de recenser toutes ces prises de position, dont le contenu pourrait être résumé par la déclaration de lord Gerald Kaufman, dirigeant travailliste britannique, à la Chambre des lords, le 12 janvier 2009 :

*"Mes parents sont venus en Angleterre en tant que réfugiés de Pologne. La plupart des membres de leur famille ont été par la suite assassinés par les nazis lors de l'Holocauste. Ma grand-mère était malade et alitée lorsque les nazis sont venus chez elle, à Staszow. Un soldat allemand la tua dans son lit. Ma grand-mère n'est pas morte pour permettre aux soldats israéliens d'assassiner des grands-mères palestiniennes à Gaza. Le gouvernement israélien actuel exploite de manière impitoyable et cynique la culpabilité entretenue parmi les non-Juifs du massacre de Juifs pendant l'Holocauste pour justifier l'assassinat de Palestiniens (...).*

*Sur Sky News, il y a quelques jours, la porte-parole de l'armée israélienne, le*

*major Leibovich, a été interrogée à propos du nombre de morts résultant de l'intervention israélienne, qui se montait alors à 800 Palestiniens — le total a maintenant atteint les 1 000. Elle répliqua immédiatement : 500 d'entre eux étaient des activistes. C'est là la réponse d'un nazi. Je suppose que les Juifs qui combattaient pour leur vie dans le ghetto de Varsovie pouvaient être désignés comme des activistes (...).*

*Quel que soit le nombre de Palestiniens que les Israéliens assassineront à Gaza, ils ne pourront résoudre ce problème existentiel par des moyens militaires. Dès que les combats cesseront, de quelque manière que ce soit, il y aura toujours 1,5 million de Palestiniens à Gaza et 2,5 millions en plus en Cisjordanie. Ils sont traités comme des chiens par les Israéliens, avec des centaines de barrages routiers et les ignobles résidents des implantations.*

*Il est temps pour notre gouvernement de préciser au gouvernement israélien que sa conduite et sa politique sont inacceptables, et d'imposer un embargo total des armes vers Israël. Il est temps de faire la paix, mais une paix véritable, pas une solution imposée par la conquête, ce qui est le véritable but d'Israël, mais qu'il lui est impossible de réaliser. Ce ne sont pas seulement des criminels de guerre, ils sont fous."*

Dans plusieurs pays d'Europe, contre le mouvement qui se constituait dans la classe ouvrière et la jeunesse pour marquer leur opposition à la guerre et aux bombardements, les gouvernements, leurs médias et les partis liés à l'ordre établi ont cherché à dresser le piège du communautarisme pour éviter des prises de position indépendantes, présentant le conflit comme religieux ou ethnique, comme la marque d'une opposition entre Juifs et Arabes qui serait irréversible (il faudrait donc les séparer pour enfin régler les problèmes). Partout, les représentants des "communautés" juive et musulmane ont été reçus avec l'objectif de mettre en avant et d'utiliser leur opposition. En France, notamment, cela a été rendu possible par la trahison des chefs des partis "d'opposition" qui ont activement fait obstacle à ce que le mouvement ouvrier, avec ses organisations, organise pratiquement et encadre les manifestations contre les massacres, cherchant ainsi à pousser les dizaines de milliers de travailleurs

d'origine immigrée, partie intégrante de la classe ouvrière du pays, vers leur "communauté". Contre le communautarisme, pour l'unité des travailleurs et de la jeunesse, le Parti ouvrier indépendant, dans lequel militent en France, à égalité avec tous les autres adhérents, les membres de la IV<sup>e</sup> Internationale, a pris ses responsabilités. Nous citerons ici la totalité de l'éditorial du journal *Informations ouvrières*, n° 28, du 8 janvier 2009, signé par Daniel Gluckstein, l'un des quatre secrétaires nationaux du POI :

*« A l'heure où ces lignes sont écrites, douze jours d'intervention militaire israélienne à Gaza ont fait plus de 600 morts, pour la plupart des civils. Appuyé ouvertement par Bush et le président en exercice de l'Union européenne, le Tchèque Klaus, et soutenu de fait par Sarkozy, Olmert proclame que l'agression va durer encore très longtemps.*

*Gaza bombardée, affamée, asphyxiée... Il y a urgence à arrêter le bras meurtrier. Dès le 28 décembre, le communiqué des secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant a appelé à la mobilisation pour l'arrêt immédiat de l'intervention militaire à Gaza, pour la levée du blocus, pour que soit garanti au peuple palestinien comme à tous les peuples le droit à la liberté, à la paix et à la justice !*

*Sur ces mots d'ordre, le Parti ouvrier indépendant a pris part aux manifestations organisées à Paris et dans la plupart des grandes villes de France.*

*Ici commence une inquiétante opération de politique "intérieure" : des responsables, et non des moindres, accréditent la thèse d'un affrontement "communautaire" aussi imminent qu'inévitable entre "Arabes" et "Juifs". Halte-là ! Danger ! Se dresser contre la menace d'anéantissement de tout un peuple, affirmer son droit à disposer, comme tous les autres peuples, de la liberté, de la justice et de la souveraineté, ce n'est pas affaire de "communautés". Pas plus que la solidarité avec l'Espagne républicaine en 1936, avec les Juifs persécutés par les nazis pendant la guerre ou avec le peuple algérien luttant pour sa liberté contre le colonialisme français n'était affaire de "communautés".*

*C'est d'internationalisme ouvrier qu'il s'agit. Il revient au mouvement ouvrier, une fois encore, de prendre toutes ses responsabilités. C'est ce que dit la lettre adressée le 5 janvier par nos secrétaires*

*nationaux aux partis et organisations se réclamant du mouvement ouvrier et de la démocratie.*

*Dans le communiqué du 28 décembre, les secrétaires nationaux du POI rappelaient que, pour le POI, "la lutte contre la guerre est liée à la lutte contre l'exploitation". C'est un fait que, dans le monde entier, les cercles dirigeants de la classe capitaliste poussent à la guerre, à la dislocation des nations et aux affrontements prétendument communautaires... pour mieux faire passer leurs plans anti-ouvriers.*

*La classe ouvrière et la jeunesse refusent et refuseront de se laisser diviser. Certes, on ne saurait assimiler la guerre de destruction contre les peuples et la "guerre" de destruction des emplois, des usines, des droits ouvriers contre les travailleurs et la jeunesse dans notre pays. Mais toutes deux plongent leurs racines dans un même terreau : la crise de décomposition du régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production.*

*"Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage", disait naguère Jean Jaurès. La lutte contre la guerre et la lutte contre l'exploitation sont l'affaire du mouvement ouvrier. L'une et l'autre mettent à l'ordre du jour son unité et son indépendance (1).*

*(1) En tournée au Proche-Orient, Sarkozy cherche à sceller l'union sacrée, comme il le fait pour ses contre-réformes en France. Comment comprendre que le porte-parole du PS, Benoît Hamon, déclare "approuver" la démarche de Sarkozy, tandis que le PCF déclare que "Sarkozy doit montrer que la France est capable de choix politiques courageux" ? »*

Nous sommes aux côtés de la résistance du peuple palestinien. En France, aux Etats-Unis, au Brésil, cette aide passe par le combat, dans chaque pays, contre tous ceux et celles qui, par des combinaisons diverses, en réalité, justifient ou exonèrent l'agresseur de ses responsabilités. Les directions du mouvement ouvrier à l'échelle internationale portent une responsabilité considérable dans ce qui s'est passé en Palestine. Et cette responsabilité prend aussi la forme de vouloir pousser au communautarisme et à l'affrontement. En Europe, la défense de la Palestine serait donc une affaire d'Arabes ou de musulmans. Il serait bien normal qu'ils soient solidaires, et les ouvriers d'origine euro-

péenne, “chrétiens” par définition, n’auraient qu’un rapport très lointain avec le sort du peuple palestinien. Honte à ceux qui ont alimenté une telle campagne.

Les travailleurs du monde entier, par millions, se sont dressés pour la défense de Sacco et Vanzetti à la fin des années 1920. Ils se sont dressés par millions aux côtés de l’Espagne républicaine. Ils se sont dressés contre le nazisme, ils se sont dressés pour la défense des peuples combattant pour leur émancipation nationale, contre la guerre du Vietnam, et ils ne se dresseraient pas contre la barbarie en Palestine ?

Sur le plan international, pourquoi le soutien aux revendications palestiniennes, la défense de la révolution palestinienne ne relèveraient-ils pas de la responsabilité de la classe ouvrière ? C’est en ce sens que l’on peut citer ici la résolution exigeant l’ouverture immédiate des points de passage vers la bande de Gaza, adoptée à l’unanimité moins deux abstentions par la commission exécutive de l’union locale de l’AFL-CIO de San Francisco, le 26 janvier 2009 :

*« Considérant que la commission exécutive de l’union locale de San Francisco du 12 janvier 2009 a adopté une résolution sur la situation à Gaza qui, dans son premier point, constatait que “le Conseil de sécurité des Nations unies (...) a demandé l’ouverture des points de passage” et ensuite apportait son soutien “à la demande du Conseil de sécurité des Nations unies (...) de répondre aux graves besoins humanitaires et économiques de la population de Gaza” y compris par l’ouverture des frontières.*

*Considérant que le 23 janvier, suite à l’accord de cessez-le-feu, le gouvernement d’Israël a annoncé qu’il “n’envisageait pas dans l’immédiat” d’ouvrir les points de passage vers la bande de Gaza (Source : Financial Times, 23 janvier 2009).*

*Considérant que les trois semaines de bombardements sur Gaza et l’invasion terrestre par les forces armées israéliennes ont causé, selon des responsables des Nations unies, la mort de 1 337 personnes, dont 40 % de femmes et d’enfants âgés de moins de 18 ans, à quoi il faut ajouter 5 000 civils blessés, dont beaucoup resteront infirmes à vie.*

*Considérant que, selon le New York Times (17 janvier 2009), on estime que 35 % des infrastructures de Gaza ont été*

*détruites lors de l’attaque militaire (avec des dommages s’élevant à 3 milliards de dollars), ce qui laisse les deux tiers du pays presque entièrement privé d’électricité, plus de 500 000 personnes sans eau potable, alors que les égouts se déversent à ciel ouvert dans toute la bande de Gaza et que les hôpitaux ne peuvent pas fonctionner par manque d’électricité et de pièces de rechange pour leurs groupes électrogènes.*

*Considérant que la crise humanitaire à Gaza ne s’est pas apaisée avec l’accord de cessez-le-feu entre le Hamas et Israël, mais, au contraire, s’aggrave de jour en jour avec le risque de voir d’autres milliers de personnes mourir à cause des conditions insalubres qui règnent et du manque d’infrastructures essentielles pour assurer les besoins élémentaires de la population.*

*Considérant qu’on ne peut apporter de remède à cette crise humanitaire que vit Gaza sans que tous les points de passage soient ouverts, car la levée du blocus de la bande de Gaza par Israël est nécessaire pour les secours et pour l’effort de reconstruction ; les infrastructures civiles du territoire ont été en grande partie détruites pendant les trois semaines qu’a duré l’offensive israélienne et, faute de matériaux de construction et d’équipements, on ne peut pas espérer reconstruire le réseau de distribution d’eau, d’électricité et le réseau des égouts, ainsi que les logements individuels et les bâtiments gouvernementaux (Source Tobias Buck : “Israël lance un avertissement : il ne rouvrira pas les points de passage vers Gaza”, Financial Times, 23 janvier 2009).*

*Considérant que les gouvernements du monde entier ainsi que les organisations des droits de l’homme — depuis l’OCHA (bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires) jusqu’à de grandes organisations des droits de l’homme en Israël même, en passant par Amnesty International — réclament l’ouverture immédiate des frontières d’Israël avec Gaza pour permettre aux secours de passer et à la reconstruction de démarrer le plus vite possible.*

*L’union locale de San Francisco réitère son appel au gouvernement israélien pour qu’il ouvre immédiatement les points de passage vers la bande de Gaza, afin que le peuple palestinien de Gaza reçoive l’aide humanitaire et l’aide à la reconstruction dont il a un urgent besoin, ce qui permettra de lui épargner des*

*souffrances et des épreuves supplémentaires.*

*Décide d'adresser un exemplaire de cette résolution à toutes les sections affiliées à cette union locale, ainsi qu'à la fédération de Californie, à l'AFL-CIO et à Change to Win, en leur demandant d'adopter une résolution allant dans le même sens. »*

A l'inverse de cette ligne politique, nous avons vu les dirigeants du SU (LCR-NPA en France), des partis communistes et socialistes, de prétendus anarchistes et d'autres dire qu'il fallait agir pour que s'arrêtent aussi bien les tirs de roquettes du Hamas que l'agression israélienne, renvoyant honteusement dos à dos agresseur et agressés.

Sur ce point, arrêtons-nous un instant. Il ne s'agit pas d'hypocrisie ni d'une méconnaissance des intentions stratégiques israéliennes. Défendre la prétendue solution des deux Etats conduit de manière consciente ou non à chercher des justifications à la "séparation ethnique" et à faire l'impasse sur la réalité de la situation en Palestine. En outre, revendiquer "deux Etats" revient à reconnaître l'ensemble des concessions faites jusqu'à présent par le Fatah depuis son intégration dans le "processus de paix" : l'acceptation de miettes de territoire représentant moins de 12 % de la Palestine historique, la reconnaissance du "droit d'Israël de se défendre" et la participation active à cette mise en œuvre.

Comment peut-on présenter à responsabilité équivalente les belligérants ou renvoyer dos à dos les uns et les autres ? Le courant *The Militant*, quant à lui, se prononce pour "*la fin des attaques terroristes futiles contre les populations civiles de Sderot*" (notons la qualification de "terroriste"), estimant que "*la direction de la résistance doit armer les masses palestiniennes et organiser des comités de défense régionale dans chaque ville et village*", pour conclure par la proposition d'une "Fédération socialiste du Moyen-Orient". Ici, on donne des points, on fait la leçon, on parle d'une "*direction de la résistance*" sans la définir. De plus, parler d'une telle "Fédération socialiste" sans revendiquer la solution d'un seul Etat revient à prétendre que l'Etat d'Israël, créé par l'impérialisme sur la base de

l'oppression et du massacre du peuple palestinien, pourrait devenir socialiste.

---

## LE PEUPLE PALESTINIEN A LE DROIT DE SE DÉFENDRE

---

La journaliste israélienne Amira Hass, largement publiée et traduite sur Internet, a écrit dans la presse israélienne le 14 janvier que "*l'histoire n'a pas commencé avec les roquettes Qassam. Mais pour nous, les Israéliens, l'histoire commence toujours lorsque les Palestiniens nous font mal.*" Force est de constater que cette remarque ne concerne pas que les Israéliens...

Au moment où le peuple palestinien à Gaza est victime d'une agression exterminatrice, la classe ouvrière est inconditionnellement aux côtés du peuple palestinien et de toutes ses composantes. Au nom de quoi le peuple palestinien n'aurait-il pas le droit de se défendre et de combattre pour l'expropriation des expropriateurs ? A Gaza, les Palestiniens de toutes tendances, de toutes sensibilités et affiliations, n'ont eu d'autre choix que de combattre côte à côte, les armes à la main, tout simplement pour sauver leurs familles, leur quartier, pour se sauver eux-mêmes. Le contexte est celui-ci : soixante ans d'oppression, la plus longue occupation militaire de l'histoire contemporaine, en face d'un régime israélien qui n'a jamais cessé de réduire la Palestine, d'en voler la terre, de menacer, liquider ses habitants, ses biens, au nom d'un prétendu droit ancestral ou d'une revanche sur les camps de concentration nazis.

Ce ne sont pas les Palestiniens qui ont jeté les populations juives d'Europe dans les chambres à gaz ou refusé de bombarder les lignes de chemin de fer qui conduisaient à Auschwitz.

Comment ne pas évoquer Gaza comme étant le ghetto de Gaza ? Comme l'ont fait dans la période récente des militants, intellectuels, hommes politiques juifs (nous avons cité Gerald Kaufman et Stéphane Hessel parmi les centaines de prises de position équivalentes), le lien entre les combattants de Gaza et les combattants du ghetto de Varsovie vient à tous

les esprits. Comment ne pas faire le rapprochement entre ces enfants qui lèvent les bras, terrorisés par la soldatesque israélienne aujourd'hui à Gaza, et les enfants qui levaient les bras dans le ghetto de Varsovie ? L'élément commun entre les deux situations, c'est la barbarie d'un régime qui "porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage", c'est la décomposition de la propriété privée des moyens de production, qui signifie la destruction de tous les peuples. Le combat héroïque de ceux qui se sont dressés dans le ghetto de Varsovie, c'est le combat héroïque de ceux qui combattent à Gaza, qui résistent tous les jours en Cisjordanie. C'est le combat des peuples qui ne veulent pas se laisser détruire.

La politique de l'impérialisme n'est pas sans conséquence sur les populations juives elles-mêmes, prises au piège de la décomposition meurtrière de l'Etat dans lequel elles vivent, et dont le niveau de vie ne cesse de se détériorer pour l'immense majorité. Pour la psychologue d'origine israélienne Avigail Abarbanel, qui vit aujourd'hui en Australie,

*"les problèmes sociaux d'Israël se sont aggravés de manière exponentielle ces quinze dernières années. L'Israël d'aujourd'hui, c'est un Israël qui est bien différent de celui où j'ai grandi."*

Mais n'est-ce pas dans ses fondements mêmes que la décomposition de l'Etat hébreu était inscrite ? A. Abarbanel poursuit :

*"Il y règne plus de crime violent et organisé que par le passé, et il y a plus de violence domestique et de maltraitance à enfants que jamais. Il y a plus de drogue en circulation, et plus de consommation, et ils ont aussi des gens bourrés au volant, chose que je n'avais jamais connue quand j'habitais encore dans ce pays. Cela trouve un écho dans les rapports officiels, et aussi dans la presse quotidienne (...)."*

Le journal français *Le Monde* (7 février), parlant de la baisse drastique des allocations familiales en Israël, cite un juriste spécialisé en droit social, nommé Ofer Sitbon :

*"Aujourd'hui, un tiers de la population n'a pas les moyens de se payer les médicaments dont elle a besoin et la moitié ne dispose d'aucune retraite (...)."*

Si, aujourd'hui, l'argument fallacieux et historiquement absurde du "droit au retour des Juifs" sur la terre de leurs ancêtres est toujours mis en avant, il est clair que d'autres éléments, bien plus matériels, soutiennent l'intérêt américain dans la région et motivent les dirigeants sionistes. Comme l'indique Naomi Klein, dans son livre *La Stratégie du choc*,

*"l'instabilité dans le monde génère des profits énormes dans le secteur de la haute technologie sécuritaire. Des années avant que les entreprises américaines et européennes saisissent le potentiel du boom mondial de la sécurité, les firmes technologiques israéliennes étaient activement les pionnières de cette industrie, et elles continuent de dominer le secteur aujourd'hui."*

Avec le grand avantage, note Naomi Klein, d'avoir toutes les possibilités pour expérimenter sur place en grandeur nature l'efficacité de leurs produits. En 2006, Israël était le quatrième plus grand producteur d'armes dans le monde, devant le Royaume-Uni.

Les accords d'Oslo de 1993, formalisant comme nous l'avons vu le fait que la direction de l'OLP renonçait définitivement au combat pour la libération de tout le territoire de la Palestine, sont à l'origine de la situation de décomposition qui a abouti à la dislocation du mouvement national palestinien. La fonction essentielle de l'Autorité palestinienne et de son président, répétons-le, est de mettre en œuvre les exigences des accords d'Oslo et de réprimer les Palestiniens au nom de la sécurité de l'Etat hébreu, tant et si bien que, dans les six derniers mois, la police palestinienne (armée, équipée et entraînée par l'armée américaine) a arrêté plus de militants palestiniens que l'Etat d'Israël lui-même, démontrant ainsi sa bonne volonté. En Cisjordanie, plus de 600 dirigeants du Hamas, organisation dont la vocation n'est autre que de diriger l'Autorité palestinienne à la place du Fatah, sont en prison.

Aujourd'hui, des militants, des dirigeants du Fatah ou des organisations constitutives de l'OLP, malgré les menaces et la répression, dénoncent la direction de l'Autorité. Certains considèrent que le mouvement national palestinien, pour continuer le combat, doit revenir à

ses principes fondateurs. Ce débat ne fait que commencer.

C'est la politique de soumission aux intérêts de l'impérialisme et du sionisme qui a abouti à l'explosion de l'OLP et ouvert la voie au développement de mouvements comme le Hamas. De leur soumission, l'OLP et le Fatah n'ont obtenu que l'aggravation de la répression israélienne. Du déclenchement de la deuxième Intifada, en septembre 2000, à l'élection majoritaire du Hamas à Gaza, en janvier 2006, l'armée israélienne a mené une offensive permanente contre l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat, puis de Mahmoud Abbas, contre ses infrastructures, épargnant systématiquement les islamistes du Hamas et du mouvement Djihad islamique, mis à part quelques exécutions ciblées. On sait que le mouvement Hamas a été propulsé par l'Etat d'Israël, qui a encouragé son développement avec l'objectif de s'opposer à l'existence de l'OLP, dont les fondations politiques démocratiques, consignées dans ses premières chartes, bien qu'officiellement reniées, demeurent inadmissibles aux yeux des forces d'occupation.

Un des objectifs de l'Etat d'Israël a toujours été la liquidation de toute représentation politique palestinienne. Lors des dernières élections législatives de l'Autorité palestinienne, qui eurent lieu sous contrôle d'observateurs internationaux, dont l'ancien président américain Jimmy Carter, les masses palestiniennes, pour manifester leur refus d'une Autorité corrompue au service des sionistes — et non pas parce que les Palestiniens sont islamiques —, ont porté leur vote majoritaire sur les candidats du Hamas. C'est le rejet de cette politique de soumission qui est à l'origine de la situation de crise du mouvement national palestinien.

Nombre de militants cherchent à se réappropriier les éléments constitutifs du mouvement national palestinien, qui est le mouvement politique des réfugiés qui veulent retourner chez eux ; ils considèrent que la division du mouvement national palestinien a commencé avec les premiers pourparlers qui devaient conduire à la signature des accords d'Oslo, dont une des conditions fut l'abandon par Arafat de la charte de l'OLP.

Un débat s'ouvre dans le mouvement national palestinien, qui refuse de manière de plus en plus large et ouverte la prétendue solution des "deux Etats", car elle consigne la totalité des concessions qui ont abouti au désastre actuel. En outre, et tout le monde le sait, "deux Etats", ou trois, ou quatre... posent la question du renoncement au droit au retour et de l'avenir des camps de réfugiés, tout comme de l'avenir des Palestiniens de l'intérieur frappés par la ségrégation raciale.

Peut-il y avoir démocratie avec des camps de réfugiés, une législation raciste et discriminatoire, des troupes d'occupation ? L'instauration d'une démocratie politique pour tous les Palestiniens implique le droit de se déplacer, de circuler, le droit aux familles séparées de se réunir, le droit au retour inconditionnel de tous les réfugiés sur les terres dont ils ont été chassés depuis 1948.

L'instauration d'une démocratie politique implique l'établissement du cadre qui permettra l'expression pleine et entière de l'égalité des droits de tous ceux qui veulent vivre sur la même terre, c'est-à-dire la constitution d'un seul Etat, laïque et démocratique, sur toute l'étendue de la Palestine historique, avec ses deux composantes arabe et juive.

**François Lazar**

### **Extrait de la résolution adoptée par le secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale (21 janvier 2009)**

« La guerre d’extermination engagée à Gaza contre le peuple palestinien se poursuit, avec ou sans cessez-le-feu. Il s’agit d’une guerre contre toute la classe ouvrière dans le cadre de la décomposition du régime capitaliste à l’échelle mondiale. Elle sonne comme un avertissement adressé à tous les peuples du monde.

Indiscutablement, une étape a été franchie dans le déchaînement de la contre-révolution impérialiste et barbare, prenant la forme de la guerre exterminatrice contre le peuple palestinien, révélant à nouveau la vitalité et la profondeur de la révolution palestinienne, qui, malgré 60 ans d’une histoire tragique, ne capitule pas et concentre de ce fait le contenu de la révolution mondiale.

Malgré les pertes qu’elle a subies, la révolution palestinienne ne sort pas défaits des massacres atroces des dernières semaines, car la folie meurtrière de l’État d’Israël — instrument de l’impérialisme américain — a encore élargi et approfondi à l’échelle mondiale l’indignation des masses ouvrières contre lui. Cette indignation, qui s’est exprimée malgré tout dans des manifestations de masse, s’est heurtée à la collaboration honteuse des directions officielles du mouvement ouvrier, empêchant la solidarité active de millions et de millions de travailleurs et de jeunes sur tous les continents de s’exprimer au niveau que la situation exige et au niveau où cela aurait été possible. Collaboration permettant la poursuite des massacres perpétrés par l’armée israélienne avec le soutien de l’impérialisme américain.

Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, devant le déluge de fer et de feu déclenché par l’État d’Israël, bras armé de l’impérialisme américain, une nouvelle fois, le fait marquant de la situation, c’est la révoltante servilité des dirigeants du mouvement ouvrier officiel, particulièrement dans les principaux pays impérialistes.

L’Internationale socialiste et la CSI, les fractions issues du stalinisme et le SU se sont dressés contre l’aspiration des masses à manifester contre les massacres, pour préserver l’impérialisme, bien que, dans toute une série de pays, les masses aient imposé l’unité d’action de leurs organisations. Notons en particulier ce qui s’est passé au Maroc, en Tunisie avec l’UGTT, en Algérie avec l’UGTA, les prises de position de USLAW, du PSOE, de Chavez, de Morales, du PT du Brésil...

Les appareils, renvoyant dos à dos agresseur et agressé, défendant la “sécurité d’Israël”, c’est-à-dire le cadre de la partition qui signifie la dislocation des nations, ont tout fait pour empêcher le mouvement ouvrier d’être l’axe mondial de la mobilisation contre la barbarie impérialiste.

Parce qu’il s’agit de guerre contre les peuples et les classes ouvrières, parce que guerre et exploitation sont indissociables, de toute part se multiplient les appels à “l’union sacrée”. C’est pour ces mêmes raisons que les appareils ont soutenu et appuyé les plans de sauvetage des banques, les contre-réformes destructrices qui impliquent de pousser à l’intégration les organisations syndicales, que, par leur propre mouvement, les masses cherchent à préserver (...). »

**LA VERITE****Bulletin d'abonnement**

- Un an, 6 numéros : 28 euros.
- Pli clos 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

# Sous les coups de la crise mondiale, l'Union européenne se disloque

Par Christel Keiser

Qui aurait pu imaginer, il y a encore quelques mois, que le principal journal du capital financier français, *Les Echos*, consacre un long article aux “deux scénarios de la fin de l'euro” (1), dans lequel des spécialistes évaluent les avantages et les inconvénients des deux scénarios possibles, l'un selon lequel les pays sortent les uns après les autres de la zone euro ou l'autre selon lequel la zone euro explose d'un coup ? Rappelons que l'euro et la Banque centrale européenne (BCE) ont été conçus comme des pièces maîtresses du dispositif de l'Union européenne fondée sur le traité de Maastricht. Au-delà des arguments avancés, le seul fait que *Les Echos* publie un article sur ces questions indique la profondeur de la crise de dislocation qui frappe les institutions de l'Union européenne.

C'est un fait : la crise sans précédent de décomposition du système capitaliste mondial, fondé sur la propriété privée des moyens de production, fait voler en éclats toutes les institutions de la classe capitaliste et, en particulier, celles de l'Union européenne. Et cette réalité s'impose même à ses plus chauds partisans. L'Union européenne a fait faillite, du moins sous sa forme initiale, c'est-à-dire celle qui affichait pour “raison sociale” la perspective d'une construction politique unifiée sur tout le continent.

---

## L'UNION EUROPÉENNE : UNE “CONSTRUCTION” DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

---

A plusieurs reprises, dans les précédents numéros de *La Vérité*, nous nous sommes expliqués sur les origines des institutions de l'Union européenne. Rappelons ici que, depuis le plan Marshall (2) de 1947 jusqu'au traité de Lisbonne (3), cette “construction” européenne a été bâtie dans un rapport de subordination totale à l'impérialisme américain.

D'abord conçue comme un moyen de contenir la vague révolutionnaire en Europe, la “coordination” européenne va devenir progressivement l'outil permettant à l'impérialisme américain de réduire à la portion congrue les impérialismes

---

(1) Edition du 27 février 2009.

(2) Ce plan, présenté comme une aide des Etats-Unis à la reconstruction des pays européens, stipule : “Les nations du Vieux Continent doivent se mettre d'accord sur leurs besoins et la part que chacune d'entre elles peut prendre à la mise en œuvre efficace de toute action qui pourrait être entreprise par le gouvernement américain.”

(3) Nouveau traité européen en cours de ratification, reprenant et aggravant la totalité des dispositions de la Constitution européenne rejetée en France et aux Pays-Bas en 2005.

concurrents en Europe (4). Pour parvenir à cet objectif, les institutions européennes, et les traités qui les fondent, empilés les uns sur les autres depuis près de 60 ans, sont devenus, au fil des ans, des outils de plus en plus coercitifs contre les travailleurs et les peuples, et même aujourd'hui contre l'existence des nations.

Insistons en particulier sur le traité de Maastricht de 1992, qui a mis en place un certain nombre d'institutions dont l'objectif était d'aller encore plus loin que les traités antérieurs dans la remise en cause de tous les droits et garanties arrachés par la lutte de classe dans le cadre de chaque nation. Il vise explicitement à suppléer aux faiblesses et carences de chaque bourgeoisie nationale dans sa propre lutte de classe contre "sa" classe ouvrière.

Cette "construction" européenne a toujours été soutenue par tous les grands partis institutionnels en Europe, y compris par les partis de "gauche" (5). Présentée comme l'unique solution pour garantir la paix, comme le seul moyen de lutter contre tous les maux auxquels les travailleurs sont confrontés, elle avait pour objectif proclamé de bâtir une Europe de "paix", de "progrès" et de "justice".

Durant la dernière période, en particulier depuis le rejet en 2005 du traité constitutionnel par les peuples français et hollandais, on a vu les travailleurs se dresser de plus en plus nombreux et de plus en plus souvent, ouvertement, contre la politique de l'Union européenne. Mais avec la crise qui frappe de plein fouet l'économie capitaliste en général, et donc l'Europe en particulier, un nouveau pas a été franchi, qui prend la forme non seulement d'une aggravation des coups portés aux classes ouvrières, mais aussi d'une amplification des processus de résistance, précipitant chaque jour davantage les institutions européennes vers la dislocation.

L'offensive est générale et renforcée, à l'est comme à l'ouest de l'Europe : on annonce plus de 18 millions de chômeurs aujourd'hui dans toute l'Europe, les tentatives de démantèlement des services publics, des régimes de Sécurité sociale, des conventions collectives et des Codes du travail se multiplient, la volonté d'intégrer les organisations syndicales se fait de plus en plus pressante. Tel est le bilan

des institutions de l'Union européenne, qui, loin de fournir un cadre protecteur, amplifie tous les effets de la crise mondiale du capitalisme et ses conséquences contre les travailleurs du continent.

De plus en plus, les institutions de l'Union européenne voient leurs fonctions réduites à une offensive de démantèlement des classes ouvrières et des nations. Dans ce cadre, les prétendus plans de relance, coordonnés ou non, constituent le seul aspect unifié de la politique de l'Union européenne. Plans qui permettent aux gouvernements d'injecter des milliards d'euros aux banquiers et aux spéculateurs, et de donner toute liberté aux patrons pour licencier.

---

### UN RISQUE D'ÉCLATEMENT DE LA ZONE EURO

---

A propos de la Banque centrale européenne (BCE), des critères de stabilité et de l'euro, lesquels, on l'a vu précédemment, sont ouvertement mis en cause, il est utile de rappeler les propos de Hans Tietmeyer en 1997, alors président de la Banque centrale allemande :

*"Avec l'euro, la valeur de la force de travail devient la seule variable d'ajustement."*

Au cours des dernières semaines, de nombreux économistes et responsables politiques se sont inquiétés d'un éventuel risque d'éclatement de la zone euro. Une dépêche de l'AFP du 21 janvier alerte :

*"Dans ce scénario noir, les pays les plus endettés pourraient être tentés de quitter la zone euro afin de pouvoir dévaluer leur monnaie, faire fonctionner leur planche à billets et être affranchis des contraintes de rigueur budgétaire de la monnaie unique."*

(4) Ce qui n'exclut pas des contradictions, à différentes étapes, entre les Etats européens eux-mêmes et les Etats européens et les Etats-Unis.

(5) Tous les partis socialistes ont soutenu, à des degrés divers, la mise en place du traité de Maastricht. Quant aux partis communistes, même si un certain nombre d'entre eux se sont opposés au traité de Maastricht, le fait est qu'ils sont pour la plupart membres du Parti de la gauche européenne (PGE), qui définit ses orientations politiques dans le cadre du respect des institutions de l'Union européenne (voir plus loin).

Jean-Claude Trichet, président de la BCE, dément immédiatement en répliquant que *“les craintes d'un éclatement de l'euro et de l'union monétaire en raison de la crise financière sont infondées”*, et précise que la monnaie unique a *“fonctionné comme une protection pour les citoyens de la zone euro”*.

Au même moment, la Commission européenne publie ses prévisions économiques pour 2009 : moins 1,9 % de croissance du PIB dans la zone euro et moins 1,8 pour l'ensemble des pays membres de l'Union européenne, 9,3 % de chômeurs pour la zone euro et 8,7 pour l'ensemble des pays membres de l'Union européenne. Encore ne s'agit-il là que de prévisions, qui sont chaque jour plus alarmantes.

Loin de protéger les citoyens, la zone euro ne fait qu'amplifier la crise. Rappelons que la mise en place de la BCE, conçue d'emblée par les traités européens comme une institution indépendante des Etats nationaux, a constitué une véritable abdication des bourgeoisies européennes et une soumission totale aux marchés financiers, eux-mêmes subordonnés aux intérêts du capital financier américain. Cette subordination ne fait que s'accroître en période de crise, où le manque de monnaie en circulation dans un Etat membre ne peut être compensé que par une diminution des coûts du travail nationaux, où les milliards offerts aux banquiers et aux spéculateurs doivent être contrebalancés par des centaines de milliers de licenciements.

Cependant, au cours des dernières années, l'offensive de destruction s'est heurtée à une résistance considérable. Les classes ouvrières, avec leurs organisations, en se dressant contre cette politique, n'ont pas permis que les directives de l'Union européenne, relayées par les gouvernements, aboutissent aux résultats souhaités — même si elles ont porté des coups majeurs.

Afin de permettre aux gouvernements de renflouer les banques, la BCE, au début de l'année 2009, n'a pas eu d'autres choix que de lâcher momentanément la bride. Ainsi, Jean-Claude Trichet a expliqué que les gouvernements européens peuvent aménager des *“marges de manœuvre”* face aux *“situations exception-*

*nelles comme celles que nous vivons”* (6). Mais, quelques semaines plus tard, le 18 février, la Commission européenne enclenche la première étape de la procédure dite de *“déficits excessifs”* contre six pays (France, Espagne, Grèce, Irlande, Lettonie et Malte), en raison d'un dérapage important de leurs finances publiques et du fait que la lutte de classe (voir plus loin) fait obstacle au respect des exigences imposées par l'Union européenne. Le pacte de stabilité et de croissance, instauré par le traité de Maastricht, permet aux Etats de dépasser la limite fixée de 3 % en cas de grave crise, mais seulement si ce dépassement est temporaire, exceptionnel, et que le déficit reste proche des 3 %. Concernant la France, la Commission européenne considère que le déficit ne résulte pas de circonstances exceptionnelles au sens du traité et du pacte, et que, de surcroît, il n'est pas temporaire, puisqu'il devrait rester supérieur à 3 % en 2009 et 2010.

Mise en garde de Bruxelles qu'Eric Woerth, ministre français du Budget, considère *“un peu gonflée”*, car

*“à la fois Bruxelles nous dit il faut que les Etats européens combattent la crise et augmentent leurs dépenses publiques (...), puis de l'autre, attention, vous allez dépasser les déficits qui étaient prévus”* (7).

Ajoutons que le plan d'aide du gouvernement français au secteur automobile a fait l'objet de vives critiques de la part de la présidence de l'Union européenne, qui considère que ce plan comporte des mesures protectionnistes. Bien que les patrons de l'automobile aient immédiatement remis en cause l'accord passé avec le gouvernement de ne pas licencier ni de fermer de sites — PSA annonce ainsi près de 10 000 suppressions d'emplois supplémentaires —, le porte-parole de la Commission européenne, Jonathan Todd, déclare :

*“Nous sommes préoccupés par le fait qu'on demande aux sociétés françaises de ne pas fermer d'usines en France, ce qui pourrait aller à l'encontre de ce que dit le traité de l'Union européenne”* (8)...

Le traité de Maastricht interdit donc d'interdire les fermetures de sites, même

(6) AFP, 22 janvier 2009.

(7) AFP, 19 février 2009.

(8) Reuters, 13 février 2009.

de manière temporaire, même dans une période de crise (9) !

---

## IL N'Y A PAS DE BOURGEOISIE EUROPÉENNE

---

Cet épisode vérifie ce que, pour sa part, la IV<sup>e</sup> Internationale n'a cessé d'affirmer depuis des décennies, à savoir que la classe capitaliste, dans cette phase de putréfaction de l'impérialisme, est incapable de mener à bien une quelconque tâche progressiste, y compris celle qui consisterait à unir les peuples d'Europe. Dans un régime capitaliste, il n'y a pas d'Europe "unifiée", pas plus qu'il n'y a — et qu'il n'y aura pas — de "bourgeoisie européenne". Là est la limite de la prétendue construction européenne, qui vole aujourd'hui en éclats sous les coups de la crise mondiale. N'est-ce pas cette réalité qui est mise en évidence quand le Premier ministre tchèque, Mirek Topolánek, s'interroge à propos du plan de soutien français au secteur automobile :

*"Sommes-nous vraiment dans le même bateau ?"*

Certes, il existe bien un bateau commun, celui dans lequel se retrouvent, en dernière analyse, les capitalistes du monde entier, face aux travailleurs du monde entier. Mais sur un plan politique immédiat, c'est-à-dire du point de vue de l'action commune des différents gouvernements, Mirek Topolánek a raison de s'interroger sur l'existence d'un bateau commun. La multiplication des processus de paralysie, de tension, de crise au cours des derniers mois entre le président Sarkozy et la chancelière Merkel est l'expression de cette situation, chaque gouvernement cherchant désespérément à ne pas être entraîné vers le fond du fait des mécanismes communs de l'Union européenne.

Les institutions européennes sont également incapables d'unifier l'est et l'ouest de l'Europe. Ainsi, le 18 février, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Joaquín Almunia, a exprimé son inquiétude à propos de la dévalorisation soudaine de la monnaie dans un certain nombre de pays de l'Est. En effet, les économies des pays d'Europe

centrale sont très dépendantes des investisseurs étrangers. La plupart des banques de ces pays, passées sous contrôle de groupes de l'ouest de l'Europe, rapatrient aujourd'hui dans leur pays d'origine une partie des capitaux dont ils manquent. Toutes les institutions internationales tirent la sonnette d'alarme. La Banque mondiale presse les dirigeants européens d'agir pour éviter "*une nouvelle division de l'Europe*". La Lettonie et la Hongrie sont d'ores et déjà placées sous la tutelle du FMI.

L'effondrement à l'est de l'Europe entraîne des effets immédiats à l'ouest de l'Europe. Risque mis en évidence par le journal patronal *Les Echos*, qui indique :

*"Avec environ 1 000 milliards d'euros placées par leurs banques dans les pays d'Europe centrale et orientale, les pays de la zone euro n'ont aucun intérêt à voir leurs voisins s'effondrer économiquement. Car ils ne tarderaient pas à suivre le mouvement" (10).*

Impuissance à mettre en œuvre un plan de "relance" européen, impuissance à coordonner des actions communes dans un quelconque domaine... En 1926, Trotsky expliquait à propos des rapports entre l'Europe et l'Amérique :

*"L'Amérique est maintenant la force essentielle du monde capitaliste, et le caractère de cette force détermine automatiquement la situation sans issue de l'Europe dans le cadre du régime capitaliste. Le capitalisme européen est devenu réactionnaire au sens absolu du terme ; autrement dit, loin de mener les nations de l'avant, il n'est même pas capable de leur conserver le niveau de vie auquel elles avaient atteint dans le passé" (11).*

L'affirmation selon laquelle l'Europe est transformée en dominion des Etats-Unis est encore plus exacte en période de crise. D'autant plus que cette crise frappe en premier lieu le capitalisme américain,

---

(9) Depuis, s'est réuni le sommet extraordinaire des chefs d'Etat qui a tenu à clore ce débat. "*Nous n'avons identifié aucun cas de protectionnisme*", a déclaré le 1<sup>er</sup> mars le Premier ministre tchèque. Chaque Etat membre fait donc ce qu'il souhaite et aucun emploi n'est protégé de quelque manière que ce soit !

(10) Edition du 27 février 2009.

(11) "*L'Europe et l'Amérique*", discours prononcé le 15 février 1926.

qui, pris à la gorge, injecte des milliers de milliards de dollars dans une économie qui prend l'eau de toute part, et qui, de ce fait, cherche à transférer les effets de cette crise sur tous les pays du monde, et notamment d'Europe. Dans ce contexte, plus que jamais, l'Union européenne est une construction institutionnelle et politique dont le principal objectif est d'imposer aux bourgeoisies européennes les diktats de l'impérialisme dominant et de démanteler par conséquent tous les acquis des travailleurs dans chacun des pays d'Europe, allant jusqu'au démantèlement des nations elles-mêmes (voir plus loin).

Pour qui se situe du point de vue de la défense des intérêts de la classe ouvrière, et en particulier de son indépendance à l'égard de toutes les institutions du capital, cette situation met à l'ordre du jour, avec la plus grande acuité, le combat pour briser le carcan de l'Union européenne, pour démanteler le régime de la propriété privée des moyens de production, seule solution pour ouvrir la voie à de véritables relations harmonieuses entre les peuples d'Europe, aux Etats-Unis socialistes d'Europe. Seule la réalisation du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe — et dans un premier temps du mot d'ordre d'union libre des peuples libres de toute l'Europe, qui constitue une transition vers cette perspective — est capable de proposer une issue politique pour tous les peuples et les nations d'Europe.

Ces questions ont été débattues, sous une certaine forme, tout au long de la conférence ouvrière européenne des 7 et 8 février derniers, à Paris (12).

---

**“LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE  
DES OUVRIERS POUR LUTTER  
CONTRE CE SYSTÈME”**

---

La crise des institutions européennes est aiguës par les processus de la lutte de classe qui rendent l'interdiction de déroger aux critères de Maastricht de plus en plus difficile à respecter. Le quotidien patronal français *Le Figaro* (18 février 2009) indique à ce sujet :

*“Le pacte de stabilité et son inertie laissent toutefois peu de marge à l'ap-*

*préciation politique, cruciale en période de baisse d'activité et de grogne sociale.”*

De nombreux militants ouvriers ont expliqué les conditions dans lesquelles, dans chacun de leur pays, les travailleurs se dressent contre la politique destructrice de l'Union européenne. Sous une forme ou sous une autre, confrontées à cette mobilisation, les institutions de l'Union européenne cherchent à discipliner toujours davantage les classes ouvrières et à exiger de leurs organisations qu'elles se rallient aux plans de “sauvetage” nationaux.

La Pologne est membre de l'Union européenne depuis 2004. Lors de la conférence européenne, la déléguée polonaise a expliqué :

*« La catastrophe est arrivée tout d'un coup. Et tous ces pays (de l'est de l'Europe — NDLR) ont été convertis en un champ d'expérimentation pour le néolibéralisme le plus rapace (...). Cela a été une thérapie de choc durant laquelle les ouvriers ont perdu leur droit au travail — parce que, comme vous le savez, avant, il existait le droit au travail, et celui qui ne travaillait pas dans nos pays était considéré comme un parasite —, le droit au logement — on ne connaissait pas la notion de sans domicile. On a perdu le droit à la protection de la santé, santé qui était publique et accessible. Même si l'on pouvait discuter de la qualité, aujourd'hui elle n'existe plus du tout. Un projet de loi impose l'obligation de privatiser les hôpitaux. Il existe déjà des hôpitaux privés, mais ce n'est pas une obligation (...)*

*L'éducation, qui était gratuite et publique, ne l'est plus. Il existe encore des écoles publiques, mais cet enseignement ne peut tenir la concurrence avec l'enseignement privé, qui est subventionné par l'Etat et qui reçoit également des fonds privés.*

*Le droit à la retraite est également remis en cause. En Pologne, une réforme du système de retraite a obligé les travailleurs à mettre une partie de leurs cotisations dans les fonds privés de retraite, et avec la crise, cet argent a été perdu (...).*

---

(12) Conférence qui a réuni, dans le cadre de l'Entente européenne des travailleurs et à l'invitation du Parti ouvrier indépendant (POI) de France, 150 militants ouvriers de 21 pays d'Europe.

*Un camarade allemand a parlé ici de la destruction de l'industrie en Allemagne de l'Est. C'est le cas dans les autres pays ex-“communistes”. Cela a été la privatisation pour rien du tout. Tout a été racheté par le capital européen (...).*

*On nous a dit : c'est inévitable, on ne peut pas faire autrement. L'autre système a fait faillite, donc il n'y a pas d'autre choix. On nous a donné cette seule alternative : ou bien le système communiste, qui n'était pas un système où les moyens de production étaient socialisés, ils étaient uniquement étatisés. Avec la bureaucratie qui a commencé à opprimer les travailleurs, c'était un système qui n'était peut-être pas très bon, mais est-ce que la seule alternative était le système néo-libéral qu'on nous a imposé ?*

*Vous pourriez me répondre : mais c'est le syndicat Solidarité qui l'a voulu ! Mais croyez-vous vraiment que ces ouvriers, ce mouvement qui était au début un mouvement authentique de protestation (...) qui luttait vraiment pour le changement, croyez-vous vraiment qu'ils luttèrent pour la destruction de leur outil de travail, pour la destruction de leurs droits ?*

*(...) La seule perspective se trouve dans la solidarité internationale des ouvriers pour lutter contre ce système (...). Il faut penser sérieusement à un projet qui peut être réalisé par les ouvriers pour que leur énergie et leur force ne soient pas une nouvelle fois détournées et trahies. »*

Les obstacles et difficultés auxquels sont confrontés les travailleurs polonais ne sont-ils pas ceux rencontrés par tous les travailleurs en Europe ?

Ainsi, en France, la classe ouvrière s'est dressée le 29 janvier dernier, à l'appel de ses organisations syndicales. Écartant de fait le contenu discutable de la plate-forme syndicale commune, des millions de travailleurs étaient en grève et ont manifesté pour la défense de leurs revendications, au premier rang desquelles l'arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois dans la fonction publique et le retrait des contre-réformes qui visent à démanteler les services publics, notamment les hôpitaux, l'école et l'Université.

Il est frappant de constater que, dans les manifestations, de très nombreux slogans faisaient référence aux milliards donnés aux banquiers.

Lors de la conférence européenne, un délégué français faisait remarquer :

*“La mobilisation s'organise contre le projet de loi Bachelot, qui entend remettre en cause le système de santé et le statut des personnels. Dans mon département, les syndicats CGT et FO ont adopté une motion commune exigeant l'annulation de la dette de l'hôpital et le maintien de tous les postes.”*

Mais le gouvernement décide de maintenir le cap des contre-réformes ! “Il est impossible de ne pas poursuivre les réformes, répond-il, il faut mettre en œuvre l'agenda social.”

Et le Premier ministre, François Fillon, précise à propos de cet agenda social :

*“Nous ne l'établirons pas seuls, nous en discuterons avec les partenaires sociaux. Le suivi du plan des restructurations et du plan de relance est l'une des urgences du calendrier, plus les partenaires sociaux y seront invités, plus on évitera les faux procès et la démagogie.”*

Le 18 février, à l'issue de la réunion gouvernement-organisations syndicales, Sarkozy annonce une série de mesures “sociales” dont le montant est estimé à environ 2 milliards d'euros (à comparer aux 428 milliards d'euros offerts aux banquiers et aux spéculateurs !).

Il est immédiatement rappelé à l'ordre par son Premier ministre, François Fillon, qui alerte :

*“On est en train de creuser la dette dans notre pays, il ne faut pas se raconter d'histoires. L'argent est rare et, pour l'essentiel, il s'agit d'argent qu'on emprunte, et qu'il faudra que les générations futures remboursent.”*

Car les “marges de manœuvre” existent quand il s'agit de renflouer les banquiers et les spéculateurs, mais sont interdites quant il s'agit de prendre une mesure “en faveur” des travailleurs, aussi dérisoire soit-elle.

---

## LA CLASSE CHERCHE À RASSEMBLER TOUTES SES FORCES

---

La résolution adoptée le 22 février par le plénum de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale indique :

*“Nous sommes engagés dans une situation de crise prérévolutionnaire. Et même si cette situation tend, sous les coups de boutoir de la crise, à transiter vers l'ouverture d'une crise révolutionnaire, nous demeurons dans une situation de crise prérévolutionnaire aussi longtemps que la politique des appareils parvient à contenir l'irruption généralisée des masses (...). Nous sommes au début d'une phase où la classe cherche à rassembler toutes ses forces.”*

Dans un contexte évidemment différent, c'est ce qui s'exprime en Guadeloupe, depuis le 20 janvier, où les masses ont réalisé l'unité de leurs organisations syndicales et des organisations populaires, culturelles et politiques (regroupées dans le LKP), appuyée sur une plate-forme précise de 146 revendications, qui a contraint le gouvernement à reculer. A travers la principale revendication — 200 euros d'augmentation du SMIC — s'exprime dans cette grève générale la révolte contre l'exploitation et l'oppression coloniales (*lire l'article de Robert Stéphan dans ce numéro*).

Durant la même période, en France, les personnels des universités, rejoints par les étudiants, ont été en grève pour le retrait du projet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs et pour le retrait de la réforme de la formation des maîtres. Pour aller jusqu'au bout de la logique d'autonomie et de privatisation des universités qui est l'axe de la LRU, le gouvernement doit casser la statut national des enseignants-chercheurs.

Tout comme avec le report de la réforme du lycée en décembre 2008, c'est à nouveau la lutte de classe directe qui a imposé un recul au gouvernement sur le statut des enseignants-chercheurs.

Dans toute l'Europe, ces mêmes processus de résistance se dressent contre la politique dictée par l'Union européenne.

En Grèce, en décembre dernier, les lycéens, rejoints par les travailleurs à l'appel de leurs organisations, sont descendus dans la rue par milliers contre la politique de destruction imposée depuis vingt ans par l'Union européenne, et en particulier contre les privatisations, la réforme des retraites et la hausse du coût de la vie. Au moment où le gouverneur de la banque centrale de Grèce appelle à davantage d'austérité, la mobilisation devrait se pro-

longer dans l'appel à la grève générale le 2 avril prochain, à l'initiative de la Confédération générale des travailleurs de Grèce, pour l'arrêt des licenciements et la protection des revenus des travailleurs, des retraités et des chômeurs.

Partout, les travailleurs cherchent à se saisir de leurs organisations pour coordonner leur lutte de classe sur les revendications. Mouvement qui se réfracte jusqu'au sommet des organisations.

En Italie, *“la principale usine de la Fiat, Mirafiori, à Turin, est menacée de fermeture. 60 000 suppressions d'emplois sont envisagées”*, a indiqué un syndicaliste de Turin lors de la conférence européenne.

*“Ces derniers mois, une énorme résistance s'est exprimée, pas seulement mais en particulier dans la CGIL. La CGIL a refusé de signer l'accord qui remet en cause les contrats nationaux (conventions collectives nationales qui matérialisent l'unité de la classe ouvrière — NDLR). La CGIL est en effet poussée en avant par la FIOM, sa fédération de la métallurgie, qui appelle à nouveau à la grève le 13 février”*,

a-t-il précisé.

La grève a été puissante le 13 février (700 000 manifestants à Rome) contre le nouveau modèle de contrat qui ouvre la voie aux contrats d'entreprise et à la remise en cause du droit de grève, contre les plans de licenciements et les plans du gouvernement pour “faire face à la crise”.

C'est contre cette même politique de destruction des droits qu'en Allemagne, 130 000 travailleurs ont manifesté en septembre dernier, à Berlin, pour sauver les hôpitaux publics. Un délégué syndical dans une clinique psychiatrique publique en Rhénanie-du-Nord-Westphalie a expliqué à la tribune de la conférence européenne :

*« Le 29 septembre, les manifestants scandaient : “Assez de fermetures de lits dans les hôpitaux !” ; “Arrêtez de liquider les biens immobiliers des hôpitaux !” . »*

Il a insisté sur la situation d'effroyable misère dans laquelle se trouvent les cliniques psychiatriques :

*“Le projet de loi sur le financement des hôpitaux a débloqué 2 milliards*

*d'euros au moment où le gouvernement verse 500 milliards d'euros aux spéculateurs. Les victimes humaines de la crise arrivent chez nous, dans les hôpitaux. Pour casser le coût du travail, on fait venir dans nos cliniques des personnels des pays de l'est de l'Europe, avec des contrats de travail temporaires pour leur interdire de revendiquer (...). Nous nous sommes adressés aux députés sociaux-démocrates pour leur dire : ne votez pas ce projet de loi de finances des hôpitaux, n'acceptez pas que l'on offre 500 milliards d'euros aux spéculateurs."*

Ces milliards offerts aux spéculateurs dans toute l'Europe sont autant de milliards ponctionnés sur les services publics. Un syndicaliste irlandais avait informé les délégués de la conférence européenne de la situation dans son pays :

*"Après l'annonce par le Premier ministre du gel des salaires pendant deux ans et la baisse de 10 % des pensions, une réunion d'urgence de ma confédération syndicale est convoquée la semaine prochaine, avec, à son ordre du jour, une discussion sur l'appel à la grève générale."*

Le 21 février, au lendemain de la conférence européenne, 120 000 manifestants sont descendus dans les rues de Dublin pour protester contre le plan d'austérité du gouvernement. En effet, alors qu'il injecte des millions d'euros dans les banques, le gouvernement envisage de réduire les salaires des 350 000 fonctionnaires de 7 % ! L'ICTU, principale confédération syndicale irlandaise, a fait savoir qu'il s'agissait d'un "premier pas d'une campagne continue d'actions".

Ce combat est commun aux travailleurs de l'ouest de l'Europe comme à ceux de l'est de l'Europe. Un délégué syndical kazakh est revenu sur le combat mené pour le maintien de l'entreprise métallurgique dans laquelle il travaillait :

*"Cette usine avait été privatisée au profit d'une firme qui appartient à la multinationale Samsung. La lutte s'est poursuivie pendant deux ans. J'avais été élu président du comité de grève par les ouvriers. Malheureusement, nous avons perdu, l'usine a été fermée, liquidée. Mais, à bien y réfléchir, je ne pense pas que nous ayons perdu. Nous fûmes les premiers au Kazakhstan à organiser nous-mêmes notre propre grève. Nous avons reçu des lettres de solidarité du monde entier. Malgré le fait que les*

*ouvriers ne touchaient plus leur salaire, ils sont restés debout."*

Organiser eux-mêmes leur propre grève, c'est effectivement une question majeure qui concerne tous les travailleurs, au Kazakhstan, mais aussi dans toute l'Europe. Qui, mieux que les travailleurs eux-mêmes, et donc les organisations qu'ils constituent, sont capables d'organiser le combat pour la satisfaction des revendications ? L'expérience de la constitution d'organisations syndicales indépendantes a permis à ce militant ouvrier d'être en mesure d'aider à organiser la mobilisation dans d'autres entreprises, et notamment dans une entreprise de transformation de métaux rares, vendue par les bureaucrates au capital étranger. Un syndicat a été constitué. Il a organisé les travailleurs de l'usine, permettant que la dette des salaires impayée soit versée.

---

## L'UNION EUROPÉENNE TENTE DE DIVISER LA CLASSE OUVRIÈRE...

---

Non satisfaite d'organiser la destruction des droits et garanties, l'Union européenne entreprend également de disloquer les nations, notamment en poussant à l'affrontement entre elles, et entre les travailleurs à l'intérieur même des nations. L'Union européenne et ses directives, les jugements de la Cour européenne de justice et leurs terribles conséquences en termes de déréglementation générale du travail cherchent à alimenter partout la xénophobie, à diviser la classe ouvrière. Mais, dans ce domaine comme dans les autres, cette politique se heurte à la lutte de classe.

L'offensive a été brutale en Grande-Bretagne, comme l'a rapporté un syndicaliste anglais :

*« Concernant les grèves "sauvages" qui ont éclaté dans le domaine de l'énergie, je voudrais clarifier les choses. La presse a faussement présenté ce conflit en disant que c'était une grève des travailleurs britanniques contre les ouvriers italiens et portugais, réclamant "les emplois britanniques pour les travailleurs britanniques". C'est un mensonge. En réalité, on est aujourd'hui dans une situation où des délégués du person-*

*nel sont considérés comme dans l'illégalité dans ces entreprises de soustraitance. Les véritables revendications de la grève sont les suivantes : que tous les travailleurs soient couverts par la convention collective ; le contrôle syndical sur les embauches ; les droits syndicaux pour tous les ouvriers, quelle que soit leur nationalité. La grève a d'ailleurs été suivie par solidarité par les travailleurs polonais des chantiers. Cela n'a rien à voir avec des revendications "racistes", c'est une grève pour les droits. Le mot d'ordre "Les emplois britanniques pour les travailleurs britanniques" est une tentative de remettre à l'ordre du jour les vieilles méthodes xénophobes de la classe dominante de Grande-Bretagne pour nous diviser. C'est la responsabilité du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, etc., que de combattre contre les mesures de dumping social, et alors il n'y aura pas d'espace pour l'extrême droite. »*

Propos confirmés par un autre délégué anglais :

*« C'est Gordon Brown lui-même qui a introduit le mot d'ordre honteux "Des emplois britanniques pour les travailleurs britanniques". Comment est-il possible que le principal dirigeant du Labour, le principal dirigeant de la classe ouvrière britannique, puisse avancer un mot d'ordre de division ? (...) Nous devons nous adresser à Gordon Brown : "Vous avez une majorité au Parlement, cessez de renflouer les banques, sauvez les travailleurs et faites-le maintenant !" »*

N'est-ce pas le même problème que met en évidence un militant syndical de Serbie quand il affirme lors de la conférence européenne :

*"L'impérialisme a morcelé la fédération yougoslave en sept petits Etats fantoches sans réelle souveraineté nationale. Il a détruit la plupart des conquêtes sociales des ouvriers yougoslaves dans chacun des Etats croupions. Les formes et les moyens sont divers, depuis les contre-réformes jusqu'à l'intervention militaire et la guerre, mais le contenu de cette offensive est le même partout : une offensive contre les conquêtes des travailleurs et des peuples d'Europe et du monde."*

En Belgique également, l'Union européenne tente d'organiser la division entre travailleurs flamands et wallons :

*"On assiste en Belgique à l'émergence d'une volonté politique de diviser la classe ouvrière en revendiquant la régionalisation des droits sociaux fédéraux (puisque la Belgique est un Etat fédéral), à savoir, la Sécurité sociale, les conventions collectives, le droit du travail",*

ont expliqué deux syndicalistes belges (l'un s'exprimant en français et l'autre en néerlandais).

*« Certes, on ne peut nier qu'aux origines mêmes de la Belgique, il y avait un problème majeur concernant particulièrement l'égalité des droits entre les deux grandes langues nationales : le français et le néerlandais. Mais la question linguistique a été, d'une certaine manière, réglée, et dans la période récente, des fractions politiques reflétant les intérêts du patronat ont cherché à s'appuyer sur ce vieux problème, transformant un problème linguistique en problème communautaire, afin de diviser pour régner (...).*

*On notera que l'événement déclencheur de toute l'offensive "communautaire" en Belgique est le manifeste du groupe In de Warande, titré "Pour une Flandre indépendante en Europe". Dans la foulée, certains partisans de la disparition de la Belgique se sont mis à expliquer qu'avec la naissance de l'euro, la Belgique n'avait plus de raison d'être et allait se dissoudre comme un sucre dans l'eau.*

*Les partisans de la dislocation des conquêtes sociales et de la Belgique expriment uniquement les intérêts du patronat et leur stratégie de division a comme but l'application beaucoup plus directe et beaucoup plus en profondeur de la politique de régression sociale dictée par l'Union européenne.*

*A l'inverse, la classe ouvrière a tout à perdre de la remise en cause de ses conquêtes sociales fédérales. Elle est la seule force qui peut les défendre, car cela correspond à ses intérêts vitaux. Elle a la capacité de le faire parce que s'il existe plusieurs peuples en Belgique, il n'existe qu'une seule classe ouvrière, unie dans ses syndicats à l'échelle de tout le pays. »*

En Belgique, en Yougoslavie, mais aussi en Italie, où le gouvernement tente de remettre en cause le contrat national pour diviser la classe ouvrière, les responsables sont les mêmes, comme l'a expliqué le syndicaliste italien :

« C'est directement l'Union européenne qui pousse à la division des travailleurs et des peuples, et à la dislocation du pays. Bossi, le dirigeant de la Ligue du Nord sécessionniste, l'a reconnu lui-même quand il a déclaré que "la division du pays, c'est l'application du droit européen". »

En septembre dernier, un quotidien belge a publié l'interview d'un politologue français, qui expliquait :

*"Mettre le Kosovo et la Belgique sur le même plan, c'est évidemment choquant. Mais c'est le même problème",*

précisant que la différence ne porte que sur la méthode :

*"Dans un cas, on a utilisé le feu et le sang. Dans l'autre, c'est le dialogue et la négociation. Il n'empêche que le fond du problème est le même."*

L'objectif est effectivement similaire : balkaniser pour diviser les travailleurs et pour disloquer les droits.

Donc, une question est posée : comment et dans quelles conditions peut-on jeter les bases de l'unité des peuples et des travailleurs ? Cette unité peut-elle être bâtie dans le cadre du régime de la propriété privée des moyens de production ? Peut-elle être bâtie dans un cadre qui remet en cause l'indépendance des organisations ?

---

### **... ET DE REMETTRE EN CAUSE L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES**

---

Ce qui nous ramène là encore au rôle de l'Union européenne. Le 26 novembre 2008, une communication de la Commission européenne encourageait les États à "soutenir l'emploi et faciliter les transitions sur le marché du travail", "renforcer rapidement, dans le cadre des stratégies de flexicurité, les plans d'activation", et concluait :

*"Il convient que les Etats membres associent activement les partenaires sociaux."*

Le 3 février, un rapport de la Commission européenne a confirmé cette orientation en expliquant comment "un

dialogue structuré entre les représentants des salariés et du patronat peut aider l'UE à faire face à la crise économique". Elle précise :

*"La qualité des relations entre travailleurs et employeurs est un facteur déterminant pour la gestion des mutations économiques et la réduction des coûts qui y sont associées, car de bonnes relations facilitent l'adaptation du personnel et des entreprises au changement."*

Et Vladimir Spidla, commissaire européen à l'Emploi, déclare :

*"Le plan de relance de l'Union européenne et notre stratégie pour la croissance ne peuvent être menés à bien sans la participation des partenaires sociaux."*

Quand la bien mal nommée Confédération européenne des syndicats se prononce pour un "new social deal" dont l'objectif serait "de mettre tout en œuvre pour que le marché du travail ne se précarise pas davantage" en précisant que les partenaires sociaux doivent être associés à ce "new social deal", elle ne fait que répondre aux recommandations de la Commission européenne.

Ce débat a traversé toute la discussion de la conférence européenne. L'indépendance des organisations est-elle conciliable avec les institutions de l'Union européenne, qui cherchent par tous les moyens à les enchaîner à la mise en œuvre de sa politique de destruction dans tous les domaines ?

Certes, la pression vers l'intégration trouve des relais dans les organisations. Cependant, à tous les niveaux dans les organisations, les militants, les instances s'opposent à ces tentatives et combattent pour préserver l'indépendance de leurs organisations, pour qu'elles soient un instrument contre l'intégration. Ainsi, en France, avec l'appel à la grève du 19 mars, sont posées, au moins par une partie des confédérations syndicales, la question d'un moratoire sur les licenciements et celle de l'augmentation générale des salaires.

En Grande-Bretagne, alors que les postiers et leurs organisations syndicales, ainsi que l'immense majorité de la population, s'opposent à la privatisation de la

poste en application de la directive postale européenne, la direction du Labour Party doit faire face à une véritable fronde de la part d'un tiers de ses députés, qui ont adopté une motion s'opposant à cette privatisation.

De nombreux délégués sont revenus sur cette question lors de la conférence européenne.

En Espagne, a expliqué une responsable syndicale d'une fédération des services publics,

*“on exige de nos syndicats qu'au nom du dialogue social, nous contribuions à mettre en pièces les conquêtes arrachées par le mouvement ouvrier. La responsabilité des organisations syndicales est au contraire d'interdire les licenciements. Pas un seul licenciement ! Pas un seul poste non remplacé (...) ! Rien ne nous oblige à accepter que l'argent que l'on refuse à nos services publics soit détourné pour sauver les financiers et les grandes entreprises multinationales, qui annoncent de gigantesques bénéfices.”*

Les mêmes problèmes se posent en Turquie, où, face aux protestations ouvrières, le gouvernement a reconstitué le Conseil économique et social, organisme visant à intégrer les organisations syndicales.

Mais peut-on dire que l'offensive de l'Union européenne de remise en cause de l'indépendance des organisations a abouti ? Certainement pas ! C'est le sens du combat du délégué kazakh, qui insiste sur le fait que les travailleurs sont prêts à se battre, ils n'attendent que cela. Cependant, précise-t-il :

*“Le problème, dans nos républiques, ce sont les syndicats hérités de l'époque soviétique, dont les dirigeants achetés ont leurs entrées au gouvernement. Mais la période nous est favorable si nous aidons la classe ouvrière à disposer de ses organisations indépendantes.”*

A quelques mois des élections européennes, nul doute que toutes les forces politiques “de gauche” vont s'efforcer d'expliquer qu'il n'existe pas de solution nationale durable pour faire face à la crise. Toutes vont tenter de démontrer que ces élections doivent être l'occasion de poursuivre le combat engagé pour l'annexion d'une “clause sociale” aux traités exis-

tants afin d'aider à la réalisation d'une prétendue Europe sociale, toutes vont chercher à donner une légitimité aux institutions de l'Union européenne.

Ainsi, la plate-forme du PGE pour les élections européennes indique que ces élections doivent être “l'occasion de construire de nouvelles fondations à l'Union européenne et d'ouvrir une nouvelle perspective pour l'Europe”, et précise :

*“Il est nécessaire de refonder l'Union européenne sur la base de nouveaux paramètres aptes à faire passer le peuple et les droits avant les profits.”*

Mais comment faire passer le peuple et les droits avant les profits sans rompre avec les traités et les institutions qui fondent l'Union européenne sur la base du respect de la concurrence libre et non faussée et du pacte de stabilité ?

Le PSE, quant à lui, s'acharne à défendre le traité de Lisbonne. Son programme pour les élections européennes, après avoir vanté les mérites de l'Union européenne, qui “constitue l'exemple le plus réussi d'intégration politique de l'histoire de l'humanité”, affirme :

*“La prochaine réforme du traité européen, actuellement en négociation, pourrait contribuer à augmenter l'efficacité et la visibilité de l'Union européenne dans ses politiques extérieures.”*

Augmenter l'efficacité de l'Union européenne dans son rôle de coercition, de démantèlement des droits et des nations !

---

### “IL FAUT SORTIR DE CETTE UNION”

---

Pour conclure, laissons la parole à une déléguée hongroise, représentante d'un syndicat des travailleurs de la métallurgie, qui participait à une conférence politique pour la première fois :

*« Il est devenu clair pour moi que l'Union européenne, ce n'est pas le progrès, mais la décadence, le chômage et la voie sans issue pour les ouvriers. Tous les chiffres donnés par les délégués concernant les suppressions de lits dans les hôpitaux, les budgets de misère, la fermeture des écoles, les suppressions de postes d'enseignants (...), les difficultés des éleveurs et des agriculteurs (...), sans*

*parler des fermetures d'usines et des spéculateurs et des banquiers qui amènent les pays endettés au bord de la faillite. Les problèmes soulevés me donnaient l'impression que l'on parlait de la situation en Hongrie. Les intervenants ont mis la responsabilité sur les directives européennes, mettant en évidence que ce que nous pouvions attendre de l'Union européenne était vain. Cette affirmation n'est pas encore formulée en Hongrie, mais les participants à la conférence ont tous affirmé : "Il faut sortir de cette Union." Après ce que j'ai entendu et ce qu'on peut vérifier, il faut espérer que, tôt ou tard, nos dirigeants arriveront aussi à cette conclusion (...). On peut aussi espérer que les dirigeants des confédérations syndicales prendront aussi cette décision pour améliorer la situation des travailleurs. »*

Le combat pour démanteler les institutions de l'Union européenne est plus que jamais à l'ordre du jour, le combat commun pour l'interdiction des licenciements, ouvrant la voie à la véritable union libre des peuples libres de toute l'Europe, première étape vers la constitution d'authentiques Etats-Unis d'Europe.

C'est le sens de l'appel issu de la conférence ouvrière européenne des 7 et

8 février, qui formule la proposition d'organiser une campagne commune dans chacun des pays européens sur les bases suivantes :

*"Unissons-nous pour brandir dans chacun de nos pays l'exigence de l'interdiction des licenciements, l'exigence d'un travail pour tous, et pour en faire l'axe central de la réalisation de l'unité des travailleurs et de leurs organisations. Unissons-nous pour la restitution des centaines de milliards d'euros accordées dans chacun de nos pays aux banquiers, spéculateurs et capitalistes pour les réaffecter à nos écoles, nos universités, nos hôpitaux, nos services publics (...). C'est dans cette direction que, face à la faillite de l'Union européenne, les travailleurs de nos pays avec leurs organisations feront franchir un pas décisif dans la voie d'une véritable et libre coopération des peuples, une union libre des travailleurs, des peuples et des nations libres d'Europe. C'est dans cette voie qu'enfin la paix régnera en Europe, car elle sera fondée sur la fraternité des travailleurs et des peuples libérés des exigences mortelles du capital."*

**Christel Keiser**

# Le mouvement ouvrier allemand à un tournant

Extrait d'un article paru dans la lettre de l'ISA,  
section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale  
(Internationalen Sozialistischen Arbeiterorganisation)

Tout le monde connaît le chiffre astronomique de 500 milliards d'euros débloqués par le gouvernement allemand pour sauver les banquiers et les spéculateurs. Manifestement, ce flux ininterrompu de milliards ne suffira pas à "dédommager" les spéculateurs de la destruction de valeurs à laquelle ils se sont exposés. On estime à un billion les valeurs "pourries" dormant encore dans les bilans...

Rappelons que ce "paquet de sauvetage des banques" a été soit salué, soit qualifié de "sans alternative" par tous les partis, ainsi que par les directions syndicales. La Gauche s'est permis d'exprimer son "accord fondamental" pour un "paquet de sauvetage des banques", tout en votant non au Bundestag au nom de corrections de détails, et de voter oui lors du vote décisif au Bundesrat.

Du côté des travailleurs et de la population, y compris chez de nombreux responsables syndicaux ou sociaux-démocrates, c'est l'indignation et le rejet de ce plan, combiné au combat pour les salaires.

---

## UNE PREMIÈRE VAGUE DE GRÈVES

---

Après les métallos, ce sont des milliers de travailleurs de différentes branches qui ont entamé la lutte avec leurs syndicats pour des augmentations de salaires de 5 à 8 %. Des services publics, avec les ensei-

gnants, les travailleurs du rail, de Telekom et de la poste jusqu'aux banques, au commerce, à la construction et à l'industrie des plastiques, partout, le mot d'ordre des métallos a été repris :

*"Nous ne voulons pas payer deux fois pour la crise : pour les milliards aux spéculateurs et par des réductions de salaires. La revendication de 8 %, c'est notre combat contre la crise."*

Dans tous ces combats pour les salaires, les collègues exigent d'obtenir que les conventions collectives garantissent les emplois.

L'indignation contre l'attribution de ces milliards pour les banques devient de plus en plus un facteur de mobilisation, non seulement des travailleurs et de la jeunesse, mais aussi d'autres couches de la société comme les médecins. La vague de grèves d'avertissement de centaines de milliers de travailleurs pour les salaires se combine en ce mois de février avec une vague de manifestations, d'assemblées générales qui décident de débrayer, particulièrement dans l'industrie, contre les menaces de suppressions d'emplois, de licenciements et de fermetures.

De tous côtés, les directions syndicales sont mises sous pression. Le gouvernement veut les faire renoncer, au nom de la "responsabilité commune dans le combat contre la crise", aux grèves et aux augmentations de salaires, pour leur faire accepter des diminutions de salaires, l'ou-

verture de nouvelles brèches dans les conventions collectives et même les faire renoncer aux conventions collectives. Sous cette pression, les directions syndicales tendent à freiner les collègues et à, dans leur dos, signer des “compromis” en recul pour éviter le développement des grèves et le choc.

Parallèlement, sous la pression de l'agitation croissante de la population, les syndicats, mais aussi des sociaux-démocrates, ont dû reprendre à leur compte, sous une forme certes très générale, les revendications de plus en plus pressantes de mesures immédiates de protection de la population et de la jeunesse contre la crise. Tout est fait cependant pour camoufler que ces revendications sont vouées à l'impasse aussi longtemps qu'il sera accepté que les moyens financiers nécessaires soient détournés au profit des banques. Importante, dans ces conditions, est l'initiative prise par des syndicalistes et des sociaux-démocrates : pour une campagne pour la confiscation et la restitution aux fonds publics des milliards donnés aux banques, afin de garantir la défense des revendications des travailleurs, de leurs emplois, et assurer la mise en œuvre de mesures immédiates urgentes et nécessaires de protection de la population et de la jeunesse contre la crise.

---

### LA “LOI D'EXPROPRIATION”

---

Le caractère scandaleux de cette situation, dans laquelle le ministre des Finances social-démocrate du gouvernement de “grande coalition” (SPD-CDU/CSU), Steinbrück, a déjà dû insuffler 87 milliards d'euros de garanties étatiques, majoritairement des crédits d'Etat, dans la banque immobilière Hypo Real Estate (HRE), a contraint ce dernier à annoncer que, “pour ne pas insuffler à la longue des milliards dans un grand trou noir sans que rien n'en soit amélioré”, le gouvernement voulait étatiser complètement cette banque. Bravant le refus de l'investisseur et principal actionnaire, J.-C. Flowers, le 17 février, le gouvernement a proposé un projet de loi “d'expropriation” sur la base duquel Flowers et les autres actionnaires devraient, “si nécessaire”, être expropriés.

Cela a provoqué, comme on l'imagine, les hauts cris des associations économiques et patronales comme des politiciens des partis bourgeois. Ils se sont élevés contre cette “rupture systémique” avec les “principes de la libre économie de marché”, tandis que Merkel justifiait cette procédure par “l'absence de solution alternative”. “Nous le faisons pour maintenir l'économie de marché, non pour la supprimer”, a-t-elle ajouté.

La HRE est née en 2003 comme fondation extérieure de la Hypo Vereinsbank, qui se débarrassait ainsi des plus importants de ses titres à risques pour les offrir à la reprise à la banque italienne Uni Credit.

Les principaux créanciers de la HRE sont des banques et des spéculateurs, et en tout premier la Deutsche Bank. Les milliards qui ont été injectés par l'Etat, ainsi que l'étatisation totale, servent à garantir leurs fortunes à ces propriétaires. C'est le contraire d'une expropriation de la propriété privée capitaliste.

Les actions que Flowers possède n'ont aujourd'hui presque plus aucune valeur marchande, 80 à 200 millions d'euros. Flowers réclame plus de 3 milliards de dédommagements. Le gouvernement veut en tout cas accorder en contrepartie de “l'expropriation” un dédommagement qui dépassera plusieurs fois la valeur marchande actuelle. Etatisation et expropriation seront naturellement limitées dans le temps, pour la durée de l’“assainissement” à l'aide de nouveaux milliards de l'Etat. Ensuite, les anciens propriétaires auront la priorité pour le rachat, à de bonnes conditions, de leurs parts de propriété.

On ne peut que donner crédit à Steinbrück et Merkel, qui savent de quoi ils parlent, quand ils s'empressent d'assurer qu'il ne s'agit ni de l'expropriation du capital financier ni de l'élimination de l'anarchie du “libre marché”, mais, au contraire de la défense et du maintien de la propriété et de la domination du capital financier et des spéculateurs avec l'aide de nouveaux milliards de l'Etat, dont la note sera présentée à la population laborieuse.

Mais pour cela, il faut que Steinbrück recoure juridiquement au moyen de l'expropriation et le légitime en s'appuyant sur une disposition de la loi fondamentale.

Ironie du sort, la Constitution de 1949 contient des éléments introduits afin de préserver la société des conséquences les plus terribles de la faillite du système capitaliste dans laquelle la barbarie du fascisme et la guerre mondiale l'avaient précipitée. Dans la loi fondamentale, la "propriété privée", la "libre entreprise" et la "liberté du capital et du marché" sont juridiquement "subordonnées" à l'impératif de l'Etat social, aux intérêts sociaux collectifs et aux droits des travailleurs, qui sont censés imposer leurs limitations à ces principes. L'expropriation et la socialisation des moyens de production sont autorisées, elles s'imposent même dans l'intérêt du "bien commun", pour "écarter des dommages au peuple". Il faut que le dédommagement soit mesuré à l'aune des intérêts sociaux...

Dès les années 1950, ces dispositions ont été repoussées aussi loin que possible, hors de la jurisprudence du travail et du droit social, et frappées d'anathème absolu par les tenants du pouvoir, secondés par les sociaux-démocrates eux-mêmes, dans cette Allemagne divisée dont la partie orientale était soumise à la domination répressive de la bureaucratie stalinienne.

Aujourd'hui, le Parti de la gauche — avec Gysi, Bisky et Lafontaine —, qui se définit dans la continuité du SED et de la bureaucratie stalinienne de la RDA, et qui est devenu en Allemagne le lieu de regroupement d'à peu près toutes les organisations d'"extrême gauche", Secrétariat unifié inclus, part en guerre, au nom de sa reconnaissance de l'"échec du socialisme étatique de la RDA", contre l'exigence, de plus en plus répandue dans le mouvement ouvrier, de nationalisation des banques privées et des entreprises menacées de fermeture ou de délocalisation, de renationalisation des grandes entreprises et institutions publiques de services.

Mais que le ministre Steinbrück et le gouvernement de coalition justifient l'"expropriation" comme s'imposant dans l'"intérêt du bien commun" ne peut tromper longtemps son monde. Le fait que, par "bien commun", ils entendent et comprennent "fonctionnement du système financier" et "garantie, par l'Etat, de la stabilité du marché financier" ne peut, sous les coups de boutoir de la crise, que faire jaillir la volonté de recourir, dans l'intérêt de la po-

pulation laborieuse, à la véritable expropriation de la propriété capitaliste et à la socialisation des moyens de production.

Le spectacle de l'insoutenable banqueroute des capitalistes financiers, ainsi que l'intervention massive de l'Etat pour les sauver "au détriment du peuple", ont dès maintenant donné une puissante impulsion dans le mouvement ouvrier à l'exigence de nationalisation du secteur bancaire privé. Militants de la IV<sup>e</sup> Internationale en Allemagne, combattant au sein de notre classe, au sein des organisations que la classe ouvrière s'est données, nous nous prononçons, avec tout cette couche de militants et de responsables qui cherchent une issue, pour la nationalisation des banques privées sur la base de l'expropriation sans dédommagement, les petits dépôts et les petits emprunteurs étant ménagés, et pour l'interdiction de toutes les opérations spéculatives. Une revendication qui constitue le premier pas dans la voie de l'instauration d'un système de crédit et de banques public, étatique et unifié. Une revendication qui rencontre un écho positif dans les discussions qui se mènent à tous les niveaux du mouvement ouvrier, avant tout parmi les militants, syndicalistes, membres du SPD et électeurs ouvriers du SPD, qui veulent se battre pour une politique ouvrière indépendante, pour de véritables mesures de protection de la population contre la crise.

---

### UN INCENDIE QUI COUVE DE DESTRUCTION DES EMPLOIS

---

Et pendant que les banques et les spéculateurs reçoivent des centaines de milliards d'euros, la seconde puissance industrielle du monde, occupant une position mondiale dirigeante comme puissance exportatrice, est livrée aux pires coups de la crise économique mondiale.

La production industrielle a reculé en décembre 2008 de 12,4 % par rapport au même mois de l'année précédente, les commandes ont reculé de 15 % :

*"Une chute aussi massive et rapide ne s'est jamais encore produite dans l'histoire de la République fédérale", constate la Frankfurter Allgemeine Zeitung (7 février).*

Le 17 février, le Deutscher Institut für Wirtschaftsforschung (DIW – Institut d'études économiques) pronostique *“une baisse nettement supérieure à 3 %”* pour le PIB en 2009 et tire la sonnette d'alarme devant *“un recul aussi important, unique dans l'histoire d'après-guerre”*, qui devrait provoquer une montée en flèche du nombre de chômeurs autour de 1 million.

Norbert Walter, chef économiste de la Deutsche Bank, redoute *“une contraction de l'économie allemande de 4 %”*, ce qui fait déduire à l'économiste de Goldman Sachs la possibilité

*“qu'il y ait de nouveau 6 millions de chômeurs en Allemagne, autant que lors de la crise économique mondiale des années 1930”*.

Rien qu'en janvier, le nombre de chômeurs a augmenté de 387 000, pour atteindre officiellement 3,5 millions et 8,3 % en moyenne pour toute l'Allemagne, chiffre derrière lequel se cache une proportion double pour l'Allemagne de l'Est. Or, selon les indications du DGB, ne sont pas comptabilisés les deux millions qui cherchent un emploi fixe et qui, soit, comme beaucoup de jeunes et de travailleurs âgés, ne sont pas du tout enregistrés, soit doivent se contenter de mini-jobs, de jobs à 1 euro ou de petits boulots de toutes sortes.

Le 19 février, l'hebdomadaire *Die Zeit* écrit :

*“Environ un million de personnes sont inscrites en travail à temps partiel, un demi-million ont perdu leur emploi depuis novembre... Suppressions d'emplois chez SAP, chez Thyssen-Krupp, Metro et Epcos. Faillites en série : Hertz, Märklin, Quimonda, Schiesser et divers équipementiers automobiles. Et tout cela ne devrait être que le commencement, un rhume. Bientôt suivront les frissons et la fièvre.”*

---

## LES NOYAUX INDUSTRIELS SONT ATTEINTS

---

Dans l'industrie métallurgique et électronique ainsi que dans l'industrie automobile, les arrêts de la production pour une certaine durée se multiplient et des centaines de milliers d'ouvriers sont condamnés au travail à temps partiel pour

des mois, de plus en plus jusqu'à la fin de 2009 et au-delà en 2010. Volkswagen licencie ses 16 500 ouvriers intérimaires, dont 4 500 en Allemagne ; BMW veut supprimer 1 000 postes, tandis qu'Opel se voit dicter par General Motors le plan de restructuration (plan de réduction des emplois et des salaires), qui menace aussi de fermetures d'usines. Dans l'industrie des équipementiers automobiles (330 000 travailleurs), il y a eu depuis décembre une vague de faillites qui a fait disparaître 32 000 postes de travail et il y a la menace d'environ 100 insolabilités, qui toucheraient 100 000 postes de travail.

La construction de machines et d'installations (975 000 personnes employées), vaisseau amiral de l'industrie allemande, a connu au dernier trimestre 2008 une chute de 29 % de ses commandes et projette la suppression d'au moins 25 000 emplois fixes et le licenciement des 50 000 travailleurs intérimaires.

Le plus grand groupe allemand de l'acier, Thyssen-Krupp, a subi mondialement, après la suppression de 3 000 postes de travail, un recul de 36 % de ses commandes à la fin de l'année 2008 et projette la suppression de milliers d'emplois et *“n'exclut pas des licenciements et des fermetures de sites”*. Le 26 février, 15 000 ouvriers sidérurgistes ont fait grève et manifesté à Duisburg pour la garantie du maintien de leurs emplois et contre les licenciements ; le même jour, 25 000 collègues de chez Opel manifestaient pour la défense de leurs emplois et des sites de production.

BASF, le plus grand groupe chimique mondial, avec 37 000 employés en Allemagne, commence à supprimer des emplois, malgré un recours massif au travail à temps réduit.

Des arrêts limités de la production, du travail partiel et des destructions d'emplois se répandent dans l'ensemble de la production industrielle, dans l'ensemble de l'économie. De plus en plus souvent, les collègues se rassemblent avec leurs syndicats en assemblées de grève et d'entreprises, organisent des grèves, des manifestations et aussi des occupations d'usines pour la défense de leurs emplois et de leurs entreprises. Ce ne sont encore que des actions isolées, émietées.

---

## UNITÉ POUR L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

---

Comment cette incessante destruction d'emplois peut-elle être arrêtée ?

Au "sommet de crise" du 14 décembre 2008, auquel ont participé des représentants du gouvernement, des patrons et des syndicats, le président de l'IG-Metall, Huber, a demandé : "Pas de licenciements en 2009 !" Réponse des représentants des patrons :

*"Les patrons ne peuvent ni donner une garantie ni prendre l'engagement qu'il n'y aura pas de licenciements. Mais nous devrions tout faire ensemble pour éviter si possible les licenciements."*

Ce qui voulait dire : messieurs les syndicalistes, il vous revient d'engager les membres des conseils d'entreprise et des syndicats pour organiser, avec nous, des suppressions d'emplois "socialement supportables", pour réduire les salaires et le temps de travail, et accepter les dérogations à la convention collective, pour accroître le temps partiel et les périodes de qualification, bref : "l'application de l'ensemble des instruments de la réforme de structure et de la flexicurité", tels que recommandés dans les propositions-cadres de l'Union européenne pour les programmes conjoncturels.

Depuis lors, on essaie, dans toutes les entreprises, de faire pression sur les conseils d'entreprise et les syndicats pour prétendument éviter des licenciements et accepter des suppressions d'emplois et des baisses de salaires. Le syndicat qui se laisse entraîner dans un tel marchandage se détruit lui-même. C'est pourquoi la défense de l'indépendance des syndicats ouvriers, des syndicats du DGB, est devenue une tâche centrale pour tout militant ouvrier.

Le DGB a appelé à une manifestation centrale le 16 mai. Cette manifestation, ne le cachons pas, s'inscrit dans le cadre d'un appel de la CES, qui définit l'objectif de ces manifestations, qui doivent avoir lieu simultanément dans d'autres pays européens, comme devant promouvoir la coopération des syndicats à l'organisation unie des réductions de salaires et des réformes structurelles face à la crise, pour empêcher si possible des licenciements et fermetures d'entreprises.

Il ne fait aucun doute que, dans les conditions actuelles, des centaines de milliers de travailleurs répondront à l'appel de leur puissante confédération pour la défense de leurs emplois, de leurs salaires, de leurs conventions collectives, et non pas pour coopérer, comme nous y invite la CES, à l'organisation "sociale des restructurations".

A la conférence ouvrière européenne qui a eu lieu à Paris les 7 et 8 février derniers, dans le cadre de l'Entente européenne des travailleurs, les délégués de 21 pays ont pu constater que la destruction des emplois se déchaîne comme une épidémie dans tous les pays européens et que, partout, les syndicats et les délégués ouvriers dans les entreprises subissent la pression et le chantage du capital et des gouvernements. Ils ont décidé, dans leur appel

*"de brandir dans chacun de nos pays l'exigence de l'interdiction des licenciements, l'exigence d'un travail pour tous, et d'en faire l'axe central de la réalisation de l'unité des travailleurs et de leurs organisations".*

Les délégués allemands à la conférence européenne, en particulier des syndicalistes, ont décidé de prendre, en Allemagne, une initiative allant dans ce sens. Dans une lettre ouverte, ils s'adressent aux bureaux du DGB et de ses syndicats pour leur dire :

*"Faites de l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois l'objectif central de toutes les actions syndicales !*

*Mettez cette revendication au centre de la préparation de la mobilisation pour la manifestation du DGB à Berlin le 16 mai !*

*N'est-il pas possible et nécessaire de mobiliser la force unie des travailleurs et des jeunes et d'exiger du gouvernement :*

*– Interdiction des licenciements et des destructions d'emplois dans l'économie privée comme dans les services publics – à commencer par toutes les entreprises qui reçoivent une aide de l'Etat !*

*– Demandez aux députés SPD au Bundestag de prendre aussitôt l'initiative d'une loi dans ce sens !"*

Et quand l'IG-Metall exige qu'il n'y ait pas de licenciements, mais qu'en même temps le gouvernement, la direction du SPD et le capital mettent les conseils

d'entreprise et les syndicats sous pression pour fournir la "contribution des travailleurs" contre la crise et démanteler emplois et salaires, n'est-il pas alors nécessaire d'en appeler aux responsables de l'IG-Metall pour qu'ils s'adressent au gouvernement, à commencer par les représentants du SPD qui y siègent, pour exiger d'interdire les licenciements et les suppressions d'emplois ?

Curieusement, trois semaines avant la manifestation du DGB, quelques responsables syndicaux, avant tout membres du Parti de la gauche, appellent, en commun, avec différentes ONG, des mouvements sociaux et le parti de La Gauche, ainsi que les membres du Secrétariat unifié, à deux manifestations, le 28 mars, sur le mot d'ordre : "*Nous ne paierons pas pour votre crise !*" Il nous faut constater que l'appel ne dit pas un mot du fait que des centaines de milliers d'ouvriers ont déjà payé et devront encore payer la crise de la perte de leurs postes de travail. Pis, les auteurs de l'appel, qui disent ne pas être prêts à payer pour la crise, n'ont pas non plus dit un seul mot pour dire ce qu'on peut faire contre le fait que "nous tous", nous sommes en train de payer des centaines de milliards aux banques et aux spéculateurs, et maintenant aussi aux grands groupes capitalistes. Il nous faut enfin poser aux auteurs de cet appel la question suivante : pour vous, les syndicats du DGB ne sont-ils plus les organisations de classe des ouvriers qui ont vocation à organiser la mobilisation unie des travailleurs et de la jeunesse pour leurs revendications ? Et voulez-vous donc les "remplacer" dans le cadre d'un regroupement large avec la société civile, indépendamment de tout critère de classe ?

---

### LE PLAN DE RESTRUCTURATION DE GENERAL MOTORS POSE LA QUESTION DE LA NATIONALISATION DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

---

Que faire contre le plan de restructuration de General Motors, qui met en question la survie de ses usines américaines et européennes, les usines Opel, Vauxhall et Saab ? Ce plan est un diktat commun du gouvernement américain avec son minis-

tre des Finances, Geithner, et des propriétaires de General Motors. Il prévoit de supprimer 47 000 emplois, dont 26 000 à l'étranger. Sur 74 usines, 14 devraient fermer. Après que le chef en Europe de GM, Forster, eut radoté sur : "*On espère ne pas supprimer plus de 3 500 emplois*", il était question dès le lendemain de 7 600 emplois. Dans tous les cas, il y a en Europe, selon Forster, une surcapacité de 30 %, c'est-à-dire trois usines de trop, qu'il serait préférable de fermer. Saab (en Suède) est déjà en vente. Il est maintenant question de vendre l'usine Opel, à Eisenach (à l'est de l'Allemagne) et de fermer les usines Opel à Anvers (Belgique) et à Bochum. Opel veut réduire ses dépenses de personnel en Europe de 1,2 milliard.

Pour ce plan destructeur, General Motors demande une aide de l'Etat américain de 30 milliards, et des gouvernements des pays européens où se trouvent ses usines, de 3,3 milliards, du gouvernement allemand de 2 à 3 milliards. Le plan prévoit pour sa réalisation une étroite coopération avec les syndicats et les délégués du personnel.

Toutes les solutions avancées jusqu'à maintenant, quel que soit celui qui les propose, s'intègrent dans le plan de restructuration impliquant réduction des capacités de production, réduction des emplois et des salaires. K. Franz, président des délégués du personnel des usines Opel en Allemagne et président du forum du personnel européen d'Opel, se prononce, en accord avec Forster, pour la constitution d'une "*union des entreprises GM européennes*", qui serait "*plus indépendante*" de General Motors. Franz demande une participation de l'Etat suffisante pour lui donner, selon le modèle de la loi VW (Volkswagen), ainsi qu'aux représentants du personnel, un droit de veto dans le conseil de surveillance sur toutes les décisions stratégiques. Il demande, parce que selon lui Opel Europe-Allemagne ne peut pas survivre seul, une coopération avec deux autres grands de la production automobile : BMW et Daimler.

Klaus Franz prend la responsabilité en tant que délégué du personnel — et il veut y associer l'IG-Metall — de la réalisation du démontage des capacités de production, de suppressions d'emplois, toutes les mesures contenues dans le plan de restructuration. En ce sens, il se fait le porte-parole d'un

“plan de restructuration” pour toute l’industrie automobile, au moins en Allemagne. Dans les conditions de domination de la propriété privée capitaliste et de l’anarchie du marché capitaliste et de sa crise, une “restructuration” de la production ne peut que prendre le caractère d’une destruction en masse des sites de production et de la force de travail.

Y a-t-il une autre solution pour la défense de la production et des emplois, contre les plans destructeurs des propriétaires de General Motors, que la nationalisation des entreprises européennes et des usines Opel en Allemagne ?

Une nationalisation qui, à notre avis, n’a de sens que si elle est faite sur la base d’une expropriation sans compensation ; une nationalisation qui devrait s’appuyer sur le contrôle démocratique des délégués du personnel indépendants et du syndicat. Ce combat ne relève-t-il pas de la responsabilité du mouvement ouvrier ? Et n’est-il pas une aide au combat des ouvriers et des syndicalistes aux Etats-Unis qui veulent défendre leurs usines, leurs emplois contre les plans destructeurs des propriétaires et du gouvernement, et pour cela demandent la nationalisation de GM et des “3 grands” de l’automobile, General Motors, Chrysler et Ford ?

La nationalisation des usines Opel, celle des grands de l’industrie automobile, de Daimler et BMW, et la renationalisation de Volkswagen, appuyée sur le contrôle démocratique des ouvriers et de leurs organes indépendants, sont la condition pour qu’un pas soit réalisé vers la réorganisation rationnelle de l’industrie automobile en Allemagne.

C’est vrai, ce pas en avant se heurte frontalement, tant que nous avons affaire à un Etat bourgeois, à l’instrument politique de défense de la domination capitaliste des rapports de production, donnant les contours des problèmes auxquels la classe ouvrière devra faire face dans la prochaine étape.

---

#### QUELLE PERSPECTIVE POUR L’EST DE L’ALLEMAGNE ?

---

Comment se présente la situation des quelques derniers sites industriels dans

l’est de l’Allemagne, comment les sites et les emplois peuvent-ils être défendus ?

Le fabricant de plaquettes de silicium (chips) Quimonda, qui est une filiale de l’entreprise de haute technologie Infineon, elle-même en crise, a, après avoir supprimé 700 de ses 3 900 emplois, demandé la garantie de l’Etat pour un emprunt et des aides financières de Infineon pour pouvoir survivre. Il voulait, dans tous les cas, supprimer 950 emplois supplémentaires. Le refus des aides financières a eu pour conséquence l’insolvabilité de Quimonda. L’entreprise est menacée de déstructuration ou de fermeture. Elle a été construite sur les ruines de l’ex-entreprise d’Etat Robotron et était une des rares “entreprises industrielles phares” en Allemagne de l’Est, sur le territoire de l’ex-RDA, financées en grande partie par des fonds d’Etat.

Après que la population travailleuse eut mis fin, en 1989, à “l’échec”, non de la propriété d’Etat, mais de la domination de la bureaucratie stalinienne, de plus en plus inféodée à l’impérialisme et à la gabegie administrative, il lui a fallu vivre les conséquences de l’effondrement du système capitaliste lui-même. Pour ce système — auquel l’économie de la RDA devait être soumise —, les sites de production, la force de travail, les conquêtes étaient simplement de trop, superflus, et la privatisation a entraîné une liquidation presque totale de la production industrielle et des grandes entreprises.

L’échec du système s’est manifesté en particulier dans son incapacité à investir dans un pays dévasté.

C’est seulement avec des subventions massives de l’Etat que quelques rares entreprises industrielles ont été construites, quelquefois sur les restes d’ex-entreprises d’Etat telles Quimonda ou encore Opel-Eisenach. Sur le même emplacement où, en 1991, dix mille travailleurs de AW, qui fabriquaient la Wartburg, manifestaient contre la privatisation-liquidation de leur entreprise, aujourd’hui, 2 000 collègues de chez Opel manifestent, avec le soutien de la population, contre le fait qu’on leur supprime, à eux et à la population de l’est de l’Allemagne, les derniers piliers de leur existence sociale.

Ne faut-il pas s’opposer immédiatement aux agissements et décisions de la direction de l’entreprise et des proprié-

taires de Infeon ? Ne faut-il pas que la production, les emplois et les avoirs de Infeon-Quimonda soient mis sous la “protection de l’Etat”, comme le demandent les sociaux-démocrates de l’AfA (commission ouvrière) du SPD ; ne faut-il pas les nationaliser pour les protéger de la destruction ?

Avec l’unité de l’Allemagne, le peuple aspirait à la démocratie et à bénéficier des mêmes conquêtes sociales. La base de ces conquêtes, la production industrielle, doit être aujourd’hui protégée et défendue dans toute l’Allemagne contre sa destruction du fait de la crise, par la nationalisation de toutes les entreprises menacées et des industries clés. Ces questions se posent aujourd’hui, vingt ans après la réunification, de façon aiguë à toute la classe ouvrière, à ses organisations.

---

#### **INTERDICTION DES LICENCIEMENTS ET PROGRAMME IMMÉDIAT DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS ET DE LA JEUNESSE FACE À LA CRISE**

---

Les syndicats se trouvent aujourd’hui sous une énorme pression de la part des travailleurs, mais aussi sous la pression de la politique de la “grande coalition”, et particulièrement de la direction du SPD, qui veut en faire les courroies de transmission de la politique du gouvernement. Ce ne peut en aucun cas être la tâche des syndicats d’organiser les licenciements et les réductions de salaires au nom de leur “mise en œuvre sociale”. La “mise en œuvre sociale” des plans de destruction n’est pas possible. C’est une manœuvre pour affaiblir la force organisée des travailleurs, pour décomposer les syndicats et les détruire.

Après que l’IG-Metall et Ver.di ont demandé qu’il n’y ait pas de licenciement en 2009, ils ont également demandé une garantie de l’emploi en cas d’aide financière des entreprises. S’il ne s’agit pas de paroles en l’air, l’occasion n’est-elle pas donnée, répétons-le, à la direction du DGB et de ses syndicats d’utiliser la manifestation centrale du 16 mai pour mobiliser la force des travailleurs et de la jeu-

nesse pour exiger du gouvernement l’interdiction des licenciements et des destructions d’emplois ?

N’est-il pas légitime, dans ces conditions, que les syndicalistes adoptent, dans leurs instances, des motions allant dans ce sens et adressées à la direction du DGB ?

N’est-il pas légitime que les sociaux-démocrates que révolte la politique totalement réactionnaire de la direction du SPD — qui s’est installée à l’occasion d’un putsch à la tête de leur parti pour poursuivre, contre la volonté de la majorité, la politique criminelle d’un Schröder — battent le rappel pour organiser le soulèvement de leur parti pour chasser cette direction qui les mène au désastre ?

Tout faire pour rassembler et organiser ces forces qui ne peuvent accepter plus longtemps que la direction de leur parti, le SPD — qui reste le parti qui organise la majorité des cadres ouvriers en Allemagne —, les soumette à une politique qui offre des milliards pour sauver les banques, les spéculateurs et les grandes entreprises, qui fait payer les dettes à la population et met cette dernière au chômage.

Tout faire pour libérer les syndicats de la pression qui vise à ôter aux travailleurs leurs organes élémentaires de combat.

Tout faire pour faire surgir, dans les assemblées générales qui se tiennent dans les entreprises, le mot d’ordre d’interdiction des licenciements comme première mesure d’urgence et pour exiger le retour de tous les milliards donnés aux banques et aux spéculateurs pour les affecter à la défense des emplois et à la mise en œuvre d’un programme massif et efficace pour sortir des millions de membres de la société de la misère sociale.

Voilà à quoi les militants de la section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale (ISA) consacrent toutes leurs forces, organisant autour d’eux, sans aucun préalable d’accord avec leurs positions, pour défendre le bien commun de la classe ouvrière allemande, à savoir l’indépendance de ses organisations afin de préparer la deuxième étape de radicalisation de la lutte des classes inscrite inéluctablement dans le développement de la situation.

**Werner Uhde**

# L'Inde dans la crise mondiale

## Le mouvement ouvrier indien à un carrefour

Par François Forgue

Il y a encore quelques mois, bien des commentateurs, face à l'accélération et à l'approfondissement de la crise mondiale, ont cherché des motifs d'espoir en se tournant vers l'Asie. Ils cherchaient à se rassurer en insistant sur le fait que la "crise financière" n'avait pas le même impact sur des pays où le facteur déterminant de l'activité était la production de biens et de services de toute façon indispensables, et qu'en conséquence ces économies dites "en voie de développement" fourniraient l'un des ressorts de la relance. Ainsi, l'un des analystes les plus connus de l'économie mondiale, Martin Wolf, expliquait dans le *Financial Times* (29 octobre 2008) "pourquoi l'Asie restait sereine".

Le ton est tout autre aujourd'hui. Les faits ont tranché : l'Asie tout entière est frappée de plein fouet par la crise mondiale. L'hebdomadaire financier britannique *The Economist* titrait son numéro du 31 janvier 2009 : "Pourquoi c'est en Asie que la crise frappe le plus fort." Il détaillait les coups portés à l'économie chinoise et notait l'effondrement en cours au Japon avant d'aborder la situation dans d'autres pays d'Asie.

Bien sûr, les formes dans lesquelles la crise frappe chaque pays du continent sont différentes (1).

En ce qui concerne ce qu'on appelle parfois l'Asie du Sud — ou plus précisément le sous-continent indien —, les analyses faites à ce sujet dans les diverses contribu-

tions publiées dans le précédent numéro de *La Vérité* (celles de N. Vasudevan et de C.-K. Sanyal à propos de l'Inde, comme celle de Samia sur le Pakistan) ont été largement vérifiées par les faits.

Ainsi l'article du camarade Vasudevan soulignait qu'au-delà de la "panique boursière", le ralentissement économique avait déjà sérieusement affecté le marché immobilier et que, "selon les calculs les plus optimistes, ce ralentissement serait à l'origine de la perte d'environ deux millions d'emplois". Depuis, un rapport du ministère du Travail qui vient d'être publié estime à 500 000 le nombre d'emplois qui ont été supprimés entre octobre et décembre 2008 en Inde.

Il prévoit que, dans le secteur de l'exportation, 1,5 million d'emplois seraient perdus pour le mois de février. Ces premières conséquences immédiates de la crise frappent un pays où le chômage est déjà endémique. Le camarade Sanyal fait

---

(1) Si l'on se place du point de vue de l'évolution de l'Asie dans son ensemble, la crise renforce encore la place que tient et tiendra dans cette évolution la classe ouvrière chinoise (voir l'article de Chen Chao-Lin paru dans *La Vérité*, n° 64) et donne encore plus d'importance pour le développement de la lutte de la classe ouvrière en Inde au fait que la conférence de Mumbai avait tenu à souligner la place essentielle de la Chine : "Lors de la conférence, une grande attention a été prêtée aux développements en cours en Chine et à leur signification pour le combat mondial de la classe ouvrière, et surtout en Asie."

remarquer dans son article que le seul Etat du Bengale-Occidental enregistre 7 millions de chômeurs. Par ailleurs, la camarade Samia, dans son article sur le Pakistan, explique que *“l'économie pakistanaise est maintenant en chute libre”*. Depuis, l'effondrement précipité des exportations confirme ce jugement.

Ces contributions s'inscrivaient dans un ensemble paru comme tribune libre dans le n° 64 nouvelle série (n° 670, décembre 2008) de *La Vérité*, sous le titre *“La classe ouvrière face à la désagrégation capitaliste”*. Dans la présentation de cet ensemble, il était souligné que c'était en relation avec la préparation du Septième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale que *La Vérité* avait invité

*“14 militants de différents pays à livrer des informations relatives aux formes et aux conséquences de la crise dans leur pays et aux problèmes auxquels le mouvement ouvrier est confronté. Certains militants appartiennent à la IV<sup>e</sup> Internationale, d'autres sont des militants ouvriers avec qui nous coopérons sur le terrain de l'indépendance de classe, et dont le point de vue ne reflète pas nécessairement les positions de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ainsi se prépare le Septième Congrès mondial, en relation avec l'ensemble des débats qui traversent le mouvement ouvrier à l'échelle internationale, pour dégager les voies et les moyens d'une résistance efficace face à l'offensive destructrice sans précédent du capital.”*

Le but de cet article est d'être un jalon dans le développement de cette discussion. Il est précisément centré sur les développements économiques, sociaux et politiques en Inde — même si ceux-ci s'insèrent non seulement dans un processus mondial, mais ne peuvent être séparés des développements à l'échelle du sous-continent — et aux problèmes auxquels doit faire face le mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, la crise s'approfondit en Inde — comme partout ailleurs dans le monde — et ses conséquences mettent en cause l'ensemble des équilibres sociaux et politiques qui avaient pu être préservés jusqu'à présent.

Ces conséquences rendent encore plus volatile la situation dans les pays qui entourent l'Inde, comme le Pakistan et le Bangladesh, et, au-delà, ce qui tend à

rendre encore plus profonde la crise en Inde même. Comme l'expliquait une étude sur l'économie indienne parue dans *l'International Herald Tribune* (samedi 10 janvier 2009), le mythe que l'on cherchait à entretenir était celui d'un “découplage” entre l'Inde et les Etats-Unis :

*“Même si l'économie américaine entraine dans une période difficile, l'Inde pourrait tirer avantage de ses difficultés et vendre aux Etats-Unis plus de services délocalisés.”*

C'est le contraire qui s'est produit. Les firmes qui délocalisaient des services réduisent leurs activités et licencient. En même temps, le secteur exportateur voit son activité baisser rapidement. L'économie indienne est, elle aussi, “en chute libre”. Dans ces conditions, les conclusions qui avaient été tirées par des militants ouvriers de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh lors de la conférence de Mumbai (février 2008) prennent une signification encore plus forte et une grande urgence (2).

Dans le cours de la préparation du Septième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, il s'agit là de questions qu'il est nécessaire de discuter parce qu'elles concernent l'avenir même des travailleurs et des peuples de l'Asie.

---

## LES ORIGINES DE LA CRISE ACTUELLE

---

Un économiste indien, lié à l'un des deux Partis communistes indiens, le Parti communiste de l'Inde, Prabbat Patnaik, a résumé la crise mondiale dans les termes suivants :

*« Les explications communément données sont que la crise résulterait “d'une absence de régulation gouvernementale dans le secteur financier”, “d'un manque de vigilance qui aurait permis aux institu-*

(2) Les 19 et 20 janvier 2008, s'est tenue à Mumbai une “Conférence Asie pour la défense de la paix, des droits des nations et de l'indépendance du mouvement ouvrier par rapport à la gouvernance mondiale”. Plus de 80 délégués venus de l'Inde, du Bangladesh, du Pakistan, de Chine, d'Australie et des représentants de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples y ont participé. Des messages d'Afghanistan, d'Iran, des Philippines et d'Australie sont parvenus à la conférence.

tions financières d'octroyer des prêts de façon téméraire", *bref d'une série d'erreurs et d'aberrations qui ont contribué à "une faillite du système", pour citer l'économiste distingué, lauréat du prix Nobel, Joseph Stiglitz. Cependant, c'est le raisonnement tout entier qui est erroné. La crise n'est pas une "faillite du système", elle est au cœur du mode de fonctionnement du système lui-même. Elle ne résulte pas d'"erreurs" ou d'"aberrations" ; elle est inhérente à la logique du système.*

*Si vraiment une régulation gouvernementale avait permis d'empêcher "les institutions financières d'octroyer des prêts de façon téméraire" aux Etats-Unis, s'il n'y avait pas eu de "prêts hypothécaires", alors le boom dans l'immobilier aurait été interrompu beaucoup plus tôt. Le spectre du chômage de masse serait apparu beaucoup plus vite, et même, l'économie mondiale se serait retrouvée beaucoup plus tôt en récession. »*

Voilà qui tranche agréablement avec les sottises répétées à souhait sur la séparation entre "l'économie financière" et "l'économie réelle", sur le fait que la crise serait le produit d'"excès", "d'un manque de réglementation". Mais quelles conclusions peut-on tirer de cette appréciation ? Pour sa part, P. Patnaik se réfère à Keynes, dont il dit qu'il "militait non seulement pour la régulation du capitalisme, mais pour sa transformation d'une manière qui assurerait le quasi-plein emploi et ainsi détruirait l'argument majeur en faveur du socialisme".

En même temps, il reconnaît que ce n'est pas l'application des recettes de Keynes, mais la préparation de la guerre qui a sorti l'économie capitaliste de la dépression. Il assure cependant qu'aujourd'hui, une solution à la crise peut être apportée par le recours à Keynes et que c'est le grand capital financier international qui s'oppose à une solution de ce type, voulue notamment par les partis sociaux-démocrates. Si la crise est justement, comme l'explique Patnaik, l'expression du fonctionnement même du "système" — il faudrait ajouter : du système capitaliste à un point avancé de sa décomposition —, il n'y a de solution réaliste qu'en s'attaquant au système, c'est-à-dire à la propriété privée des moyens de production, et non en espérant que le salut vienne d'une reprise des méthodes de Keynes.

Aujourd'hui, partout dans le monde, qu'il s'agisse des économies impérialistes les plus développées ou de celles qu'on désigne comme "émergentes", qu'il s'agisse de gouvernements "de droite" ou "de gauche", des plans similaires sont mis en avant, plans visant non pas à sauver les travailleurs du système, mais à sauver le système, ce qui ne peut se faire qu'en renonçant à défendre les intérêts des travailleurs et des peuples.

La crise d'effondrement de l'économie capitaliste mondiale, produit du fonctionnement même de ce système, comme l'a souligné P. Patnaik, est une crise qui touche tous les aspects : économique, social, politique. Elle ne peut être séparée, dans ses causes comme dans ses conséquences, de l'ensemble de la politique impérialiste telle qu'elle s'est développée ces dernières années, ni de la "guerre sans fin" prêtement menée contre le terrorisme, ni de la volonté de disloquer les nations, de nier de plus en plus brutalement la souveraineté et les libertés démocratiques.

Cette politique s'applique dans des conditions antérieurement forgées par les développements de la lutte des classes.

A propos des attentats survenus à Mumbai le 26 novembre 2008, l'écrivain indien Arundhati Roy écrivait :

*« Pour nous, dans ce sous-continent nucléarisé, le contexte, c'est la partition. La "ligne Radcliffe", qui sépara l'Inde et le Pakistan en déchirant les Etats, les districts, les villages, les champs, les communautés, les systèmes d'alimentation d'eau, les foyers et les familles — et qui fut tracée en une nuit —, entraîna le massacre d'un million d'êtres humains et la plus gigantesque migration de l'histoire contemporaine.*

*Huit millions de personnes, des Hindous fuyant le Pakistan qui venait de se créer, des musulmans fuyant une Inde nouvelle, abandonnèrent leur résidence, n'emportant que ce qu'ils avaient sur le dos (...). La partition a laissé derrière elle le Cachemire, plongé dans un cauchemar dont il n'émerge pas et qui a déjà entraîné plus de 60 000 morts. »*

A. Roy rappelle ensuite la situation des 150 millions de musulmans en Inde (les musulmans comptent parmi les couches les plus défavorisées de l'Inde du point de vue de l'accès à un emploi stable et à une qualification) et évoque le massacre qui eut lieu

au Gujarat en 2002, qui provoqua plus de 2 000 morts musulmans. Elle ajoute :

*“Là est le contexte historique du terrorisme dans le sous-continent et des attentats de Mumbai.”*

D’ailleurs, le *Times of India* a résumé la situation en écrivant :

*“L’Inde est en guerre, et cela face à des ennemis mortels en son sein.”*

Cette affirmation, à un moment où Hillary Clinton prend ses fonctions de secrétaire d’Etat, ne peut que faire penser à l’affirmation du président Clinton selon laquelle *“l’Inde pourrait devenir la nouvelle Bosnie”*.

Le *Times of India* concluait en notant que,

*“pour faire face à la terreur en Inde, il est nécessaire de stabiliser le Pakistan et le Bangladesh. L’Inde doit rechercher une aide internationale pour améliorer ses services de sécurité, mais aussi pour stabiliser toute la région qui va de l’Afghanistan au Bangladesh. Il n’y a pas de temps à perdre.”*

Ces commentaires s’inscrivent dans une situation où l’intervention américaine dans toute la région se fait de plus en plus directe et dangereuse. L’une des premières décisions du président Obama a été de renforcer le contingent américain en Afghanistan et d’appeler à une plus grande présence des armées de l’OTAN dans ce pays.

---

## GUERRE CONTRE LES PEUPLES DU SOUS-CONTINENT

---

Simultanément, la guerre d’Afghanistan est de plus en plus devenue une guerre menée au Pakistan même, au point que les militaires américains parlent maintenant de *“l’AF-PAK”* pour désigner à la fois l’Afghanistan et le Pakistan comme la région prioritaire de leur intervention militaire. Il n’y a plus d’Etats, de peuples : il n’y a plus qu’un seul périmètre militaire, cible des bombardements et des attaques.

Il est intéressant de souligner que la politique poursuivie dans la région, aujourd’hui par l’administration Obama, a été notamment présentée dans un article de l’*International Herald Tribune* (6 oc-

tobre 2008), dont l’auteur est Robert D. Kaplan, l’un des “penseurs néo-conservateurs” qui faisaient partie de l’équipe des conseillers de Bush. Il écrit :

*« Aujourd’hui, le Pakistan, avec ces 165 millions d’habitants, est une Yougoslavie disposant de l’arme nucléaire qui est menacée d’être déchirée par la rébellion taliban dans la North Western Frontier Province (NWFP) et également par les mouvements séparatistes grandissants au Baluchistan et au Sindh (...). Le futur du Pakistan peut dépendre du degré auquel les forces américaines seront capables de coopérer avec la hiérarchie militaire pakistanaise pour empêcher la rébellion taliban de s’étendre non seulement en Afghanistan, mais aux villes du Pakistan. Cela peut paraître un paradoxe, mais impliquera des accords avec certains talibans contre d’autres (...). Un échec en Afghanistan, qui déstabiliserait le Pakistan, ne bénéficierait pas à l’Inde (...). Le plus grand problème de l’Inde est le fait qu’elle partage de longues frontières avec des Etats dysfonctionnels comme le Pakistan, le Bangladesh et le Népal (...). Ce que le Pentagone appelle la “longue guerre” est la question géopolitique majeure de notre temps et l’Afghanistan est en son cœur. Le sort de l’Eurasie en dépend. »*

C’est-à-dire que la domination mondiale de l’impérialisme américain, qui implique sa prééminence en Asie et en Europe, conduit à la mise en cause directe de tous les équilibres existants dans le sous-continent indien.

Le Pakistan est ainsi la cible d’une offensive dont les conséquences ultimes ne peuvent être que sa destruction. Dans le même temps, et après avoir brutalement dénié le droit au peuple du Bangladesh de s’exprimer dans des élections, l’impérialisme américain est ouvertement intervenu pour soutenir la mise en place d’un gouvernement intérimaire, arbitraire et uniquement appuyé sur l’autorité militaire qui a placé le pays dans une situation d’extrême fragilité.

L’Inde, aujourd’hui encore plus déséquilibrée que dans les dernières années par les conséquences de la crise, est au cœur de ces plans destructeurs de l’impérialisme.

Les masses ouvrières et paysannes de l’Inde, qui s’appuient sur une riche tradition de lutte contre le colonialisme, puis

pour la défense de leurs droits dans le cadre de la République de l'Inde, ont une immense contribution à apporter aux luttes d'ensemble des travailleurs de tout le sous-continent. Réciproquement, elles ne peuvent mener la lutte pour la défense même de leur existence en la séparant de celle des peuples avoisinants. C'est ce que reconnaissent, en quelque sorte "en négatif", les porte-parole de l'impérialisme qui font du "rétablissement de l'ordre" au Bangladesh, au Pakistan et au Sri Lanka une condition du maintien de "leur ordre" en Inde même.

C'est ainsi que les problèmes nés de la partition, organisée contre les droits des peuples et pour assurer le maintien sous de nouvelles formes de la domination impérialiste, ressurgissent aujourd'hui dans le contexte de l'offensive d'ensemble de l'impérialisme contre les droits des peuples, l'unité et la souveraineté des nations.

L'ensemble de ces développements soulignent à quel point la déclaration contresignée par 80 militants ouvriers et responsables syndicaux de toute l'Inde lors de la conférence de Mumbai, à laquelle participaient également des délégués du Pakistan et du Bangladesh, est aujourd'hui directement reliée aux exigences de la lutte de la classe ouvrière dans chaque pays.

La résolution finale de la conférence de Mumbai déclarait :

*« Dans tous les pays, la guerre, l'occupation, la présence militaire sont mises à profit pour aggraver les conditions de la classe ouvrière, attaquer ses droits, intensifier l'exploitation.*

*Les travailleurs du Bangladesh, de l'Inde, du Pakistan ont les mêmes intérêts. Ils combattent les mêmes ennemis et les mêmes maux. L'extension des zones économiques spéciales est mise à profit pour détruire les droits ouvriers et attaquer la souveraineté nationale des pays, c'est également un moyen d'arracher leurs terres aux paysans (...).*

*La lutte contre la guerre n'est pas séparable de la lutte contre l'exploitation. C'est un combat international. Afin de mener ce combat, la classe ouvrière a plus que jamais besoin de son indépendance. Le mouvement ouvrier ne doit en aucune façon accepter de devenir une composante de ce que l'on appelle "la gouvernance mondiale".*

*Cette gouvernance mondiale n'est rien d'autre qu'un système dans lequel les organisations ouvrières ne seraient plus que des courroies de transmission de la volonté et des exigences de la classe capitaliste. Dans le respect des traditions nationales de chaque pays, nous devons combattre contre cette intégration de nos organisations dans le cadre de la "gouvernance mondiale" et nous devons développer une campagne permanente sur les objectifs de ce système et pour expliquer et dévoiler au grand jour les manœuvres employées pour les dissimuler.»*

---

## COMMENT LA CRISE FRAPPE AUJOURD'HUI L'INDE

---

D'une manière immédiate, l'Inde fait face à une échéance électorale. En avril et mai 2009 auront lieu des élections générales qui renouvelleront l'Assemblée nationale. Le nouveau gouvernement dépendra de la majorité qu'il devra trouver au sein de cette Assemblée.

Il est clair que, comme lors des précédentes élections, aucun des deux grands partis de la bourgeoisie indienne, le BJP (le parti hindouiste) et le Parti du Congrès, n'obtiendront à eux seuls une majorité. Ils seront l'un et l'autre contraints de se placer à la tête d'une coalition, elle-même résultant d'une combinaison complexe de coalitions à l'échelle des Etats ; les partis que l'on peut qualifier de régionalistes, qui n'existent qu'au niveau d'un Etat, prennent de plus en plus d'importance.

Cette fragmentation extrême, cette balkanisation de la vie politique, le fait que le Parti du Congrès, le parti de la bourgeoisie indienne qui, historiquement, a été le parti du combat pour l'indépendance, ne puisse plus tenir le rôle nationalement central et unificateur qui fut le sien sont les symptômes d'une réalité plus profonde : le degré atteint par les contradictions qui tendent à mettre en cause l'unité de l'Inde elle-même. Cette réalité ne peut qu'être aggravée par les conséquences de la crise mondiale.

Revenons brièvement sur la manière dont cette crise s'exprime.

Le *Financial Times* (24 octobre 2008) soulignait que

*“les investisseurs institutionnels étrangers ont retiré pendant l’année des fonds de l’Inde : 11 milliards de dollars ont été retirés des marchés financiers indiens, qui ont perdu 50 % de leur valeur dans la même période”.*

Le même journal, quelques mois plus tard, le 13 février 2009, indiquait que

*“la crise financière mondiale a asséché les liquidités dans les banques indiennes, ralenti les exportations et ôté son éclat même au secteur des délocalisations dans la haute technologie. Plus de 500 000 emplois ont été perdus dans les secteurs clés de l’exportation dans le dernier trimestre de l’année passée. Le secteur délocalisé de la haute technologie se tarit, ses clients étant à l’agonie ou déjà morts.”*

N’oublions pas que les activités dépendant de l’impérialisme ne se limitent pas à ces “secteurs de pointe” : les activités liées à l’exportation sont l’une des plus grandes sources d’emplois en Inde. Elles emploient 150 millions de personnes dans tout le pays, c’est-à-dire le plus grand nombre après l’agriculture.

On comprend les conséquences catastrophiques que ces tout premiers résultats de la crise ne peuvent qu’entraîner dans un pays où déjà plus de 40 % de la population survivent, d’après les chiffres officiels, sous le seuil de pauvreté. 65 % de la population active sont encore engagés dans l’agriculture.

Chaque année, 14 millions d’Indiens se présentent sur le marché du travail. La revue financière britannique *The Economist* écrivait en décembre 2008 :

*“Si l’Inde ne peut trouver des emplois pour ses nouveaux arrivants, la pauvreté ne peut être réduite et l’Inde fera face à une sérieuse instabilité.”*

---

## QUELLE OPPOSITION ?

---

Ce qui est frappant, c’est que dans cette situation grave et à la veille d’élections générales, les partis politiques qui se réclament de la classe ouvrière, en particulier les deux PC, restent d’une extrême discrétion et semblent se préparer à n’être qu’une force d’appoint, se refusant à poser clairement les questions majeures que le développement de la situation met au premier plan.

C’est en ce sens que N. Vasudevan peut écrire dans son article de *La Vérité* : “Il n’y a pas d’opposition.” C.-K. Sanyal, pour sa part, constate que les dirigeants du BJP, du Parti du Congrès et du Parti communiste (marxiste) de l’Inde ont en commun de prôner le “développement du capitalisme”. Ce qui est incontestable. Mais les dirigeants du Parti du Congrès et du BJP se sont toujours réclamés de la défense du système fondé sur la propriété privée des moyens de production. Des partis comme le Parti communiste (marxiste) de l’Inde et le Parti communiste de l’Inde ont des origines de classe différentes : ils se sont constitués en relation avec la lutte de la classe ouvrière indienne pour son émancipation nationale et sociale. De ce fait, des sections de la classe ouvrière se tournent nécessairement vers ces partis pour trouver une solution sur le plan politique.

Tous les développements qui s’accumulent aujourd’hui en Inde et qui conduisent à des explosions sans précédent posent la question de la politique suivie par ces partis. Ou une politique de soutien au système fondé sur la propriété privée des moyens de production, ou une politique indépendante qui ouvre la voie à la mobilisation des masses ouvrières et paysannes, pour leur défense.

Dans cette situation, ce n’est pas seulement au sein des partis politiques, mais dans les différentes composantes du mouvement syndical qu’est portée une appréciation des développements en cours, que sont avancées des propositions et mis en avant des mots d’ordre.

Ainsi, en décembre 2008, la All India Trade Union Congress (AITUC) a adopté dans un congrès une série de résolutions, dont l’une porte sur l’augmentation du prix du riz et revient sur la nécessité de mettre en place un système public de distribution du riz, institution qui avait été démantelée alors que le gouvernement du BJP était au pouvoir, politique qui avait été poursuivie sous le gouvernement de coalition conduit par le Congrès et soutenu par les deux PC.

Une autre résolution s’oppose précisément à l’une des récentes décisions du gouvernement de coalition en matière économique : celle de faire passer de 26 à

49 % la part que des investissements étrangers peuvent occuper dans le secteur des assurances.

Pour sa part, la Confédération of Indian Trade Unions (CITU), à l'occasion d'un rassemblement organisé le 20 janvier, a mis notamment en avant les mots d'ordre suivants :

- halte aux licenciements et réductions de salaires effectuées sous le prétexte de la crise ;

- hausse du salaire minimum des travailleurs urbains comme des travailleurs agricoles et stricte application des lois du travail ;

- une législation d'ensemble sur les conditions de travail et la protection sociale des travailleurs du secteur inorganisé et des travailleurs agricoles ;

- protection de l'industrie nationale par l'augmentation des droits : l'Inde devrait s'opposer à toute nouvelle baisse des droits.

Ainsi, les deux confédérations syndicales, liées aux deux PC, introduisent dans leur plate-forme revendicative une série de mots d'ordre autour desquels l'unité peut se réaliser.

Mais une première question se pose : la défense effective de ces mots d'ordre peut-elle s'accommoder d'une politique dite "d'ouverture", celle qui a été pratiquée par les gouvernements successifs depuis près de 20 ans, y compris par le gouvernement actuel ?

L'application stricte des lois du travail sur tout le territoire national est-elle compatible avec l'existence — et encore plus avec la promotion, la généralisation — de "zones économiques spéciales", conçues pour que rien ne limite les profits des multinationales ?

Toutes les mesures qui correspondent aux intérêts de la classe ouvrière, des travailleurs des villes et des campagnes, le refus des licenciements, l'augmentation des salaires, les subventions aux agriculteurs, l'annulation des dettes, sont contradictoires avec tout ce qui va dans le sens du "bon fonctionnement" du système capitaliste : elles s'opposent en particulier à une politique commandée par la volonté "d'attirer les capitaux étrangers". N'est-ce pas cette politique qui a été suivie dans les

Etats de l'Inde où le Parti communiste (marxiste) gouverne, comme au Bengale-Occidental, dont le gouvernement a été à l'avant-garde de la mise en place de "zones économiques spéciales" ?

Pour paraphraser Prabhat Patnaik, les licenciements, les paysans chassés de leurs terres, les salaires les plus bas possibles, le démantèlement de toute législation entravant la volonté de profit ne sont pas des "accidents" ou "des excès du système", ils sont le fonctionnement même du système.

Que dit pour sa part le NTUI (3) ?

Il constate que "*quinze ans de changements induits par la mondialisation impérialiste*" ont abouti au

*"chômage et à une faible croissance de l'emploi, aux fermetures d'entreprises, aux restructurations, aux licenciements (...), aux privatisations, à l'industrialisation au travers de zones économiques spéciales, où le capital étranger et national dispose d'avantages particuliers, de dérogations fiscales, et où les lois du travail ne sont pas respectées"*.

Ce même document, adopté en décembre 2008, constate que le gouvernement conduit par le Parti du Congrès a suivi, fondamentalement, le même cours que celui du BJP, que le BJP et le Congrès "*partagent un large consensus néo-libéral et pro-impérialiste*".

Sans aucun doute, ce sont là des constatations qui peuvent être un point d'appui pour rompre avec la politique de soutien au gouvernement de coalition. Mais quelles conclusions le NTUI tire-t-il de ce constat ?

Il reconnaît que ce qu'il appelle la "*faiblesse de la gauche parlementaire*" a été accentuée par les "*oscillations de celle-ci et sa duplicité lorsqu'elle était au pouvoir*", mais se contente d'en tirer comme conclusion qu'il faut espérer que, dans les conditions qui résulteront des élections, un "*nouveau programme commun*" émerge, à partir de la nécessité de faire face à la crise.

(3) La New Trade Union Initiative est plus une coordination d'organisations syndicales indépendantes (c'est-à-dire non affiliées à une des confédérations existantes) qu'une centrale syndicale. Des courants politiques divers s'y expriment.

Ainsi, après avoir critiqué à juste titre la politique d'appui au gouvernement du Congrès, ce document aboutit en fait à en proposer la reprise.

Dans la discussion, d'autres aspects de ce document seront nécessairement présents. Il a, par exemple, la particularité de ne pas présenter, comme on pourrait l'attendre d'une organisation syndicale, un ensemble de revendications précises, mais au contraire esquisse une plateforme de gouvernement qui se situe dans le cadre du système capitaliste et à laquelle les syndicats devraient être associés.

Le point de départ de toute réflexion sérieuse sur les mesures à prendre face à la crise, c'est comment protéger la classe ouvrière des conséquences de cette crise : c'est-à-dire la mise en avant de mots d'ordre correspondant aux besoins vitaux de la classe ouvrière.

Si la mise en œuvre de mesures correspondant aux besoins vitaux de la classe ouvrière se heurte au fonctionnement du système capitaliste — ce qui exprime l'antagonisme entre les classes —, c'est le système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production qu'il faut mettre en cause. Ce n'est que dans ce cadre que le vœu formulé par le NTUI dans cette résolution peut prendre tout son sens :

*“Face à la crise économique, le NTUI appelle à l'unité du mouvement syndical pour qu'il forge un programme d'action commun et lutte de façon unifiée.”*

---

## ORGANISER LA DISCUSSION AUTOUR DES QUESTIONS VITALES

---

Tous les travailleurs de l'Inde, à quelque organisation syndicale qu'ils appartiennent, ressentent certainement un profond besoin d'unité. Mais la base de cette unité ne peut être donnée que par les revendications procédant des intérêts de la classe ouvrière, et donc exige l'indépendance de ses organisations à l'égard du système capitaliste, de l'impérialisme et de l'Etat.

Les travailleurs de l'Inde ont besoin de l'unité de leurs organisations autour de leurs revendications. Pour œuvrer à cette

unité, il est aussi nécessaire que se constitue une force politique à même de l'exprimer au plan politique.

Ce n'est qu'ainsi que *“l'on peut souder de plus en plus fermement et de plus en plus largement les ouvriers et les paysans en une force unie”*, comme l'écrit un militant indien. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut commencer à répondre au problème soulevé par le camarade C.-K. Sanyal dans son article :

*“Il n'existe pas en Inde de parti ouvrier qui puisse mettre en avant une autre orientation, celle du marxisme.”*

C'est à partir de là qu'on peut saisir ce qu'indique le camarade Vasudevan quand il écrit *“qu'il n'y a pas de mouvement organisé s'opposant aux suppressions d'emplois et aux réductions de salaires”*. Cette affirmation a peut-être paru exagérée à certains lecteurs de *La Vérité*, qui constatent que la classe ouvrière indienne a multiplié des actions organisées à l'échelle nationale à l'appel de ses organisations syndicales, que des combats déterminés ont eu lieu à l'échelle des divers Etats ou de tel ou tel secteur : mines, secteur bancaire, entreprises manufacturières, etc.

Pourtant, et c'est précisément le fond de la question, ces mouvements n'ont pas trouvé de débouché politique.

La IV<sup>e</sup> Internationale, dans le cours même de la préparation de son congrès mondial, à travers l'association de militants à la discussion préparatoire à ce congrès, entend aider à poser ce problème : sur quelles bases regrouper une force politique, assurer les conditions d'un débat organisé, construire une tribune où puissent s'exprimer et agir ensemble ceux qui se situent sur le terrain de l'intérêt de l'indépendance de la classe ouvrière ?

Cette discussion se recoupe avec ce qui est au centre même de la préparation du congrès mondial :

*“La question centrale est donc le rapport entre la classe ouvrière et ses organisations. Celles-ci, menacées par l'offensive des appareils au service de l'impérialisme, restent cependant l'outil que la classe cherche à saisir comme instrument de sa lutte de classe.”*

Cela est aujourd'hui posé en Inde dans des conditions qui procèdent de la crise

qui secoue le monde et dans les conditions particulières créées par le fait que l'on se trouve à la veille d'élections.

Comme l'écrit le camarade Vasudevan, *"face à la crise économique, les partis au pouvoir et ceux de l'opposition restent muets"*. C'est pourquoi, comme nous l'avons noté plus haut, Vasudevan conclut : *"Il n'y a pas, en réalité, d'opposition."* Mais il y a par centaines de milliers des travailleurs des villes et des campagnes, des ouvriers menacés de perdre leur emploi ou déjà chassés hors de la production. Ils combattent, ils résistent, comme en ont témoigné les soulèvements paysans au Bengale-Occidental comme en Orissa, comme au Maharastra, comme en ont témoigné et en témoignent quotidiennement les grèves qui ont soulevé des secteurs essentiels du prolétariat indien.

Les mouvements qui ont rassemblé les travailleurs à l'échelle de toute l'Inde le prouvent. Dans ce combat, ils cherchent à s'appuyer sur les organisations que les travailleurs ont construites. Certes, dans les proclamations des dirigeants des grandes centrales appelant à faire grève, à manifester contre la politique anti-ouvrière d'un gouvernement que les partis qui les contrôlent soutiennent, il y a cet élément de "duplicité", il y a aussi que ces organisations ne peuvent — au risque d'exploser — s'opposer frontalement à cette volonté des masses. Là est le point de départ.

En 2005, la loi sur les SEZ a été votée à l'unanimité. N'est-il pas temps de dire maintenant, exprimant l'exigence des masses travailleuses : cette loi doit être abrogée ? Plus d'expropriations pour le profit des multinationales ! Pas de privilèges contraires à la démocratie, à la souveraineté nationale et aux libertés syndicales pour assurer le profit du capital étranger ou national ! Pas un pouce de territoire où l'on puisse invoquer des lois et des règlements datant de la domination coloniale pour justifier l'expropriation des paysans ! Pas un pouce de territoire où la loi du travail ne s'applique pas strictement ! Abrogation de la loi de 2005 sur les zones économiques spéciales !

N'est-il pas temps qu'une telle exigence, qui recoupe les revendications les plus essentielles des travailleurs des villes et des paysans pauvres, soit adressée, si

l'on veut faire face à la crise, à tous les partis qui briguent les suffrages des ouvriers et des paysans au nom du "socialisme" ? Engagez-vous à abroger la loi sur les zones économiques spéciales !

N'est-il pas temps que ceux qui ressentent cette nécessité se regroupent, fassent connaître leurs positions, introduisent ce débat dans le mouvement ouvrier indien ?

Cela vaut pour d'autres questions qui sont centrales pour la lutte des masses ouvrières et paysannes de l'Inde.

Chacun reconnaît — même si ce démantèlement a été freiné précisément par la résistance de la classe ouvrière — que les lois qui réglementent les licenciements ont été démantelées pendant la période dite de la "nouvelle économie", tout autant sous la coalition conduite par le Parti du Congrès que par celle dirigée par le BJP.

Le rétablissement immédiat de ces lois n'est-il pas une revendication à même d'unir les travailleurs et leurs organisations ? Ne constitue-t-il pas l'un des moyens de s'opposer à la déferlante des licenciements que l'on justifiera par la "crise" ?

D'autres questions sont posées par le développement même de la situation : au moment où le chômage s'aggrave quotidiennement, où la misère s'accroît dans les régions rurales, est-il tolérable, comme le rappelle le camarade Sanyal dans son article, que les deux tiers du revenu des impôts soient consacrés au service de la dette, dette qui est le produit de la spéculation internationale et du pillage impérialiste ?

Comme le rappelait la résolution finale de la conférence de Mumbai,

*"aujourd'hui, l'impérialisme suscite partout les conflits sur des bases prétendument ethniques ou religieuses. Mais les travailleurs sont unis dans la lutte de classe. Ceux qui, à l'époque de l'indépendance, ont organisé la partition pour affaiblir le peuple sont ceux-là mêmes qui aujourd'hui veulent aggraver le chaos et la division. A toutes leurs tentatives, nous devons opposer l'alliance fraternelle des peuples et des organisations de l'Inde, du Bangladesh, du Pakistan, du Népal et du Sri Lanka, pour la paix et l'unité du peuple."*

La discussion préparatoire au Septième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale

ne se sépare pas d'une action organisée pour que ces questions soient débattues dans l'ensemble du mouvement ouvrier

indien, pour aider à la réalisation de l'unité.

**François Forgeue**

# L'origine du crime organisé dans les Balkans

Commentaire sur la série d'articles  
"Histoire du crime organisé",  
parue dans *La Libre Belgique*

Par Pavlusko Imsirovic

Du 3 au 7 février 2009, Jean Arnault Derens a publié dans *La Libre Belgique* une série d'articles qui fait des "Balkans un paradis pour la Mafia". Cette série d'articles a été inspirée par de récents "règlements de comptes" dans les milieux mafieux croates et se base visiblement sur des informations distillées avec parcimonie par la police et des informations parcellaires. La partie la plus discutable est celle qui tente de faire la lumière sur l'"histoire du crime organisé dans les Balkans" et de rechercher encore une fois en Serbie ceux qui ont commis les crimes en Croatie. Sans vouloir polémiquer avec le journaliste, je donne ici un certain nombre de faits dont je considère qu'ils sont de la plus haute importance pour comprendre le développement du crime organisé dans les Balkans.

Lors d'une réunion d'information donnée aux employés des Nations unies qui se tenait début mars 1992, un diplomate italien et haut responsable aux Nations unies, qui était alors ambassadeur de l'ONU et chef des services de l'antenne

du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à Belgrade, interdisait expressément au personnel de toutes les agences des Nations unies en Serbie d'avoir le moindre contact ou de coopérer avec la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) (1). Il s'en expliquait de façon claire et nette : partout et toujours, la FORPRONU amène inévitablement avec elle le crime organisé, qui pouvait compromettre sérieusement l'ONU et toutes ses agences. C'est pourquoi la FORPRONU à Belgrade ne pouvait même pas utiliser les services techniques de l'administration des Nations unies (les services comptables, les communications et la valise diplomatique). Cependant, la majorité des personnels des

---

(1) La FORPRONU a été fondée par la résolution 743 des Nations unies du 21 février 1992. Elle arrivait déjà à Belgrade au mois de mars de la même année. Depuis juin 1993, elle a été, outre le HCR des Nations unies, la seule agence de l'ONU qui est demeurée à Belgrade, puisque, après les sanctions officielles contre la Fédération yougoslave, toutes les autres furent soit délocalisées à Vienne, soit dissoutes.

agences de l'ONU à Belgrade a bientôt commencé à utiliser les services et les contacts de la FORPRONU, et surtout ses liens avec Beobank, la plus grande banque de Serbie, dont le directeur général était Slobodan Milosevic. Cette banque continua à s'occuper de toutes ses opérations financières jusqu'à sa chute.

---

### LES CONSÉQUENCES DES "SANCTIONS INTERNATIONALES"

---

Les sanctions de la communauté internationale contre la République fédérale de Yougoslavie ont été imposées le 30 mai 1992 par la résolution 757 du Conseil de sécurité des Nations unies. Les sanctions ont été élargies et aggravées par la résolution 787 du 16 novembre 1992, et surtout la résolution 820 du 17 avril 1993. Elles ont été atténuées (partiellement suspendues) par les résolutions 943 du 23 septembre 1994, 970 du 12 janvier 1995 et 988 d'avril 1995. Les sanctions étaient motivées par la guerre en Bosnie-Herzégovine, puisque le Conseil de sécurité des Nations unies estimait que la Fédération yougoslave était directement engagée dans le conflit. Par leur ampleur et leur sévérité (hormis l'intervention militaire), ces sanctions étaient les plus sévères que les Nations unies eussent jamais prises à l'encontre d'un pays.

Les sanctions officialisées par les résolutions dont la liste figure ci-dessus ont été de fait suspendues (ajournées *sine die*) par la résolution 1022 du 22 novembre 1995, le lendemain même de la signature des accords de Dayton, et ont été officiellement et totalement suspendues par la résolution 1074 du 2 octobre 1996 (juste après la confirmation des résultats des élections en Bosnie et en Herzégovine).

Ces sanctions n'ont fait que renforcer la dictature de Milosevic et lui ont facilité la tâche pour concentrer toutes les finances de l'Etat entre ses mains et en faire un secret d'Etat. Durant toute cette période, le peuple entier a été dépouillé et l'inflation a atteint des sommets. L'essentiel des marchandises ne pouvaient être achetées qu'au marché noir, intégralement contrôlé par le régime de Milosevic. Les opérations de paiement internationales se

faisaient via Chypre, l'Autriche et la Suisse, où le régime de Milosevic avait ouvert des banques privées qu'il approvisionnait en devises étrangères — extorquées au peuple sur le marché noir — sous forme de liquidités transportées par avion.

Ce qui était le plus rentable à l'époque était de se livrer à la contrebande de pétrole et de cigarettes (2), puis de drogue. Même à l'époque de Tito, les services secrets yougoslaves organisaient le trafic de drogue en direction de l'Europe comme un moyen de compléter leurs budgets. Déjà, à la fin des années 1960, les premiers cas de malversations financières commises par les firmes d'import-export de la police secrète avaient été rendus publics. La police secrète de Milosevic avait poursuivi ce trafic et l'avait même étendu. Après la chute de Milosevic — le 5 octobre 2000 —, on trouva 700 kg d'héroïne dans un coffre de la police secrète dans une des banques de Belgrade.

---

### QUI ÉTAIENT LES "CHEFS DE GUERRE" DANS LA GUERRE DE DESTRUCTION DE LA YOUGOSLAVIE ?

---

Toutes les organisations paramilitaires qui, tout comme les forces de police, furent les principaux agents de la guerre en ex-Yougoslavie, avaient été, à l'origine, composées de criminels qu'on avait littéralement sortis de prison pour qu'ils soient engagés volontaires de ces unités. Les deux principales de ces organisations étaient la Garde des volontaires serbes de Zeljko Raznjatovic Arkan et les Bérés

(2) Milo Djukanovic, dirigeant du Monténégro pendant de nombreuses années et autrefois un des plus proches collaborateurs de Milosevic, a fait l'objet d'une enquête criminelle à Bruxelles et en Italie pour avoir massivement introduit des cigarettes de contrebande en Italie et dans l'Union européenne. L'enquête a été interrompue lorsqu'il a séparé le Monténégro de l'union avec la Serbie et proclamé le Monténégro comme Etat indépendant candidat à l'intégration à l'Union européenne. Aujourd'hui, l'Etat indépendant du Monténégro est un fief des fabricants de tabac internationaux et du magnat russe Oleg Deripaska. Djukanovic reconnaît publiquement s'être livré à la contrebande de cigarettes, mais, dit-il, c'était au compte de l'Etat et non pour son enrichissement personnel. Il est actuellement l'homme le plus riche du Monténégro.

rouges de Frenki Simiatovic. Après les accords de Dayton, ces organisations sont devenues les JSO (Jedinica za specijalne operacije — Unités spéciales) à l'intérieur du SB — Sluzba bezbednosti — Service de sécurité, autrement dit, la police secrète. Le commandant de cette nouvelle unité était Milorad Ulemek-Legija, qui, pour échapper à la justice, s'était réfugié dans la Légion étrangère, au sein de laquelle il était resté jusqu'à la guerre en Yougoslavie. Toutes les formations paramilitaires étaient sous le contrôle de Jovica Stanisic, un des chefs de la police secrète serbe jusqu'en 1998, date à laquelle Milosevic, qui doutait de sa loyauté, l'avait limogé. Mais même après son limogeage, Jovica Stanisic demeura un personnage très influent au sein de l'appareil de la très puissante police secrète. Il ne disparut pas de l'appareil du régime, mais fut réaffecté au poste de consultant pour la sécurité nationale auprès de Milosevic.

Au même moment, tout en commandant l'Unité des opérations spéciales, Milorad Ulemek-Legija était aussi un des dirigeants du célèbre clan Zemun, l'organisation mafieuse qui avait le monopole du trafic de drogue en Serbie. Il ne fait pas de doute que le clan Zemun était entièrement contrôlé par la police secrète et la majorité de ses principaux membres avaient des papiers d'identité fournis par la police et bénéficiaient d'une protection policière. Ulemek et quelques autres membres du clan Zemun se sont rendus à de nombreuses reprises en Amérique latine — en Colombie — pour le trafic de drogue. Il est impossible à aucun trafiquant de drogue européen de seulement mettre le pied en Amérique latine sans être enregistré par la DEA — services américains de contrôle et de répression du trafic de drogue — et la CIA, a fortiori s'il s'agit d'un ancien légionnaire et d'un haut responsable de la police secrète, connue pour être le plus gros importateur de drogue vers l'Europe.

Les principaux fournisseurs de drogue en Europe ont toujours été situés sur des territoires contrôlés et dominés par les Etats-Unis. Avant l'installation du régime des talibans et l'occupation américaine en Afghanistan, la drogue arrivait de Colombie en Europe via les Balkans. Depuis 2002, la drogue vient d'Afghanistan.

---

### RETOUR SUR L'UCK, "ARMÉE DE LIBÉRATION DU KOSOVO"

---

L'histoire de l'UCK — l'Armée de libération du Kosovo — est hautement mensongère et falsifiée. Elle n'avait et n'a rien à voir avec l'ancienne opposition des Albanais du Kosovo, nationaliste, "marxiste-léniniste", contre le régime serbe au Kosovo, ni, plus tard, avec le mouvement nationaliste démocratique au Kosovo. Les premiers qui aient essayé de construire l'UCK comme organisation de terroristes et de provocateurs ont été justement Slobodan Milosevic et sa police secrète au milieu des années 1990, mais ils ont dû renoncer après plusieurs tentatives comiques où ils tentèrent de présenter du faux matériel de propagande émanant d'une UCK encore inexistante, visiblement écrit en Serbe et ensuite traduit en Albanais — avec de nombreuses fautes — comme des documents émanant d'une pseudo-Armée de libération du Kosovo. Le régime de Milosevic n'était même pas capable de trouver du personnel albanais capable de traduire correctement les faux documents en langue albanaise.

Ce sont en fait les services secrets allemands, le BND, qui ont réussi à organiser pour la première fois le réseau terroriste de l'UCK en recrutant des criminels albanais parmi les immigrants en Allemagne et en Suisse. Leur intention était de l'utiliser comme la principale force capable de faire obstacle au mouvement spontané de la résistance albanaise au Kosovo. D'autres services secrets en Europe, ainsi que la CIA, ont aidé le BND à développer cette organisation. Le BND a formé l'organisation durant la période de "lune de miel" de Milosevic avec l'administration Clinton après la signature des accords de Dayton, lorsque l'Amérique le saluait officiellement comme "*le garant de la paix et de la sécurité dans les Balkans*". La "lune de miel" entre Bill Clinton et Slobodan Milosevic a duré jusqu'au printemps-été 1998, lorsque la politique américaine s'est attaquée à la phase suivante du dépeçage de ce qui restait de l'ex-Yougoslavie.

Début mars 1998, l'envoyé spécial de Clinton, Robert Gelbardt, arriva à Bel-

grade et annonça publiquement que les États-Unis considéraient que le Kosovo était un problème interne à la Serbie, que l'UCK était une organisation terroriste, et donc que le régime de Slobodan Milosevic recevrait le soutien des États-Unis s'il utilisait la police pour réprimer et liquider l'UCK et "pacifier" le Kosovo. Pour Milosevic, c'était largement suffisant pour qu'il envoie immédiatement les forces de police au Kosovo et entame une répression de masse. Il répéta très vite le même scénario utilisé sept ans plus tôt pour la Slovénie, la Croatie et la Bosnie, qu'il attaqua également à l'instigation directe de James Baker, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Bush père, qui s'était rendu à Belgrade le 2 juin 1991 et qui avait déclaré que les États-Unis ne reconnaîtraient pas la sécession annoncée de la Slovénie et de la Croatie, ce qui donnait à Milosevic le feu vert pour utiliser l'armée yougoslave pour lancer l'attaque contre ces républiques de l'ancienne Yougoslavie.

---

### 1998 : LES ÉTATS-UNIS DÉLAISSENT MILOSEVIC ET SOUTIENNENT L'UCK

---

La répression massive perpétrée par la police de Milosevic provoqua la résistance spontanée de la population locale et l'organisation de forces de guérillas locales dans de nombreuses localités du Kosovo. Puis, les États-Unis se mirent à se poser en protecteurs des Albanais du Kosovo en péril, et en supporters de l'UCK, qui, disaient-ils, exprimaient la résistance. Richard Holbrooke lui-même se rendit au Kosovo et, devant les caméras de télévision, rencontra des "soldats anonymes de l'UCK" en treillis de camouflage armés de fusils automatiques. Il suffit de quelques mois d'intense propagande "humanitaire" dans les médias pour qu'une "opinion publique" internationale frappée d'hébétéude oublie que, jusqu'à une époque très récente, cette même administration américaine acclamait Milosevic comme "*le garant de la paix et de la sécurité dans les Balkans*".

Dans le même temps eurent lieu une série d'assassinats jamais élucidés de dirigeants de l'UCK en Allemagne, en Suisse

et en Albanie. Dans les circonstances inexplicables de ces assassinats "oubliés", seuls les dirigeants contrôlés par la BND furent tués et le contrôle du réseau organisationnel de l'UCK — pratiquement identique aux structures organisationnelles des trafiquants de drogues albanais à l'étranger — fut repris par la CIA. C'est ainsi qu'il suffit d'un mois ou deux pour que l'UCK cesse d'être une organisation terroriste criminelle illégale et devienne une alliée de l'armée américaine dans son attaque contre la Yougoslavie. Tout ce qu'on demandait à l'UCK était d'être et de demeurer loyale à la CIA.

A deux reprises — en 1991 et en 1999 —, les conflits armés en Yougoslavie furent déclenchés et intensifiés par des manœuvres de l'administration américaine. Exactement comme les manœuvres de l'administration américaine incitèrent Saddam Hussein à attaquer le Koweït — qui était une des 16 provinces de l'État irakien jusqu'à ce que l'empire britannique en fasse un État séparé —, afin d'en faire un prétexte pour attaquer l'Irak. A chaque fois, la guerre et la "Pax Americana" imposée par la force ont amené une véritable explosion du crime organisé (3). Il fallut attendre l'occupation américaine au Kosovo pour que le clan Zemun parvienne à éliminer tous les autres groupes mafieux et à installer son monopole sur le trafic de drogue en Serbie et dans les pays voisins.

---

### "PAX AMERICANA" ET CRIME ORGANISÉ

---

Et pour finir, un détail piquant. En tant que chefs incontestés de tous les groupes paramilitaires "serbes" en Bosnie et en Croatie, Jovica Stanisic et son acolyte Frenki Simatovic ne purent échapper à la mise en accusation devant le tribunal de La Haye pour crimes de guerre. Mais, parmi tous ceux accusés de crimes de

---

(3) Le seul réseau de prostitution enfantine de l'histoire des Balkans fut organisé par des membres des forces armées américaines en Bosnie après la signature des accords de Dayton. Le réseau fut découvert en 1998 et ses organisateurs furent retirés de Bosnie et renvoyés aux États-Unis, où ils ont été condamnés à des peines légères.

guerre par le tribunal de La Haye, ces deux-là furent les seuls qui se virent accorder une libération provisoire basée sur recommandation et garantie du gouvernement américain ! Leur jugement fut ajourné à de multiples reprises pour cause de “problèmes de santé” et pourrait fort bien ne jamais avoir lieu. Pendant ce temps, Jovica Stanisc demeure l'éminence grise des services secrets serbes. De toute évidence, ce personnage, criminel de guerre et organisateur de trafic de drogue au service de l'Etat mafieux, est récompensé pour services rendus au gouvernement des Etats-Unis, auquel il peut encore rendre service (4).

Tout le monde sait que toute la drogue arrive aux Balkans et en Europe en passant par le Kosovo. Tout le monde sait que, jusqu'en 2002, la drogue provenait d'Amérique latine et que, depuis cette date, elle vient d'Afghanistan. On en parle beaucoup dans les médias européens et internationaux. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que le crime organisé au Kosovo a véritablement pris son essor et a augmenté de façon exponentielle après l'occupation américaine (5). La même chose s'est produite en Irak. Le chaos s'est installé en même temps que l'occupation américaine. Après tout, ces médias n'ont pas l'intention de révéler la vérité, mais de la cacher, de montrer que les crimes commis dans les Balkans sont un trait caractéristique des tribus locales, primitives, des Balkans, qu'il faut en permanence éduquer et occuper et qui parviennent même à corrompre certains de leurs “civilisateurs”.

Une fois encore, il faut le rappeler : avant la guerre en ex-Yougoslavie et avant l'intervention de la “communauté internationale”, le crime organisé n'existait dans aucune des anciennes républiques de la République fédérale de Yougoslavie. Et surtout pas au Kosovo, où le taux de criminalité a toujours été inférieur à celui d'autres composantes de la fédération de l'ex-Yougoslavie. Le crime organisé est apparu et a rapidement progressé après l'intervention des “forces de paix internationales”. Seuls les spectateurs naïfs des médias occidentaux peuvent croire qu'il ne s'agit que d'une coïncidence.

**Pavlusko Imsirovic**

(les intertitres sont de la rédaction)

(4) Ce texte avait été écrit avant que le *Los Angeles Times* (1<sup>er</sup> mars 2009) ne publie un rapport de la CIA qui informait que Jovica Stanisc était le principal agent de la CIA dans les Balkans depuis le début de la guerre en ex-Yougoslavie. Tous les médias expliquent qu'il s'agit d'un scoop, malgré le fait évident que Jovica Stanisc jouissait d'une protection particulière de la part des Etats-Unis depuis des années et d'un traitement particulier au tribunal de La Haye. Il est le seul à qui ait été accordé une libération provisoire juste après son arrestation, sur la base de garanties données par le gouvernement américain. Dire qu'il est un agent de la CIA n'a rien d'une nouvelle. Les médias se taisent en général sur ce qui constitue la véritable nouvelle : dans ce même rapport de la CIA, écrit à la demande de l'avocat de Stanisc devant le tribunal de La Haye, il est publiquement et explicitement dit que, pendant toutes ces années, Jovica Stanisc a coopéré avec la CIA avec l'approbation de Slobodan Milosevic, à qui il est resté fidèle jusqu'à la fin et qu'il n'a jamais trahi. Ainsi, en fait, le véritable agent n° 1 de la CIA dans les Balkans était Slobodan Milosevic, et c'est la raison pour laquelle il a exigé qu'on entende le témoignage des plus hauts officiels américains qui témoigneraient en sa faveur devant le tribunal de La Haye. De même, il a demandé l'ouverture des archives secrètes américaines sur la guerre des Balkans, juste pour le tribunal, pas pour le public. La publication du rapport de la CIA n'est rien d'autre qu'une manœuvre parmi d'autres du gouvernement américain en vue de faire porter à l'“Europe” — surtout à la République fédérale d'Allemagne — la responsabilité de la guerre des Balkans et, d'autre part, de se poser en seul “agent de paix et de sécurité”, et même de se démarquer de son propre tribunal de La Haye, dont le but était surtout de légitimer l'occupation des Balkans, de faire porter à l'“Europe” la responsabilité de toutes les erreurs et de toutes les incohérences du tribunal et de ses actions. Il apparaît de plus en plus clairement que, durant toutes ces années, Radovan Karadzic bénéficiait de la protection de l'administration américaine, sur la base de l'accord secret qu'il avait passé avec Richard Holbrook après la signature des accords de Dayton, et que Ratko Mladic bénéficierait de la même protection. Lors des 15 dernières années, la CIA a trahi et sacrifié un grand nombre de ses agents mafieux aux Balkans et elle se trouve, de ce fait, confrontée à de nombreuses difficultés. L'avocat de Jovica Stanisc au tribunal de La Haye peut sûrement permettre à la CIA de regagner sa réputation de bon “parrain” — au sens mafieux du terme — parmi ces messieurs respectés et renforcer ses ressources humaines.

(5) Bernard Kouchner a été le premier gouverneur du Kosovo sous occupation des forces de l'OTAN. Durant la période où il gouvernait le Kosovo, Kouchner coopérait très étroitement avec William Montgomery, qui était à l'époque l'ambassadeur américain. Pendant des années, il a été le personnage le plus puissant dans la région et on l'a appelé le gouverneur des Balkans. Après avoir terminé sa carrière diplomatique en 2004, William Montgomery s'est installé en Croatie comme chef d'entreprise et c'est l'une des plus grosses fortunes de la région.



# Impérialisme et révolution au Proche et Moyen-Orient

(article paru dans *La Vérité*, n° 509,  
jeudi 11 septembre 1958)

*Par Pierre Lambert*

Le 14 juillet 1958, le régime du roi Fayçal s'écroulait. Quelques jours après, "l'Occident" impérialiste, qui avait violemment attaqué le nouveau gouvernement, rendant hommage au roi et à Noury Saïd, le principal agent de l'impérialisme, reconnaissait le régime issu de l'insurrection. Entre-temps, la décision était prise, non sans quelques hésitations, de débarquer les fusiliers marins américains au Liban, bientôt suivie de l'arrivée des paras anglais en Jordanie.

Environ un mois après, l'Assemblée générale de l'ONU votait une résolution unanime sur les problèmes du Proche et Moyen-Orient. Il serait évidemment puéril d'estimer que les questions sont réglées, le calme réellement revenu. Les troupes américaines et anglaises sont toujours à pied d'œuvre.

Que s'est-il passé, et pourquoi ?

En Irak vivent 6 000 000 de personnes environ, dans leur écrasante majorité des fellahs sans terre. De 35 000 km<sup>2</sup> de terres effectivement cultivées, 88 % des paysans en possèdent 6,50 % ; les 93,50 % restantes sont contrôlées par une infime minorité de grands propriétaires fonciers, dont les plus importants se recrutaient dans la famille royale. Le revenu moyen

par tête d'habitant en Irak n'excède pas 30 000 francs par an (revenu comparable à celui du fellah algérien). Le problème de la terre (expropriation des grands domaines possédés par les grands féodaux) est donc au tout premier plan des événements. Car, sans une nouvelle répartition des terres et leur nationalisation sans indemnité ni rachat, toute perspective d'amélioration du niveau de vie et du niveau culturel des masses est exclue.

La féodalité agraire, avec la famille royale en tête, représente la base sociale de la domination impérialiste sur le pays, bénéficiant des attributs extérieurs de la souveraineté, mais totalement vidés de leur contenu. L'Irak Petroleum Cy contrôle totalement la principale richesse économique du pays : le pétrole.

Cette puissante société, qui vient au quatrième rang pour la production de pétrole (11 657 497 tonnes en 1957), à prédominance anglaise (1), et qui a obtenu une concession de 81 000 km<sup>2</sup>, est le véritable maître du pays.

(1) Deux sociétés anglaises, la Royal Dutch et la British Petroleum, ont chacune 23,75 % des actions de l'Irak Petroleum, un magnat anglais 5 %, une société américaine 23,75 % et la Compagnie française des pétroles 23,75 %.

Ce pétrole, qui, tel celui de l'Arabie Saoudite — soit encore 315 % —, vendu en 1952 à 1,75 dollar le baril, laissait 1,40 dollar de bénéfice net, rapporte à toutes les sociétés pétrolières opérant au Moyen-Orient un profit net de 1 milliard 300 millions de dollars.

Défendre le droit d'exploiter ce pétrole est évidemment le principal souci des impérialistes. Un éminent académicien, M. Jacques Chastenot, ancien directeur du *Temps* (*Le Monde*, successeur), a pu écrire de la partie serrée qui se joue au Moyen-Orient :

*“L'enjeu n'est rien de moins que ce qui reste là-bas à l'Occident d'influence politique, morale et économique.”*

La morale du portefeuille ! En vérité, traduits dans une langue moins camouflée, les événements d'Irak posent directement le problème de la domination impérialiste dans tous les pays arabes. Hors l'expropriation sans indemnité ni rachat des monopoles impérialistes et le retour de leurs richesses à la nation, il n'y a non seulement pas de possibilité d'arracher des dizaines de millions d'hommes à la misère et à l'ignorance, mais également pas de réelle indépendance nationale possible.

Tous les leviers économiques des pays arabes — industrie, grand commerce — sont étroitement contrôlés par des groupes bancaires rattachés directement ou indirectement aux banques américaines ou européennes : ainsi en est-il de 40 banques à Beyrouth, 15 au Caire, 10 à Bagdad. La British Bank of the Middle East, par exemple, a une activité qui s'étend de Bombay à Tripoli et Benghazi, en Lybie ; elle a ouvert une succursale à Tunis, trois au Liban, trois à Bagdad, une à Aden, des agences à Bahrein, Koweït, Basra en Arabie Saoudite, etc., et draine, avec d'autres banques anglaises et américaines, toute la substance économique des pays du “Middle East”.

L'expropriation des banques contrôlées par les impérialistes américains, anglais et français, l'expropriation des grandes sociétés pétrolières étrangères, la distribution gratuite de la terre à ceux qui la travaillent, ces problèmes sont à la base de tous les événements du Proche et Moyen-Orient (et de ceux d'Afrique du Nord), et fournissent les puissants motifs de l'insurrection irakienne.

---

## L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN, BASTION DE LA CONTRE-RÉVOLUTION

---

Un article du *Monde diplomatique* le dit fort bien :

*« Il était évident que le débarquement des fusiliers américains au Liban et l'arrivée des “bérets rouges” britanniques en Jordanie étaient surtout destinés à affronter la nouvelle situation créée à Bagdad. »*

En effet, toutes les informations limitées et filtrées qui parviennent d'Irak tendent à prouver que le renversement du gouvernement Noury Saïd, plat valet de l'impérialisme, par l'aile bourgeoise et petite-bourgeoise conduite par l'armée, s'est doublé d'une montée populaire qui dresse confusément son propre programme anti-impérialiste.

Dans une série d'articles publiés par *Le Monde* (20 août 1958), on lit ces lignes combien éloquentes :

*“La rue bouge, et les mouvements de la rue font trembler les bourgeois et inquiètent le gouvernement. Il n'est pas de jour que les manifestations n'occupent les artères de Bagdad. Elles sont pacifiques et toutes joyeuses, suivant la terminologie officielle. A l'appel du ministre de l'Intérieur, un vendredi, les paysans les plus déshérités de l'Irak, ceux des grands domaines de Kut et Amara, occupent Bagdad, qu'ils ont gagné de nuit à bord d'in vraisemblables autobus campagnards. Femmes portant le tatouage de tribus au visage, le nez orné d'anneaux d'argent, les chevilles nues encerclées de métal, rudes travailleurs des champs, aux vêtements déchirés, qui ont pour un jour abandonné leur hoyau, enfants courant pêle-mêle au milieu de cette foule misérable, tous rappellent aux élégants effendis des villes leur existence. Hébétés, le ventre creux, ils errent toute une journée dans les boutiques de la capitale, qui ont baissé leurs rideaux de fer par prudence... A Bagdad, on affirme que le problème de la réforme agraire est étudié par une commission d'experts et que toute spéculation sur ladite réforme serait prématurée !”*

Le nouveau gouvernement Kassem s'efforce d'endiguer les revendications des masses en biaisant et en rusant. Une

des premières manifestations de ce gouvernement n'a-t-elle pas été de garantir les investissements étrangers et, en particulier, de signer un accord avec l'Irak Petroleum Cy ?

La marge de manœuvre de l'impérialisme américain est contenue dans des limites étroites, marquées par deux actes : d'une part, reconnaissance extrêmement rapide du nouveau gouvernement — le roi Fayçal et Noury Saïd inscrits au compte profits et pertes — ; d'autre part, et avant toute chose, les impérialistes américains envoient des marines au Liban. M. Foster Dulles, après le débat à l'ONU et malgré le vote unanime d'une résolution recommandant au secrétaire général de l'ONU d'étudier les moyens de réaliser le retrait des troupes américaines du Liban et anglaises de Jordanie, n'a pas manqué de manifester son scepticisme : *“Les problèmes ont de profondes racines. Ils ont, a-t-il déclaré, des aspects explosifs, lesquels peuvent réserver des surprises à chaque moment.”*

Sous-entendu : nous resterons pour défendre les positions impérialistes contre les masses révolutionnaires, dont les aspirations, à l'arrière-plan de la scène, rendent extraordinairement fragiles, malgré les apparences, les gouvernements qui se refusent à satisfaire leurs besoins.

---

## INDÉPENDANCE POLITIQUE ET INDÉPENDANCE NATIONALE

---

L'impérialisme américain était prêt, il l'est encore, à appuyer le pouvoir politique des bourgeoisies nationales dans la mesure où celles-ci sont susceptibles de préserver les positions économiques de l'impérialisme sur leur territoire. Mais la pression révolutionnaire des masses heurte de front les Etats “indépendants” de cette région du monde. Derrière l'aspiration à l'unité arabe se dresse une réalité qui n'est pas simplement de nature religieuse et sentimentale. Les Etats-Unis du Proche et du Moyen-Orient sont une nécessité aussi impérieuse pour assurer la liberté et le bien-être que l'expropriation des féodaux, des banques et sociétés impérialistes. Toutes les revendications marchent d'eux-mêmes de pair. Les pas timides effectués par

Nasser dans la voie de l'unité arabe ne peuvent aller très loin, dans la mesure où, dans son propre pays, l'Egypte, il a laissé intactes toutes les positions des féodaux et des impérialistes, tout en s'assurant pour le moment une indépendance politique réelle. Appuyer l'indépendance politique à condition que celle-ci ne se double pas de l'indépendance nationale réelle (expropriation révolutionnaire de l'impérialisme), telle voudrait être la politique de Wall Street au Proche et Moyen-Orient. M. Murphy ne déclare-t-il pas que

*“Le nationalisme arabe n'est pas une théorie, mais un fait dont il faut tenir compte. Si on lui prête convenablement attention et si on lui impose certaines limites, il ne devrait pas être dangereux.”*

Autant vouloir résoudre la quadrature du cercle ; et c'est pourquoi le même Murphy, prêt à reconnaître un nationalisme arabe garantissant les privilèges des magnats du pétrole, a exercé cette pression dont l'hebdomadaire anglais *The Economist* se fait l'écho :

*“M. Murphy n'a certainement pas choisi, au Liban, le général Chehab comme président, quoique le général Chehab soit le candidat le plus acceptable pour les Américains.”*

La politique de Nasser également évolue dans des limites étroites : contenir les masses, tout en s'efforçant d'occuper des positions plus importantes dans le domaine réservé à l'impérialisme, est une tactique difficile et à échéance plus ou moins longue impossible à réaliser. La résolution de l'ONU, présentée par les pays arabes, votée par le représentant égyptien, témoigne des difficultés de Nasser.

---

## L'ACCORD RUSSO-AMÉRICAIN À L'ONU

---

A la surprise générale, Russes et Américains se sont ralliés à la résolution arabe sur les événements du Moyen-Orient. En réalité, dans son discours, Eisenhower, justifiant l'intervention au Liban, tendait une perche que les bureaucrates contre-révolutionnaires siégeant à Moscou étaient en mesure de saisir :

*“Un principe commun a guidé la position des Etats-Unis à l'occasion de tous*

*ces événements (Iran, Grèce, Turquie, Corée, etc.) : ce principe était que toute agression directe ou indirecte devrait être stoppée avant qu'elle acquière une puissance suffisante pour nous détruire tous — l'agresseur autant que le défenseur. C'est ce principe qui a été une nouvelle fois appliqué quand nous avons répondu aux appels des gouvernements du Liban et de la Jordanie."*

En Grèce, en particulier, la bureaucratie soviétique a laissé les impérialistes anglais et américains écraser la révolution (Markos et ses partisans, liquidés ensuite par Staline). La référence est claire : vous, bureaucrates du Kremlin "agresseurs", et nous, magnats de Wall Street, "défenseurs", nous avons un égal intérêt à lutter contre la révolution qui abolirait nos privilèges à vous et nos propriétés privées à nous. Non seulement en Grèce, mais en France en 1944 et ensuite en Hongrie et ailleurs, en dépit des antagonismes inconciliables du système soviétique et de l'impérialisme, la caste parasitaire qui domine l'URSS a réalisé l'accord contre-révolutionnaire avec les Etats-Unis. Au Proche et Moyen-Orient, la même entente s'est réalisée, car, pour Khrouchtchev (comme pour Thorez), l'heure n'est nulle part à la révolution (2) qui liquiderait le pouvoir de la bureaucratie. Le défenseur de l'ordre bourgeois Chastenet, comme le journal anglais *L'Observer*, ont éclairé avant le vote unanime de l'ONU la portée et la nécessité de celui-ci.

Chastenet écrit :

*"Les officiers de type nassérien, tout en étant violemment nationalistes, ne sont en général nullement communistes (le communisme est hors la loi en Egypte). L'Union soviétique ne désire pas la guerre... Ne pourrait-on, partant de là, dégager les grandes lignes d'une politique réaliste ? Reconnaissance du fait nationaliste arabe. Non-opposition à l'établissement de gouvernements moins archaïques que les gouvernements actuels d'Arabie Saoudite et des sultanats du golfe Persique, etc."*

Le tout en recherchant un accord global entre l'Occident impérialiste et la bureaucratie soviétique.

Et *L'Observer* (10 août 1958) :

*"Les troubles (au Proche et Moyen-Orient) jaillissent des forces internes de ces pays... Sans accord entre tous les*

*pays de l'Occident, il n'y a pas de règlement possible... Mais un règlement qui ignorerait la Russie laisserait de dangereuses incertitudes."*

Il est piquant de constater que les impérialistes français sont prêts à reconnaître le "fait national arabe" partout... sauf en Algérie. *Le Monde diplomatique*, mensuel libéral bourgeois, donne dans l'article consacré à l'Irak cette information :

*"Les féodaux faisaient la loi chez eux. M. Noury Saïd, qui a été sauvagement assassiné le 16 juillet dernier, aurait récemment tenu à certains féodaux le langage suivant : prenez garde, si vous ne lâchez pas un peu, le peuple vous arrachera tout par la violence."*

Constatation judicieuse et clairvoyante. Mais s'il y a une loi qui se dégage de toutes les révolutions, c'est bien celle-ci : lorsque la société est grosse d'événements révolutionnaires, les classes privilégiées manifestent toujours et partout le même acharnement à ne pas céder même une parcelle de leurs privilèges, tout en sachant très bien que le peuple menace de leur arracher le tout. C'était vrai en 1789 comme en 1917. Cela l'est encore aujourd'hui pour l'impérialisme français en Algérie et ailleurs. Il y a là un phénomène général qui ne peut s'expliquer par la psychologie (bien qu'il y ait des facteurs psychologiques). La seule explication correcte est celle-ci : une classe privilégiée ne peut, sous peine de tout perdre, faire de véritables concessions aux masses. Quand de telles concessions sont arrachées par la lutte, si les classes opprimées consolident leurs conquêtes en expropriant politiquement et économiquement la classe privilégiée, elles peuvent vaincre. Si elles sont freinées, stoppées, déviées dans leur activité révolutionnaire par des organisations timorées — nationalistes, "socialistes" ou "communistes" — elles se laissent reprendre tout ce qu'elles ont obtenu. Mais les problèmes non réglés n'en subsistent pas moins, plongeant la société dans des

(2) Il n'en reste pas moins que si l'instabilité générale que démontrent les événements d'Irak mine les positions stratégiques de l'impérialisme américain (pacte de Bagdad, rampes de lancement), le fait que l'armée américaine a pris pied directement au Liban peut représenter, à échéance, une menace renforcée contre l'Union soviétique. Analyser cet aspect de la situation sortirait du cadre du présent article.

contradictions de plus en plus intolérables pour les masses. Ces problèmes, à une nouvelle étape, les pousseront inéluctablement à reprendre le combat. Depuis la fin de la guerre, les pays du Proche et du Moyen-Orient sont le théâtre de convulsions dont ils ne pourront sortir que par la lutte anti-impérialiste conséquente, arrachant le pouvoir à des classes privilégiées incapables de rompre véritablement les liens qui les unissent aux monopoles impérialistes.

Parmi beaucoup d'autres exemples, mentionnons :

1946 : les troupes françaises évacuent Syrie et Liban.

1951 : nationalisation des pétroles d'Iran par Mossadegh. Assassinat du roi Abdhllah de Jordanie. Abrogation par l'Egypte du traité conclu avec l'Angleterre.

1953 : coup d'Etat renversant le roi Farouk d'Egypte. Manifestations ouvrières en Arabie Saoudite et à Bahreïn.

1954 : accord anglo-égyptien sur l'évacuation du canal.

1956 : éviction de Glubb Pacha. Nationalisation de Suez, intervention anglo-française.

1958 : constitution de la République arabe unie. Evénements du Liban. Insurrection à Bagdad.

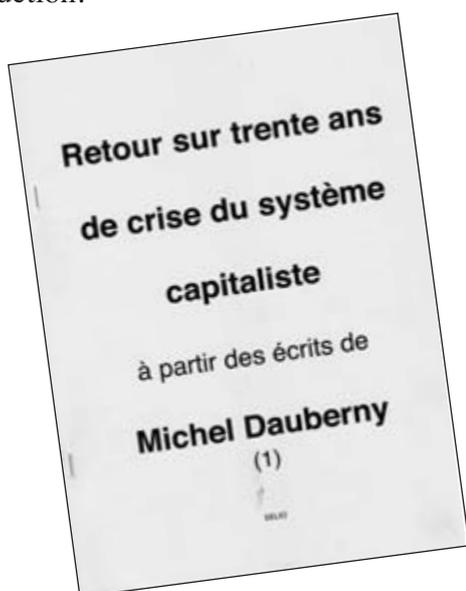
De 1952 à 1958 : mouvements révolutionnaires dans le Maghreb ; intensification depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1954.

Il y a des hauts et des bas. Il y en aura encore. Mais la ligne des événements s'inscrit nettement. Il faut le constater : un des facteurs majeurs freinant le développement révolutionnaire au Proche et Moyen-Orient est la quasi-inexistence d'une véritable solidarité de la part du prolétariat occidental, lequel, embourbé dans le marécage de la politique du stalinisme et de la social-démocratie, n'a pas réussi, malgré des actions notables, à élever ses propres luttes au niveau de celles engagées dans les secteurs coloniaux et semi-coloniaux de la révolution mondiale. Les masses prolétariennes de l'Occident auront encore à payer très cher la trahison des staliniens et des socialistes.

**Pierre Lambert**

### Trois publications éditées par la SELIO

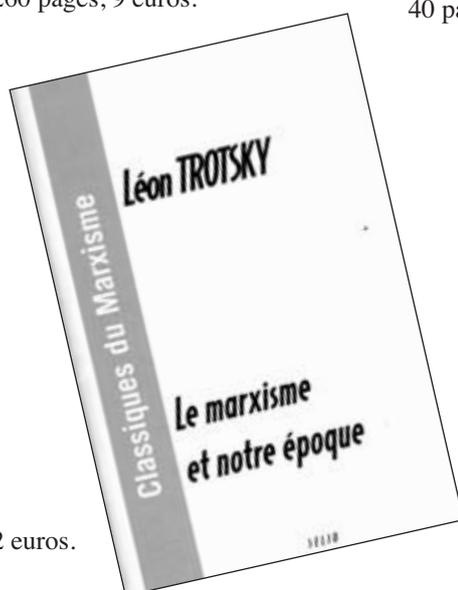
- Pour éclairer les enjeux de l'actualité.
- Soumettre à la libre critique des lecteurs et militants la validité des écrits, au regard des faits et des événements.
- Assurer la continuité du combat pour "exproprier les expropriateurs" et libérer l'humanité du système de la propriété privée des moyens de production.



Les trois fascicules, 260 pages, 9 euros.



40 pages, 2 euros.



48 pages, 2 euros.

En vente à la SELIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. Tél. : 01 42 46 09 53. E-mail : selio4@wanadoo.fr

## **Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

**Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Daniel Gluckstein**

### **Comité de rédaction :**

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkunzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*États-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabayé Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



---

Commission paritaire : n° 0708 G 84847 - ISSN 0294-359X